



ACTES DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE
Soutenue par la Direction Générale de la Santé



SORTIR DE LA RUE ?

Mercredi 18 Octobre 2006

Institut des Sciences Cognitives
67 Boulevard Pinel
69 675 Bron cedex

Organisée par

ONSMP-ORSPERE

TÉLUQ
L'université à distance
de l'**UQÀM** (MONTREAL)

Sommaire

<i>Discours d'ouverture</i>	4
Pierre Larcher	4
<i>Bonjour à tous et à toutes</i>	6
Christian Laval	6
<i>Présentation de la journée</i>	- 8 -
<i>Aperçu du système montréalais de services aux personnes itinérantes</i>	- 8 -
Yves Lecomte	- 8 -
<i>Sortir d'une carrière SDF</i>	- 15 -
<i>L'accompagnement sociologique à l'exploration autobiographique</i>	- 15 -
Pascale Pichon	- 15 -
<i>VIVRE DANS LA RUE OU EN SORTIR?</i>	- 33 -
<i>UNE RECHERCHE DE SENS</i>	- 33 -
Yves Lecomte, Marie-Ève Lapointe, Guillaume Ouellet, Jean Caron,	- 33 -
Christian Laval, Emmanuel Stip	- 33 -
<i>Chronique de la mise en route d'un conseil de vie sociale dans un contexte de crise</i>	- 50 -
Odette Bourgey	Erreur ! Signet non défini.
<i>Conférence « Opérations tentes de Médecins du Monde à Paris. Débat autour d'une polémique »</i>	67
Pierre Micheletti	67
<i>« La genèse du jeune SDF : de la naissance à la rue »</i>	75
Mario Poirier	75
<i>« Prise en charge des jeunes »</i>	84
Dr Alain Gouiffès	84

3	<i>Réflexion d'un infirmier en psychiatrie travaillant à l'UMAPPP sur la rencontre avec des jeunes en errance sur l'agglomération rouennaise</i>	85
	Laurent Freyermuth	85
	<i>L'accompagnement partenarial et les jeunes en errance</i>	87
	Olivier Jan	87
	<i>Reprise de la journée</i>	99
	Jean Furtos	99

Discours d'ouverture

Pierre LARCHER

*Direction Générale de l'Action Sociale, Sous direction des politiques de prévention,
insertion et lutte contre les exclusions (Paris)*

Depuis 1993, l'Observatoire Régional de la Souffrance Psychique en Rapport avec l'Exclusion (ORSPERE), devenu dix ans plus tard Observatoire National des pratiques en Santé Mentale et Précarité (ONSMP), joue un rôle de plus en plus affirmé d'observatoire et de laboratoire d'idées au secours de l'articulation des professionnels de la santé mentale avec ceux du travail social, manifesté à la fois par la publication trimestrielle de « Rhizome », dont les lecteurs, de plus en plus nombreux, ont fait depuis longtemps une référence, et par des séminaires de travail ou des journées d'étude comme celle-ci.

La Direction Générale de l'Action Sociale, puis la Direction Générale de la Santé, puis la Délégation Interministérielle à la Ville, ont voulu encourager une dynamique qui s'avérait prometteuse aussi bien au niveau national qu'à celui des territoires de la ville et de l'intercommunalité, donc au cœur des politiques de territorialisation promues par la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales d'août 2004.

En octobre 2004, l'ONSMP-ORSPERE avait déjà organisé un colloque international consacré à « La santé mentale face aux mutations sociales », auquel avait du reste déjà participé Yves Lecomte. Cette rencontre avait permis de se poser de bonnes questions sur le rôle de la psychiatrie dans une société profondément différente de celle où était née cette discipline, et sur l'élargissement inéluctable de son champ à la santé mentale qui en résultait. Cela avait permis, non pas de trouver toutes les réponses (heureusement !), mais de faire sérieusement avancer la réflexion de participants de 4 continents.

Aujourd'hui, en une seule journée, le thème est évidemment plus étroit, mais ce n'est pas sur la prévention, l'observation ou le traitement d'un phénomène malheureusement de plus en plus courant au Québec comme en France, que vous allez vous pencher, mais sur ce qui peut permettre d'en sortir sans trop de casse, sortir de la rue, de l'errance, de l'itinérance, comme disent nos cousins d'Outre Atlantique. C'est une question qui, jusqu'à présent, n'avait pratiquement pas été envisagée, le déni semblant la meilleure méthode pour ne pas se poser la question.

La visibilisation accrue des exclus depuis quelques années, la saturation permanente des structures d'hébergement d'urgence, le vieillissement d'un nombre croissant de sans abris après des années d'errance, ont quand même fini par amener à se poser la question de la suite : comment en sortir ? Est-ce seulement possible ? À quel prix pour les exclus ? À quel prix aussi pour ceux qui les reçoivent ? Dans quels lieux, avec quels outils ?...

C'est ainsi que figure dans les mesures, dont la mise en application est la plus récente, la multiplication des Équipes mobiles de psychiatrie, qui font intervenir à intervalle régulier des équipes de psychiatrie intersectorielle dans des lieux reconnus comme convergence de personnes très pauvres, voire de grands exclus (CHRS, éventuellement CCAS, services

5 d'urgence d'hôpitaux généraux...) et comportant parfois, mais pas systématiquement, un aspect de maraude. En deux ans, 50 de ces équipes ont été créées ou renforcées.

Va aussi démarrer en 2007 une expérimentation de « résidences d'accueil » qui s'inspire des expériences réussies des « maisons relais », mais qui adapte les modes de fonctionnement aux besoins spécifiques des personnes handicapées psychiques (personnes handicapées psychiques en exclusion sociale ; celles qui restent hospitalisées en psychiatrie sans nécessité thérapeutique, faute d'un relais social ; celles restées à charge de leur famille). La circulaire les créant est à la signature.

Vous imaginez donc sans peine que, dans une sous direction des politiques d'insertion et de lutte contre les exclusions comme la mienne au sein de la Direction générale de l'action sociale, nous serons directement intéressés par les expériences, les méthodes, les idées nouvelles, qui s'exprimeront, et les conclusions auxquelles vous parviendrez.

Il en résulte que j'aurais bien aimé participer à l'ensemble de cette journée pour pouvoir impulser avec de bons arguments, dès mon retour à Paris, une réflexion dans les administrations concernées (voire dans certains cabinets ministériels) sur autre chose que la gestion des urgences.

Malheureusement, je devrai vous quitter en fin de matinée pour une réunion à Paris à laquelle je suis tenu d'assister cet après-midi. Mais je fais pleinement confiance à Jean Furtos, Christian Laval et leur équipe pour ne pas garder pour eux bien longtemps ce que vous aurez exprimé toute la journée, et je vous en remercie par avance.

Bonjour à tous et à toutes

Christian LAVAL

Directeur Adjoint, Onsmmp-Orspere

Je vous remercie d'être aussi nombreux aujourd'hui. Nous avons dû refuser du monde et nous nous en excusons, la salle était trop petite. Votre venue en nombre est bien sûr une bonne nouvelle même si je ne sais pas au fond comment il convient d'interpréter ceci.

Cette journée s'inscrit dans la convention passée entre l'ONSMP et la DGS. Il s'agit d'une journée d'étude dans le fil de celles déjà organisées par l'ONSMP au printemps sur « La figure du tiers » et sur « Les élus et la santé mentale » il y a quinze jours à Nantes.

La journée d'aujourd'hui a une particularité par rapport aux autres : elle est co-organisée avec l'Uquam de Montréal représentée ici par Yves Lecomte, professeur en santé mentale à la télé université. Ce qui explique cette introduction à deux voix de ce matin. C'est donc aussi avec ma casquette institutionnelle de directeur adjoint de l'ONSMP que je vous accueille.

Le thème de cette journée s'est imposé à nous à partir d'un constat partagé à Lyon et à Montréal. Il existe, depuis vingt ans de politiques publiques actives dans les deux pays sur ce sujet, un écart constant, certes dont les caractéristiques sont différentes d'un pays à l'autre, entre les finalités annoncées et la réalité du terrain telle qu'elle est vécue par les personnes elles-mêmes, par les professionnels ou les représentants associatifs très présents et par les politiques eux-mêmes. Le zéro SDF annoncé lors de la précédente campagne électorale semble rétroactivement un objectif soit irréalizable soit irréalisé. Une chose est sûre. Nous butons collectivement sur des réalités et des processus qui fonctionnent en chaîne et dont il est difficile de fixer une photographie définitive, absolue et complète (journée d'étude vous dis-je). Déjà la manière de nommer le problème est sujet à controverse et débat. Entre *sans domicile fixe, sans abri* et *itinérant* comme disent les québécois se sont à chaque fois des constructions différentes dont il s'agit qui associent individu et situation problème de manière spécifique. Ces constructions renvoient bien sûr aux raisons qui sont avancées pour expliquer le phénomène. Itérativement deux raisons s'opposent et parfois s'entremêlent :

- La première avance des raisons structurelles : augmentation du chômage, pénurie de logements à bas prix, et plus largement crise économique voire de modèle de société.
- La seconde raison renvoie à des facteurs plus individuels comme les ruptures affectives, la toxicomanie, l'alcoolisme ou même les pathologies invalidantes.

On peut d'abord faire remarquer que les réponses en terme de politiques publiques sont en grande partie fonction du choix explicatif sous-jacent ; mais cette opposition, une fois énoncée, s'avère déjà trop schématique : d'autres facteurs plus culturels rentrent aussi en ligne de compte du moins en France, les réponses se sont construites aussi sur des pré requis moraux et compassionnels donc dans une logique d'urgence humanitaire et non pas dans une lutte à plus long terme contre les inégalités de santé, de logement, de formation, de travail. Il y a là une tension entre rôle de l'état et celui des associations caritatives ou néo caritatives dans la construction des réponses. La rhétorique sécuritaire tient une place non négligeable dans la gestion propre des territoires et des espaces publics.

7 Quoi qu'il en soit, repérer cette construction complexe des politiques publiques nous oblige de plus en plus à recueillir le point de vue des personnes concernées. Deux processus sont certainement à étudier : les bouleversements identitaires des personnes dont les processus psychiques inhérents aux logiques de survie ou de système d'aide dans lesquelles elles se trouvent insérées. Dans le même esprit, il apparaît de plus en plus important de comprendre les ressources comme disent les québécois ou les supports sociaux « mobilisables par les personnes et par leur entour. Dans le même temps, une vigilance critique est nécessaire sur les limites de ces ressources personnelles en l'absence de politique de compensation et de reconnaissance. Bref c'est la quadrature du cercle. Alors comment tenir et mettre au travail concrètement cette complexité sans tomber dans un angélisme ou dans un autre. C'est là que poser la question des voies de sorties de la rue et des facteurs contribuant à leurs échecs ou à leur succès est une méthode de discussion que nous vous proposons de tenir ensemble. Encore, faut-il d'emblée préciser ce que *sortir de la rue* ne veut pas dire. La sortie ne veut pas dire linéarité d'une trajectoire standard et duplicable. La question de la sortie devrait se poser et se pose de fait dès l'entrée. Entrée vers quoi ? Sortir de quoi et vers où ?

Le principal bien que nous vous proposons est un espace d'échange et de discussion collective. Tout au long de cette journée notre méthode consistera à mettre en tension différents points de vue, différentes catégories théoriques ou pratiques : Québec/France, chercheur/intervenant, société/individu, mais aussi accompagnement et empowerment en espérant que cette mise en tension nous amènera à dégager quelques plus-values de savoirs pour mieux penser et mieux agir.

Je passe la parole à Yves Lecomte.

Présentation de la journée

Aperçu du système montréalais de services aux personnes itinérantes

Yves LECOMTE

Professeur de santé mentale, Télé Université, UQAM (Montréal)

Bonjour. Je vous souhaite à mon tour la bienvenue à ce colloque. Comme introduction, je vous présenterai brièvement le système de services aux personnes SDF dites itinérantes au Québec, terme que je vais utiliser. Le système décrit se retrouve à Montréal, la ville la plus peuplée du Québec soit environ 1 million d'habitants. Si on considère l'agglomération montréalaise, le chiffre s'élève à 3 millions de personnes. À travers cette description, j'esquisserai les enjeux qui confrontent ce système.

Avant de débiter, nous tenons à préciser que ce portrait est fondé sur quelques entrevues avec des intervenants, une analyse de documents, de même qu'une longue expérience clinique avec des personnes souffrant de psychose dont un bon nombre fréquentait le réseau de l'itinérance. Ce portrait est donc partiel et doit être considéré comme une tentative d'initier une analyse systémique du réseau de l'itinérance. Il ne faut pas y voir une critique des ressources ou du travail des intervenants, mais un élément à ajouter (mais à relativiser aussi) à la réflexion collective que poursuit le réseau depuis de nombreuses années.

Enjeu du nombre : épidémiologie

Pour instaurer une politique destinée aux personnes itinérantes, il faut connaître leur nombre. Malheureusement, les données épidémiologiques disponibles datent de 1996. Et comme leur mesure est jusqu'à un certain point approximative, ces données doivent être considérées comme des estimations. Elles indiquent que durant l'année 1996, 28 000 personnes *différentes* ont fréquenté les ressources pour SDF : 8000 personnes ont couché dans les refuges au moins une nuit durant l'année de référence, alors que 20 000 autres personnes ont fréquenté les centres de jour et soupes populaires également au moins une fois durant la même année.

D'autres données importantes à connaître pour planifier les services sont les suivantes. Soixante dix-sept pour cent (77%) des personnes recensées sont des hommes et la moyenne d'âge de la population itinérante est de 37.5 ans. Mais un jeune de 11 ans a aussi été rencontré, de même qu'une personne ayant 90 ans, démontrant la variation de la pyramide d'âge. Les personnes mineures représentent d'ailleurs 4% des itinérants, et les personnes âgées 5% d'entre eux.

En 1998-99, lors d'une journée type, 33% des itinérants rencontrés disaient avoir eu un trouble d'abus d'alcool et 31% d'abus de drogue au cours de l'année précédent cette rencontre. D'autre part, 43% des personnes répondaient aux critères soit d'un trouble psychotique (12.5%), soit d'un trouble affectif (27.8%) et soit du jeu pathologique (5.1%) durant les douze mois précédent. On a aussi découvert que 22% des personnes itinérantes souffraient d'un trouble de personnalité (principalement antisociale). Une autre statistique : si nous considérons globalement les 750 personnes itinérantes interviewées, 71% d'entre elles répondaient aux critères d'un des troubles que nous venons d'énumérer. Enfin, 31% ont eu des idées suicidaires et 9.6% ont fait une tentative de suicide au cours de la dernière année (Institut de la statistique du Québec, Enquête auprès de la clientèle des ressources pour personnes itinérantes des régions de Montréal-Centre et de Québec, 2001 : http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/sante/itinerant-v1_pdf.htm). Est-il besoin de rappeler l'importance de tenir compte de la dimension « santé mentale » pour comprendre la problématique de l'itinérance.

La moitié seulement des personnes recherche un logement. Les autres n'en cherchent pas pour une question d'argent (23%) ou parce qu'elles se considèrent en transition (17%). Les femmes à la recherche d'un logement se situent au-dessous de cette moyenne soit 33%, mais au-dessus pour celles qui se considèrent en période de transition (30%).

En résumé, la population des personnes itinérantes est une population en majorité masculine, et « poquée » comme l'on dit au Québec, à savoir qu'elle éprouve des problèmes sérieux de toute sorte dont de santé mentale et de toxicomanie.

Le réseau de l'itinérance

Comment se présente le système de services pour personnes itinérantes à Montréal ? Le réseau compte 106 ressources, la plupart communautaires (association type loi 1901), qui offrent divers services comme l'hébergement (2017 lits disponibles dans 53 ressources) ; de l'accueil simple (24 ressources), de l'accueil-repas (22 ressources) et des services spécialisés dans 29 ressources. On peut dire que le système de services est assumé par un réseau communautaire (à part quelques ressources du réseau public) diversifié, très dynamique, très actif qui s'est même donné des structures de représentation pour pouvoir faire entendre politiquement sa voix, et défendre les intérêts de ses membres et les droits des itinérants. Ainsi, le RAPSIM regroupe la plupart des ressources montréalaises pour itinérants (www.rapsim.org). La semaine passée, le réseau solidarité itinérance du Québec (www.rapsim.org) a même lancé une plateforme de revendications intitulée *Pour une politique en itinérance* que l'on peut consulter en intégralité sur le site du réseau. Malgré les qualités remarquables de ce réseau, sa longue histoire a laissé des marques dont nous essayons de dégager les caractéristiques afin de mieux comprendre sa dynamique, et son influence sur la sortie de la rue des personnes itinérantes.

Précisons tout de suite que ce réseau a échappé à la grande vague de nationalisation et de rationalisation qui a marqué le système de santé et de services sociaux du Québec au début des années 70. Ce système est connu sous le nom de « medicare » ou « castonguette » du nom de son initiateur Claude Castonguay. Cette donnée est fondamentale pour comprendre le fonctionnement du réseau pour personnes itinérantes.

Les caractéristiques

Tracé à grand trait pour faciliter la compréhension (seule une étude approfondie permettrait de nuancer la réalité de terrain), le réseau se divise selon la taille des ressources. Il y a d'un côté trois ressources « phare », dits grands refuges, qui totalisent avec leurs ressources secondaires 877 lits (43% des lits disponibles). Ces refuges ont connu ces dernières années un développement immobilier important grâce à un programme canadien destiné aux personnes itinérantes : Initiative de partenariat en action communautaire (IPAC) retrouvé sur le site suivant : (http://www.homelessness.gc.ca/initiative/scpi_f.asp). Les autres lits sont offerts par 42 ressources de dimension plus restreinte, alors que 56 ressources n'offrent aucun lit d'hébergement. Cette division, certes artificielle, permet de contraster un ensemble de traits du réseau.

Les grands refuges ont des ressources financières et humaines importantes, comparativement aux petites ressources. Ils offrent des services d'urgence à un très grand nombre de personnes. Comme le ratio intervenants/itinérants est élevé (peu d'intervenants pour beaucoup d'itinérants), il arrive que les services ne soient pas individualisés comme le mentionnent certains intervenants provenant des petites ressources. En comparaison, ces dernières ont un ratio intervenant/usager plus faible, offrant plus de possibilité d'avoir des services spécialisés et adaptés à la clientèle : jeunes, femmes, etc. Soulignons que ces ressources, nombreuses et dispersées, ont senti le besoin d'assumer la continuité des services entre elles. Par exemple, dans le réseau pour femmes, les 19 ressources auraient conclu une entente informelle de continuité des services individualisés entre elles.

Les refuges et leurs ressources offrent des services principalement aux hommes âgés de plus de 25 ans, la clientèle la plus nombreuse, qui est aussi décrite comme la plus « poquée ». On peut alors comprendre que le respect des règles y domine selon les intervenants, et qu'y prime une forme d'anonymat à cause du volume entre autres et des caractéristiques de la clientèle.

Les services offerts gratuitement par les ressources du réseau sont en mesure de répondre à la majorité des besoins des personnes itinérantes: suivi psychiatrique et médical, scolarisation, hébergement, repas, habillement, travail, relations sociales, billets de spectacles, service de manucure, etc... Envisagée selon la division faite, les grands refuges sont en mesure d'offrir sur un site unique une gamme de services, alors que les autres ressources offrent souvent partiellement ces services. Autrement dit, les chances que les services soient centralisés sont plus élevées dans les grandes ressources que dans les petites. Dans ces dernières, il fut créer un mécanisme de coordination car les services sont décentralisés soit par le lieu géographique ou par le nombre réduit de services.

Deux philosophies se dégageraient du réseau : le caritatif caractérisé par une réponse immédiate et l'urgence, retrouvé principalement dans les grands refuges, et une approche plus individualisée en vue de la réinsertion sociale des itinérants, principalement dans les ressources plus petites. Mais cela n'est pas mutuellement exclusif. Ainsi, les ressources caritatives, retrouvées dans les grands refuges, ont développé leurs services d'hébergement à moyen et à long terme mais accompagnés de programmes structurés de réinsertion sociale. Pour leur part, les plus petites ressources offrent aussi des lieux sécuritaires, mais semblent avoir axé leur développement sur une approche d'aide grâce aux programmes IPAC. Elles

- 11 - ont en effet une forte préoccupation sociale à savoir la création d'un ancrage social, et la resocialisation des personnes. À cette fin, elles insistent sur la création du contact, d'un lien positif avec un « autre » afin que se développe un lien de confiance. Mais cela prend du temps et le rythme de la personne doit être respecté. Comme dit un intervenant, c'est le « Cirque du soleil » (la célèbre multinationale québécoise) à savoir que le système est étiré au maximum afin de permettre aux jeunes d'y trouver un espace où il est susceptible d'y trouver les outils pour sortir de la rue. On essaie de redonner aux personnes le maximum de pouvoir sur les décisions qui correspondent à leurs choix.

Dans le réseau montréalais, l'approche sociale domine, et les services d'ordre psychologique seraient le parent pauvre selon certains intervenants. En plus du secteur public, mais dont l'accès aux services psychologiques est réduit, des ressources offrent de tels services mais aussi restreints que ceux du réseau public à cause des budgets. D'ailleurs, lors de l'allocation de fonds publics importants pour améliorer les services aux itinérants, les gestionnaires responsables de l'allocation des fonds ont davantage privilégié le béton, m'a-t-on dit, dans l'attribution des fonds publics que les services d'aide relationnels et psychologiques. Selon un responsable de ressources, il n'y a pas de volonté politique de se questionner sur ces services et de les développer même s'il y a sensibilisation à ces services, alors qu'il y a des limites à toujours répondre par l'ajout de lits.

En résumé, le réseau pour les personnes itinérantes est constitué de ressources indépendantes les unes des autres, dont leur création et développement reposent sur des initiatives personnelles et/ou communautaires. Ces caractéristiques ont permis la création d'un réseau original qui est en mesure de répondre à l'ensemble des besoins des personnes itinérantes afin d'améliorer leur qualité de vie. L'émulation entre les ressources a permis une « anarchie créatrice ».

Mais ces caractéristiques comportent aussi certains éléments qui risquent d'entraver l'atteinte d'améliorer le sort de ces personnes. Ainsi, l'indépendance et le caractère privé ou communautaire des ressources favorisent une certaine compétition dans la recherche de financement privé ou étatique, pouvant favoriser les plus gros aux dépens des plus petites ressources. Il peut également s'en suivre une multiplication et une duplication des services s'il n'y a pas concertation entre elles.

D'autre part, d'autres traits du réseau peuvent devenir des éléments entravant la sortie de l'itinérance. Par exemple, il y aurait un effet pervers à la gratuité, entend-on dire, à savoir que des itinérants y trouveraient une source de financement indirect pour améliorer leur situation financière. En pouvant obtenir gratuitement un ensemble de services alimentaires, vestimentaires, locatifs, etc., les personnes itinérantes augmentent indirectement leurs revenus, ce qui n'inciterait pas un certain nombre d'entre elles à s'autonomiser du réseau de l'itinérance. D'autre part, la philosophie et les modalités d'intervention pourraient nuire au lieu d'aider dans certains cas. En s'inspirant des conclusions de certains travaux¹, résumés par une collègue, Marie-Ève Lapointe, il se pourrait que les refuges qui se fondent généralement sur un très large spectre de codes de vie et de règles, entravent le développement de l'autonomie et de l'« empowerment » d'un certain nombre d'itinérants, en les isolant davantage du monde socioéconomique, et en intensifiant leur dépendance aux ressources communautaires. Ou ce serait la nature des services offerts qui, généralement

¹ Gounis, K., 1992, *The Manufacture of Dependency: Shelterization Revisited*, *New England Journal of Public Policy*, vol. 8(1), 685-693; Declerck, P., 2001, *Les Naufragés*, Paris, Plon.

- 12 - fragmentés et basés sur le court et moyen terme, ne répondraient pas aux besoins socio-psychologiques spécifiques des personnes itinérantes.

Pouvant obtenir tous les services dont elles ont besoin, les personnes itinérantes se retrouveraient selon certains intervenants dans un réseau refermé sur lui-même, totalitaire au sens où il offre tous les services dont un itinérant a besoin. Une expression circule dans le réseau : « L'institution à ciel ouvert » ou « ils sont enfermés dehors ». Comme dit un intervenant : « au lieu d'être à l'intérieur d'un hôpital, il y a un circuit devant être parcouru pour obtenir les divers services dont la personne a besoin, à une seule différence près est qu'il y a un choix possible à faire entre les ressources offrant le même service comme l'hébergement. Ils peuvent refuser d'aller dans une ressource » au profit d'une autre « moins demandante ». Une autre observation faite par des intervenants est que la porte d'entrée dans le système est ouverte mais que la porte de sortie semble beaucoup moins disponible, de sorte que des intervenants parlent de chronicisation en partie due au système. L'un des intervenants parle d'un réseau qui offre le choix de choisir ses contraintes avec l'illusion de garder un contrôle sur sa vie.

Les enjeux

À l'heure actuelle, le réseau de l'itinérance montréalais connaît divers enjeux auxquels les réponses apportées risquent de le façonner profondément au cours des prochaines années. Il nous apparaît important de les partager avec vous. Certains enjeux sont d'ordre structurel comme : 1) la politique de gestion de l'espace public. A Montréal, malgré le discours officiel, les autorités municipales se radicalisent sous la pression de divers groupes d'intérêt en adoptant des règlements interdisant de coucher dans les parcs et espaces publics durant la nuit; 2) les relations avec les corps policiers : il y a eu 22 000 constats d'infraction émis à 4 000 personnes itinérantes pour prostitution, mendicité, code de sécurité routinière, etc. durant la dernière année. Associée à l'interdiction de coucher dans les parcs, cette judiciarisation sous-tend une politique d'éloigner les plus démunis du centre-ville afin de favoriser son développement immobilier. Il y aurait du profilage social au lieu de racial ; 3) les problèmes de logement, d'accès aux services psychiatriques et aux centres de crise qui craindraient d'être utilisés comme dépannage de logement, et l'augmentation des prestations de la sécurité des revenus ; 4) le financement des organismes associé à la volonté d'améliorer les services.

D'autres enjeux sont de l'ordre des services. Nous en retenons trois: 1) la formation des intervenants, enjeu vital s'il en est un ; 2) la modification des programmes de services qui se buterait toutefois à une certaine appréhension. Des ressources craindraient la perte de leur financement de la part des organismes subventionnaires à cause de leur entente de services qui spécifie les services offerts. Modifier les services serait vu comme une menace ; 3) Le transfert des connaissances ou du savoir des intervenants accumulé au cours des années. Un besoin de codification se fait sentir à cet égard auquel s'emploie jusqu'à un certain point le Collectif de recherche sur l'itinérance (CRI) (<http://www.unites.uqam.ca/CRI/>).

D'autres enjeux sont liés à la modification du système afin d'offrir les conditions optimales pour que les personnes désirent en sortir. Des intervenants soulignent que le système actuel enfermerait les personnes dans un ghetto. « Quand tu rentres dans le réseau, tu n'en sors plus à cause de ses caractéristiques » disent certains intervenants. « Si une

- 13 - personne prend le moindrement l'habitude du réseau, en quelques semaines ou quelques mois, elle devient habituée à ne plus réfléchir car on lui dit quoi faire dans les ressources. Son insécurité initiale à l'entrée dans le réseau se transforme en une insécurité de la sortie. Ces personnes ont développé de nouvelles habiletés qui remplacent celles qu'elles avaient acquises à leur entrée dans le réseau de l'itinérance, et l'aspiration d'une vie meilleure devient celle d'une meilleure vie dans l'itinérance » m'a-t-on dit.

Conclusion

Nous espérons que cette présentation aura su vous faire mieux comprendre le système de services aux personnes itinérantes à Montréal. Ce réseau a su faire preuve jusqu'à ce jour d'initiative et de créativité. Il a aussi su s'unifier afin de mieux faire valoir la problématique de l'itinérance. Ce rassemblement de forces du milieu montréalais déborde maintenant au plan pancanadien, car 20 refuges canadiens incluant les 3 montréalais, se sont réunis récemment pour revendiquer de meilleures conditions de logement pour les personnes itinérantes. Mais de nouveaux défis en émergence confronteront dans l'avenir ce milieu. L'un mérite d'être souligné : la réflexion sur les services offerts aux personnes itinérantes qui doivent être autant sociaux que psychologiques à la lumière de la description que nous avons faite de cette population. La réflexion doit aussi porter sur la philosophie d'intervention comme sont en train de le faire diverses ressources dont les refuges, le document *Un système d'urgence sociale du pavillon Webster de la mission Old Brewery* (<http://www.unites.uqam.ca/CRI/frame.html>) en étant un exemple éloquent.

Animatrice de la journée : Gladys Mondière, Psychologue (Lille)

Bonjour à vous tous. Je vais avoir la chance d'animer cette journée, chance ambivalente puisque je vais aussi avoir « la chance » de rythmer le temps et de dire aux intervenants quand il faut s'arrêter (et ce n'est jamais bien agréable, ni pour eux, ni pour vous, ni pour moi !). Mais c'est ce qui va permettre que la journée se termine dans des temps honorables.

Je ne vais pas trop parler afin de ne pas prendre dès le début du retard. Je suis fidèle à Lyon, à l'Onsmp-Orspere, à Rhizome depuis quelques années et c'est toujours avec plaisir que je viens là.

Je donne la parole à Pascale Pichon qui va nous présenter « un récit d'une sortie de carrière SDF ».

Sortir d'une carrière SDF

L'accompagnement sociologique à l'exploration autobiographique²

Pascale PICHON

Sociologue, maître de conférence à l'Université Jean Monnet - Saint-Etienne, chercheure au CRESAL-CNRS.

Ma contribution s'appuie sur un travail d'enquête qui s'est déroulé sur une période de quatre ans pendant laquelle j'ai conduit une série d'entretiens socio-biographiques avec un ancien sans domicile fixe. Je présenterais essentiellement la forme qu'a pris cet essai exploratoire afin de vous faire entrer dans les coulisses de ce travail sociologique et aborder ce qui est au centre de la réflexion de cette journée d'étude : « la sortie de la rue ».

Deux préalables avant d'en venir à la forme et au fond :

1- Tout d'abord, cette exploration autobiographique participe sans aucun doute de la production d'autobiographies d'anonymes. Elle reflète à son tour l'intérêt pour des histoires de vie singulières, bien qu'ordinaires. Cette méthode ne rencontre pas seulement les raisons invoquées habituellement dans la tradition sociologique par les chercheurs : faire accéder la parole du pauvre à l'expression publique, témoigner de la « misère du monde³ », ou encore promouvoir l'expression singulière d'une personne et les raisons de ses choix au moment d'une bifurcation biographique. L'exploration tente surtout de redonner à l'expérience vécue sa dimension exemplaire et sa représentativité en termes de position, de place sociale, d'actions entreprises et d'épreuves surmontées pour en changer ; c'est à partir de là que l'on peut ensuite entrer dans l'analyse des changements de caps, de mondes, de dispositions d'acteur ; au fond, il s'agit d'approcher les dimensions heuristiques de l'histoire de vie, et dans le même temps d'en livrer une herméneutique, ici pour saisir de manière compréhensive les conditions de possibilité de la sortie de la rue. L'exploration biographique que j'ai conduite avec un ancien SDF ne ressemble pas tout à fait dans sa forme et ses codes habituels à un récit autobiographique, elle propose plutôt des extraits, des versions, des essais.

2- Revenons maintenant au début de la rencontre entre une sociologue et un ancien SDF. C'est une coïncidence qui est à l'origine de ce travail. C'est en quelque sorte une

² La présentation de ce travail a donné lieu à l'écriture d'un ouvrage à deux mains (Pascale Pichon avec Thierry Torche), sous le titre « S'en sortir. Essai autobiographique d'un ancien Sans domicile fixe », Saint-Etienne, éd. PUSE, 2007 (en cours d'édition).

³ Cf. L'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu (1993) dans lequel est inséré un entretien biographique avec un couple de clochards de Paris, enregistré et analysé par Anne-Marie Waser et un extrait d'entretien de Julien, 41 ans, qui livre à l'enquêteur Pierre Louapre son expérience de Nanterre lorsqu'il était SDF (pp. 499-517). Les deux enquêteurs n'analysent pas les conditions de recueil des matériaux biographiques, la position qu'occupe les enquêteurs dans ces face à face, ni le statut de la parole délivrée. Ceux-ci ne sont pas resitués dans l'ensemble des connaissances construites par ailleurs sur cette expérience de la déréliction, sur sa visibilité urbaine etc., ni questionnés du point de vue des enquêtés, de leurs connaissances et compétences du monde de la rue et de la survie dans une grande métropole.

- 16 - discontinuité qui fait césure dans la continuité du travail même de l'enquête sociologique qui postule généralement que le sociologue maîtrise le déroulement de son enquête, passe par un certain nombre d'étapes d'entrée sur son terrain etc. Or l'événement initial qui s'est produit, je ne l'avais pas recherché. Et pourtant il n'était pas totalement fortuit non plus. Thierry T. s'est présenté à moi à la fin d'un cours de sociologie en formation continue : « je suis un ancien SDF » ; La coïncidence est précisément le premier indice que je me plais à retenir d'une dialectique de la continuité et de la discontinuité telle qu'on peut l'approcher dans l'histoire de vie.

« Le terme de « coïncidence » signifie que les choses ne sont ni parfaitement aléatoires, ni absolument déterminées. On pourrait dire qu'elles « coïncident ». Bien qu'aucune des actions particulières impliquées dans l'événement particulier que nous cherchons à expliquer ne soit aléatoire, et bien que chacune d'entre elles puisse sociologiquement s'expliquer de manière sensée, ce que l'on peine à expliquer dans ce cas, c'est leur intersection. » (Becker, 2002 : 62).

« L'intersection » dont parle Becker qui s'est produite à ce moment là n'était pas due au simple hasard et peut s'expliquer par des préoccupations convergentes des deux protagonistes. Thierry T. recherchait une personne capable de le soutenir dans l'écriture de l'histoire de sa vie. Quant à moi, je souhaitais conduire des entretiens biographiques avec des personnes à la trajectoire similaire afin de repérer et de comprendre les éléments significatifs de la sortie. Nous nous sommes rencontrés de façon régulière, au rythme d'un entretien par mois pendant plus de deux ans. Pendant toute cette période, Thierry T. vivait encore dans une situation très précaire, tant d'un point de vue professionnel que d'un point de vue affectif. Il abandonnera d'ailleurs rapidement la formation de sociologie, aménagera dans un studio et démarchera les administrations pour faire valoir ses droits. Il voulait gagner ainsi son indépendance financière et élaborer un projet professionnel. Rétrospectivement, il m'est apparu, mais à lui aussi comme il m'en a fait récemment la remarque, que ces rencontres régulières lui permettaient de « tenir », l'encourageaient dans sa nouvelle vie remplie d'épreuves insolites et de risques imprévus.

La conduite de ces entretiens était orientée par des questions simples : peut-on échapper à l'assistance caritative ? Quels sont les appuis matériels et humains dont disposent les personnes au cours de leur carrière de survie ? Comment envisagent-elles leur nouvelle vie ? Comment se positionnent-elles par rapport à l'emploi salarié ? Comment construisent-elles leur vie de famille ? Peut-on envisager de considérer comme des acquis de l'expérience et des appuis pour s'en sortir, certaines adaptations à la survie ? L'investigation n'avait donc pas pour objet premier de rechercher les déterminations socio-économiques des inflexions biographiques mais voulait recueillir des moments critiques de la vie en s'attachant aux formes de discursivité qui permettent de saisir la part que prennent les acteurs sociaux pour agir dans les conditions de vie les plus difficiles qui soient alors que, bien souvent, toute puissance à agir selon leurs propres volontés semble leur être déniée.

Le caractère exemplaire de la sortie se dévoile précisément dans la dynamique discursive de l'histoire de vie dont le premier intéressé ne sait pas, pendant toute cette

- 17 - période où il se raconte, si la période passée à la rue fait obstacle ou non à son avenir. Dans l'oscillation permanente entre le regret affiché de ces dix longues années « perdues » à vivre d'expédients, et l'aveu d'une attente inévitable lié aux traumatismes de l'enfance et de l'adolescence, se dévoile peu à peu l'intrigue du récit. Et c'est dans l'aveu d'un temps perdu et d'un temps nécessaire, voire utile, que se livre le mouvement de déstabilisation de la personne et de recomposition de son environnement social et affectif. Rien n'est assuré. L'histoire de Thierry T. est en cela représentative des heurts et malheurs de la sortie : il n'est pas un héros ; plus simplement, un homme comme tous les autres qui cherche à triompher de l'indétermination de son avenir.

I- Pluralité des modes discursifs et narratifs

L'exploration autobiographique présentée ici peut être située au croisement de plusieurs genres autobiographiques⁴ : témoignage médiatique, journal intime, lettre ouverte. On verra comment les modalités de l'exploration biographique accompagnent des modes de présentation de soi sous différentes versions et montrent le travail d'une réflexivité à l'oeuvre qui se « cale » si l'on peut dire sur cette question : « à quoi et à qui sert le récit ? ». Les réponses à cette question s'ébauchent sous des modes discursifs différenciés : la narration des faits et des événements du présent, la reconstruction du passé, l'interprétation des causes de ce qui est advenu et enfin la justification parfois argumentée des raisons de telle ou telle décision ou action, la multiplicité des scènes possibles de la narration de sa vie se conjugue à ces modes discursifs, effaçant la linéarité d'un récit recomposé avec un début et une fin.

Je voudrais tout de suite mettre l'accent sur l'analogie entre les différentes modalités discursives et la discontinuité biographique. La forme fragmentée et incomplète de ces données biographiques est, en cela semblable à la vie vécue. Ce caractère hybride met l'accent sur les enjeux de vérité et de représentativité de toute histoire singulière. Mais on sait que toute tentative autobiographique propose une fiction, au mieux vraisemblable. Pour autant, celle-ci n'est pas incompatible avec la recherche d'authenticité d'une part et l'inscription de l'histoire singulière dans une histoire collective d'autre part. Les variations discursives ne sont donc pas seulement des témoignages successifs saisis à différents moments. Grâce à elles, se dessinent, de manière plus appuyée, l'idéal-type d'un récit de sortie de la rue avec ses caractéristiques propres.

L'histoire de vie s'est donc déployée sous différentes formes : entretiens-dialogues, cartes-réseaux, lettre ouverte aux amis, petites vignettes explicatives, et témoignage médiatique.

Entretiens-Dialogues

Au rythme d'une fois par mois environ pendant deux ans, nous avons dialogué selon un rituel immuable : après les civilités d'usage, je demandais toujours à Thierry de me raconter ce qui s'était passé depuis notre dernière rencontre. Dès les premiers entretiens, les

⁴ Je laisse de côté les récits contemporains à caractères autobiographiques qui ne se livrent pas comme tels et qui s'apparentent plus à des œuvres littéraires romancées ou poétiques comme, par exemple, l'ouvrage de Francis Berezne, *La vie vagabonde*, La chambre d'échos, 2002.

- 18 - souvenirs surgirent et je l'encourageais alors à expliciter les périodes plus sombres de sa vie. Je lui laissais souvent la main : très fréquemment, il choisissait les sujets qu'il voulait aborder, revenant de sa propre initiative sur certains événements, situations, sentiments, selon ce qu'il souhaitait approfondir, nuancer, déconstruire pour reconstruire autrement. Les dialogues sont comme les brouillons sans cesse remaniés d'un récit final qui ne parvient jamais à se clore. En même temps qu'ils unifient et ordonnent le sens que le biographe donne à sa vie, ils font éclater cette unité, ils la découpent, proposent de nouvelles interprétations, mettent à jour les tensions actuelles et passées de la vie.

L'entretien met à jour une méthode où la présence d'un intermédiaire - ici le sociologue - autorise la forme inhabituelle et inachevée de la production finale, ce qui sera renforcée par sa mise en perspective avec les autres modes discursifs ou narratifs. Ces dialogues doivent être restitués comme tels, car ce sont eux qui, selon l'interlocuteur, orientent le récit de vie et donnent le ton, comme dans cet exemple :

Pascale : Je poursuis ma question : comment retrouver un attachement après la rue ? Votre problème à vous, n'est-ce pas celui-ci, enfin de ne pas arriver à retrouver cet attachement ?

Tierry : Oui, parce que je vis sur des souvenirs, parce que le jour où Marie m'a dit : maintenant ça suffit, c'est la dernière fois que tu reviens, maintenant tu te casses, je suis quand même tombé de haut, puisque jusqu'à ce moment là, ça fonctionnait. Avant, je m'en allais comme ça, en fin de compte, j'étais SDF depuis très longtemps, beaucoup plus de dix ans puisque je partais sur la route avec rien, les mains dans les poches donc je vivais SDF pendant deux mois. Au bout de deux mois, ça me cassait les pieds.

Pascale : Et vous viviez comment, quand vous partiez comme ça ?

Tierry : Je me démerdais, j'allais dans les foyers. Un jour, je faisais du stop dans le Nord, donc où j'habitais avant. Je partais avec deux cent balles et puis je me démerdais. Je travaillais en route, un petit peu le style routard. Je me débrouillais à droite, à gauche, je travaillais en intérim dans la ville où j'habitais, je me démerdais ! Puis quand j'en avais marre, je passais un coup de fil : tiens tu viens me chercher, je suis à telle gare. C'était invivable pour elle. Mais, à l'époque, je m'en rendais pas compte, je m'en rends compte bien sûr maintenant. Je vivais mon adolescence. Le problème, c'est que j'avais vingt cinq ans. Je n'avais pas d'attache, vu de l'extérieur alors que j'en avais une très grande parce que Marie c'était vraiment une très grande attache, c'était ma source.

Pascale : Vous l'aimiez.

Tierry : Bien sûr, c'est vraiment le plus grand amour que j'ai eu dans ma vie sauf qu'elle ne s'en est pas rendu compte. Mais moi, je l'aimais vraiment et c'est pour ça que je n'arrive pas à m'en dépêtrer de cette histoire. Je voulais Marie et mener une vie de patachon en même temps. Mais ça ce n'était pas possible. C'était possible dans ma tête mais à mon avis, pas dans la sienne. C'était, je ne sais pas comment l'expliquer, c'est sûrement dû à l'enfance, je ne sais pas, je ne suis pas psychologue. En fait c'est plus cette sensation d'échec qui a fait que je me suis retrouvé dans la rue. Et après pour en sortir, c'est long...

La mise en place de ces entretiens ne s'est pas faite cependant sans *négociations*, libres, confiantes mais rugueuses aussi. Négociations sur la conduite des entretiens, leur contenu, leurs objectifs mêmes. Ces séquences orientent « la trame de la négociation » (Strauss, 1992)

- 19 - et illustrent le travail de l'accord entre participants à une même action : construire un récit qui fonderait les raisons de la sortie et qui attesterait de l'unicité de la personne. Ce qui se discute c'est la définition de ce qui est en train de se produire en situation d'une part et, d'autre part, l'utilité de ce qu'on l'on fait. « A quoi ça sert ? » est au fond la question sans cesse posée par les protagonistes et à laquelle ils doivent trouver réponse. Mais celle-ci ne peut se formuler dans toute son ampleur et sa profondeur à chaque rencontre. C'est pourquoi, des réajustements provisoires s'opèrent, suffisants au regard des objectifs poursuivis. L'accord ne se dit pas une fois pour toute et bien qu'il soit acquis dès la première séance dans une sorte de « pacte autobiographique » (Lejeune, 1975) puisque le sociologue est en réalité le premier écoutant et lecteur d'un récit biographique en construction, il se doit d'être réitéré. C'est aussi une ponctuation, une respiration dans l'intensité des échanges, comme dans cet exemple :

« Thierry : Il faudrait qu'on se donne un thème... mais qu'on le sache avant en disant, tiens, la prochaine fois on va parler de ça, que vous réfléchissiez aux questions et que moi je réfléchisse aux réponses.

Pascale : Non, moi je pense que non...

Tierry : Oui mais on ne va pas au fond des choses.

Pascale : Si, pourtant...

Tierry : Non, parce que c'est vous qui interprétez.

Pascale : Ah, non, on se voit tellement souvent qu'on voit bien que les choses se recourent constamment, progressivement. Il y a des choses qui se disent là maintenant qui ne se sont pas dites avant. Ma méthode peut vous paraître peut-être pas très efficace pour l'instant...

Tierry : Je ne critique pas la méthode...

Pascale : Mais voilà, on démarre sur quelque chose de précis : là où vous en êtes maintenant, cette étape là de votre vie, et puis ça permet de dire d'autres choses, de laisser aller le fil de la pensée. Au fur et à mesure ces fils entremêlés se dénouent et construisent quelque chose de cohérent. Puis, après, il y aura d'autres temps pour travailler autrement parce que vous allez retranscrire, et ça va vous faire réfléchir différemment, compléter, nuancer, préciser etc.

Tierry : Là, par exemple, j'ai vu qu'il y avait des choses fausses, un moment je dis : il y a un an alors que c'était : il y a 2 ans.

Pascale : Oui, vous avez raison, il faudra faire le point sur ce qui a été dit, si c'est vous qui le retranscrivez, je pense que ça devrait marcher.

Tierry : Oui c'est une bonne chose que ce soit moi qui le retranscrive. »

Dans l'ensemble des dialogues, l'impact du présent donne une profondeur particulière à l'histoire autobiographique. Emile Benveniste nous rappelle que :

« La temporalité est productive en réalité dans et par l'énonciation. De l'énonciation procède l'instauration de la catégorie de présent et de la catégorie du présent naît la catégorie du temps. Le présent est proprement la source du temps. Il est cette présence au monde que l'acte d'énonciation rend seul possible, car, qu'on veuille bien y réfléchir, l'homme ne

- 20 - dispose d'aucun autre moyen de vivre le « maintenant » et de le faire actuel que de le réaliser par l'insertion du discours dans le monde » (1974 : 83).

L'exploration autobiographique, pour peu qu'elle intègre la dimension de l'espace et du temps présent est une source inégalée pour saisir ce qui cherche à être dépassé : sentiments qui se brouillent, jugements qui s'affichent, interprétations et réflexions sur le vif qui se modulent d'un entretien à l'autre. C'est ainsi qu'à certains moments le récit emprunte parfois son style au journal intime. Comme dans le journal intime, l'exploration biographique est portée par les événements du quotidien en train de se vivre, comme dans le journal intime, elle autorise une sorte de ressassement, ce que l'on se dit quand on se parle à soi-même. Sans se confondre pourtant au genre littéraire du journal intime, elle permet d'approcher différemment cette part de l'intime qui se manifeste ici en situation de dialogue. C'est ce travail vivant de la mémoire que l'exploration autobiographique met en scène. Ces deux extraits montrent ces réajustements constant de la mémoire au regard des événements du temps présent :

La semaine précédent notre entretien, Thierry T. a été sollicité par ATD Quart monde pour participer avec d'autres militants à une entrevue avec un élu du Conseil Général. Après m'avoir raconté comment s'était déroulée l'entrevue, je lui demande :

- ATD a été une plaque tournante pour vous ?

- Thierry : Ah oui, pour moi, je suis tout le temps resté la tête hors de l'eau grâce à ATD, enfin grâce... disons que je me suis servi d'ATD. Je me suis agrippé à ATD, et depuis, il y a pas mal d'endroits où je me présente comme militant d'ATD Quart Monde...

Quelques mois plus tard, nous revenons sur la place qu'a occupée ATD Quart monde dans son parcours :

- Pascale : Revenons en à cette période de Lyon ; je n'arrive pas à mettre tous les événements de votre histoire en ordre.

-Thierry : Oui, c'est difficile à expliquer. Même pour moi, parfois c'est dur, parce que je me mélange les pinces, alors les gens croient que je raconte des conneries. Je ne raconte pas des conneries, c'est que des fois ça se mélange aussi.

- Pascale : Donc vous avez été à ATD un an après être arrivé à Lyon, à la gare de Perrache ?

- Thierry : En 87. Même pas un an, sept mois ou huit mois après.

- Pascale : Est-ce que pour vous, ATD a été un élément pour sortir de la rue ?

- Thierry: Non parce que je suis quand même resté dix ans dans la rue tout en allant à ATD, donc ce n'est pas un élément de sortie. C'est un élément pour ne pas plonger complètement. Vous prenez une échelle : l'assistante sociale Annie est à peu près au

- 21 - septième échelon, ATD est le premier. On dira ça comme ça, huitième : Christine, neuvième : Michèle.

- Pascale : Vous voulez dire par ordre chronologique ?

- Thierry : Non, par ordre d'importance, mais ATD a quand même gravi sur le temps des échelons. Il n'est pas toujours resté au premier échelon mais n'est jamais arrivé non plus au septième. Je trouve que c'est une belle image, l'échelle : ça vous permet de comprendre ! J'étais carrément au fond...

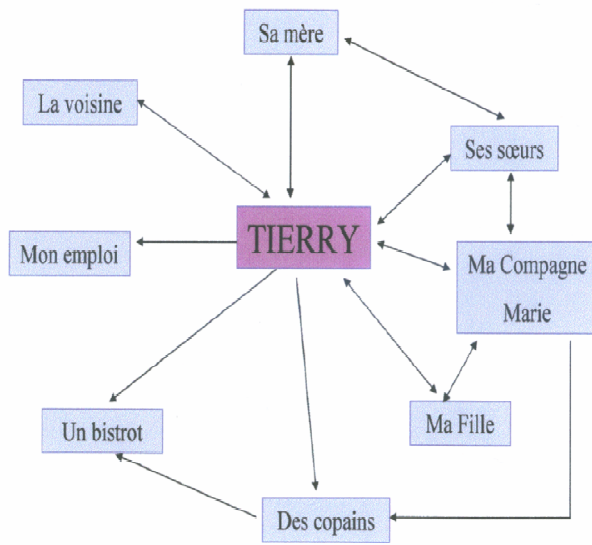
Cartes-réseaux

Les dialogues possèdent leurs propres limites et l'élucidation d'événements marquants par exemple, ou de relations difficiles a été facilitée par les cartes-réseaux⁵ que Thierry T. a lui-même dessinées. Nous pouvions ainsi conserver l'enchevêtrement des temporalités et des faits propres à la construction autobiographique tout en se repérant dans la succession des événements. Les cartes-réseaux ont l'avantage de mettre en évidence la diversité des liens et des relations dans lesquels Thierry T. étaient engagés, selon les périodes de sa vie. Nous approfondissions les tenants et les aboutissants au cours d'un entretien suivant et nous échangeons, si nécessaire, sur les variations repérées parfois. Je lui demandais toujours de qualifier le contenu de telle ou telle relation, de préciser son origine.

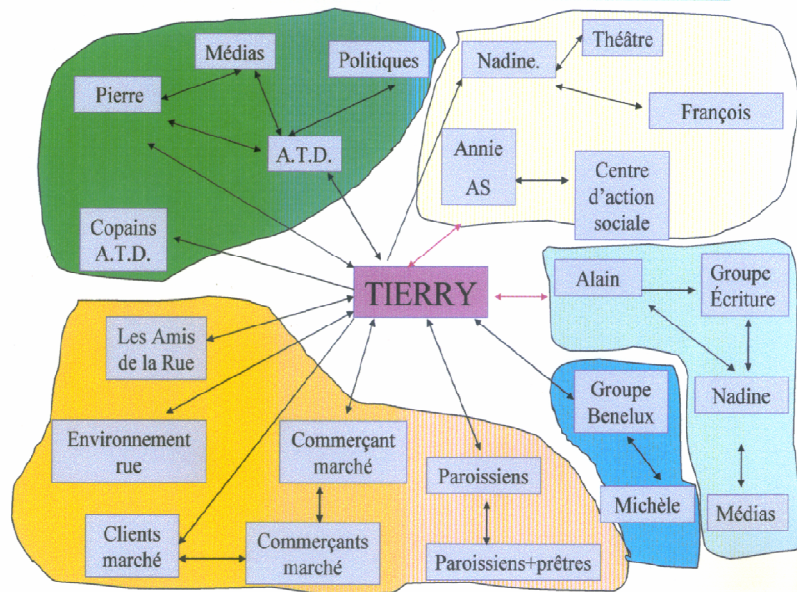
Les cartes-réseaux permettent une vision synoptique des étapes de la sortie à partir de la forme des liens relationnels stabilisés. On voit ainsi apparaître la variation du nombre de liens selon les différentes périodes considérées. Il est ainsi remarquable de repérer la faiblesse des liens avant l'entrée dans la rue et la richesse (relative) de ceux-ci dans la dernière période de vie dans la rue.

⁵ L'analyse des réseaux est une méthode souvent utilisée dans différents types de travaux : réseaux migratoires, familiaux, de solidarité, professionnels, etc.. Ici il s'agissait de visualiser, de façon simple, les liens que David entretenait avec différentes personnes à tel moment-clé de son parcours. Il s'agissait de comprendre l'organisation de ces liens, de mettre à jour les différentes formes d'intégration sociale et d'inscription sociale au regard de leur consistance. Il s'agit ici de réseaux ego-centrés. Pour plus de développement sur cette approche, cf Ulf Hannerz (1983), en particulier le chapitre 5.

Réseau relationnel 1985



Réseau relationnel 1995



Lettre ouverte aux amis

Tierry T. aime écrire. On se souvient que son intention première était d'écrire lui-même son autobiographie. L'exploration biographique a ainsi pu être un support pour qu'il prenne lui-même la plume, comme il le fit lorsqu'il écrivit une lettre destinée à ses amis et qu'il ne montrera que bien plus tard au sociologue. En voici un extrait :

- 23 - « Je commence le 13 janvier 2000 une formation en « pratiques addictives ». Bien sûr, je pourrais débiter ce nouveau millénaire comme j'ai fini le précédent, mais.. J'aime les défis ! Etonnant non ? J'ai passé dix années de ma vie dans la rue, peut-être même les dix années les plus importantes (entre trente et quarante ans), celles où tout être normalement constitué s'installe dans le confort et la routine ! La vie, quoi !! Mon confort, c'était quelques bouts de cartons pour dormir ou plutôt sommeiller ; bien sûr le plafond de ma chambre était plein d'étoiles, la lune me servait de lampe de chevet et au petit matin, le soleil me réchauffait : que demande le peuple ?! Ma routine, c'était tendre la main devant une poste ou une église pour gagner de quoi manger, boire deux ou trois litres de mauvais vin pour oublier que l'on ne doit pas quémander et puis aller à la bibliothèque municipale pour me cultiver. Je ne me plains pas, mais parfois, quand je me laissais aller au découragement, je me disais que beaucoup de chiens étaient mieux lotis que moi. Un jour pourtant, un sursaut de « je ne sais quoi » vint bouleverser ma « quiétude » (si on peut appeler ça comme ça). Je rencontrai une drôle d'assistante sociale, une qui pensait que je ne pourrais jamais égaler les chiens (à cause du flair) mais que j'étais un homme, elle, une femme et que nous étions donc égaux ! J'ai mis longtemps, trop longtemps à comprendre que j'avais enfin une amie ! Elle est partie rejoindre les étoiles... et moi, j'ai pleuré... »

Tierry T. est à ce moment là sur le point de démarrer une formation en alcoologie à l'université. On voit combien dès lors la situation présente est l'occasion d'une relecture orientée de la vie. Cette lettre s'insère dans l'exploration autobiographique car elle montre de façon magistrale la manière par laquelle s'affirme l'écriture de soi. Très différentes des dialogues sur le vif, s'atteste ici le choix d'une « ligne biographique », le choix d'un sens donné à la vie.

Vignettes explicatives

C'est après avoir relu l'ensemble des entretiens retranscrits (par lui-même⁶) que Thierry T. put écrire sans difficulté des textes de synthèses, fournir des reformulations plus littéraires du travail de mise à distance du passé. Une fois décidé de publier ce travail d'exploration autobiographique, je lui ai proposé de présenter les dialogues sous sept thématiques. Celles-ci forment un guide de lecture de la sortie et attestent des étapes et des « ressources » essentielles, « internes et externes »⁷ sur lesquelles il s'est appuyé pour s'en sortir : 1- Sortir de la rue, c'est se souvenir de la vie à la rue ; 2- Le nœud du problème : l'alcool ; 3- les rencontres ou les étapes vers la sortie ; 4- Les ressources personnelles : la soif de savoir, de culture et l'expérience de l'écriture ; 5- Les méandres de la sortie : se dépendre affectivement, être indépendant économiquement ; 6- En quête d'une nouvelle identité : affirmation de soi et fidélité à ses valeurs ; 7- Le chez soi retrouvé.

Chaque thématique choisie a été l'occasion d'un autre récit, écrit cette fois, où Thierry T. a pu rétrospectivement éclaircir certains points, insister sur d'autres qui paraissaient essentiels à

⁶ Je n'insiste pas sur cette dimension, néanmoins inédite dans le cadre de l'entretien sociologique et non sans effet sur le statut et le contenu des entretiens, mais qui déborderait le cadre de mon propos.

⁷ J'utilise ici librement la terminologie que Michaël Pollak (1990) définit plus précisément au cours de son travail de recueil et d'analyse sociologique des témoignages biographiques de femmes qui ont survécu aux camps de concentration.

- 24 - ses yeux. Ces reprises participent de cette dialectique discontinuité/continuité particulièrement mise en évidence dans l'exploration biographique et offrent une sorte de contrepoint de ce ressaisissement d'un soi qui se met seul en scène cette fois et s'autorise. La promotion de l'exemplarité du parcours dans l'affichage de son expérience singulière face à un public large de lecteurs (dans le cadre de la publication) a aussi pour objectif de dynamiser l'espoir naissant : convaincre les autres, pour mieux se convaincre soi-même.

Voici l'un ces récits, intitulé « rencontres » :

« Quand je vivais à la rue, je n'ai jamais cherché les rencontres à tout prix, elles venaient seules. Mais pourtant inconsciemment on a besoin de rencontrer des personnes, il se peut donc que nous provoquions certaines rencontres. J'étais mal à l'aise quand je rencontrais certaines personnes installées dans la vie, j'avais l'impression d'être en dessous de tout, j'avais le sentiment de n'inspirer qu'une certaine forme de pitié bienveillante. Certaines rencontres étaient déterminantes dans un sens comme dans l'autre. Même dans le cas des rencontres négatives comme c'est souvent arrivé, on apprend toujours quelque chose de l'autre, je m'en rends compte seulement maintenant car à l'époque, je jouissais pleinement sur l'instant de chaque rencontre bonne ou mauvaise car les rencontres représentaient une certaine forme d'existence alors que la solitude, c'est la non existence, la non reconnaissance de ma qualité d'être humain. J'étais très faible lors des rencontres par manque de discernement dû au plaisir de la rencontre. Puis je me posais énormément de questions sur les raisons de ces rencontres et bien souvent, je ne donnais pas suite car j'étais très méfiant ou très perplexe quant aux raisons de ces rencontres. J'ai toujours eu beaucoup de mal à penser que des personnes puissent me vouloir du bien, encore plus à cette époque. Mon jugement est donc forcément faussé et l'échange avorte avant même d'avoir commencé. Une certaine forme de pudeur m'empêchait de me livrer, de vider mon sac à déboires. J'avais toujours l'impression que les gens me jugeaient avant même de me connaître, ne serait-ce que sur l'image extérieure que je véhiculais. A chaque rencontre, j'avais toujours l'impression d'être le demandeur or je crois qu'une rencontre ne peut être positive que si on se place sur un pied d'égalité. J'avais souvent le sentiment de jouer le rôle du « singe savant ». »

Témoignage médiatique

C'est pour apporter un contrepoint à l'exploration biographique telle que nous l'avons conduite que l'on peut proposer enfin un tout autre récit. Il s'agit du témoignage médiatique auquel tout lecteur de quotidiens est habitué. Un journaliste du Monde (Jean Périlhon) a croqué de Thierry T. un portrait où l'on retrouve le déterminisme explicatif de la chute et la linéarité causale des enchaînements événementiels. En voici un extrait :

« François⁸ en dignité. Pour la dix-septième Journée mondiale du refus de la misère Un exclu témoigne de son combat quotidien

⁸ Le prénom est fictif.

- 25 - Le 17 octobre est la journée mondiale du refus de la misère, selon une décision prise en 1992 par l'Assemblée générale de l'ONU. Un prolongement planétaire en quelque sorte, de l'initiative prise le 17 octobre 1987 par le père Joseph Wrésinski, fondateur du mouvement ATD Quart-Monde (Aide à toute détresse), qui avait inauguré, sur le parvis des Libertés-et-des-Droits-de-l'Homme à Paris, une dalle en l'honneur des victimes des misères.

Lundi 17 octobre, des manifestations seront organisées, notamment à New-York, où se rassembleront 300 délégués, originaires de quarante-cinq pays ; à Paris, devant l'Unesco, où des témoignages seront donnés en présence du premier ministre Edouard Balladur ; à Lyon enfin, où une marche silencieuse est prévue à 17 heures entre la place des Cordeliers et l'hôtel de ville. Le mouvement ATD Quart-Monde, installé à Lyon, nous a aidés à rencontrer François - un exclu qui a fini par « faire la manche » pour survivre et à recueillir le témoignage de son combat pour la dignité.

(...) La vie lui a mis un couvercle sur la tête dès l'enfance : pas de parents, des fermiers chez lesquels il était placé et qui le battaient. « *Mon seul refuge c'était l'école. Le juge des enfants a fini par être saisi. Les fermiers ont été poursuivis pour coups et blessures. Je ne sais vraiment pas pourquoi, j'ai atterri dans un foyer de jeunes délinquants...* » A seize ans, il était en terminale, mais il a raté son bac. « *Quand on a une bourse d'études, on n'a pas le droit de redoubler. Il a bien fallu que je me mette tout de suite au travail...* »

François avait pourtant sacrément envie de croire en la vie. A dix neuf ans, il est jeté dans le mariage, pour échapper au passé et à la DASS. J'ai eu très vite l'impression d'avoir changé un mal pour un autre. J'ai divorcé au bout de cinq mois... » Pendant près de dix ans, il a cru au printemps. Il avait une compagne. Une petite fille est née... « *Pour mieux m'en sortir, j'ai même suivi une formation de conducteur de machines pour la chimie...* ». Mais, comme dans beaucoup de couples, le temps des chamailleries est arrivé. Un jour, excédée, sa compagne a jeté François dehors : « *Vous, les enfants de la DASS, on ne peut pas vous faire confiance.* » Ce fut comme si elle lui avait jeté à la figure tout ce qu'il avait voulu oublier, enterrer à jamais. « *Tous mes vieux démons m'ont rattrapé d'un seul coup. Je me suis enfui le plus loin possible, loin de ma région, de ma compagne, de ma fille...* »....(Le Monde, octobre 1995)

L'article de Jean Perilhon retrace le parcours de Thierry T. alors que ce dernier vivait à cette époque dans un foyer de travailleurs et construit l' « histoire des malheurs » débouchant sur l'horizon d'un avenir enfin libéré du cauchemar de la rue. On repère le canevas du portrait du SDF, dans cette forme de stylisation courante dans le témoignage médiatique où les bifurcations biographiques (les ruptures) s'enchaînent comme autant de causes explicatives de la déchéance sociale. Ce portrait qui s'est peu à peu construit à partir du début des années 80 a propulsé, sous la figure du « nouveau pauvre », la catégorie publique de SDF, comprise dans son acception courante actuelle⁹. L' « histoire des malheurs » y tient le devant de la scène et la description de la vie s'apparente à un destin sur lequel l'individu n'a plus de prise. Crises de vie, ruptures des liens, disparition ou éloignement des proches, chômage,

⁹ Pour plus de développement sur la construction de cette catégorie voir : « L'avènement de la reconnaissance publique : je suis SDF » Pichon (2001).

- 26 - maladie, alcoolisation, etc. constituent les archétypes sériels des récits de personnes sans domicile.

Dans la construction de ces témoignages publics le rôle du journaliste est ainsi déterminant. Gardien du temple des relations en public, il ne se contente pas d'observer, il entre dans la chambre d'échos et amplifie le regard de la société tel qu'il se manifeste dans les situations ordinaires où la dimension sacrée de la personne -sa face- est mise à mal. L'abandon social du SDF devient la situation paradigmatique des interactions en public dans lesquels fierté, honneur, dignité et leur revers, humilité, déshonneur, mépris, sont les monnaies d'échange ou de non recevoir.

II- Les conditions de possibilité de la sortie

On pense généralement que le discours autobiographique est le moment privilégié pour reconstruire l'unité et le sens de la vie, précisément lorsque cette unité ne va plus de soi (ce qui s'atteste dans les situations de crise). Dans ce ressaisissement de soi, c'est la discontinuité biographique qui s'est avérée propre à expliciter le processus de la sortie, comme un double mouvement de conversion, ancrée dans la carrière même de sans domicile fixe. Autrement dit et de manière triviale, il faut y être entré pour en sortir : il faut avoir vécu ce mouvement de l'effacement de sa singularité par l'attachement progressif au monde des SDF, ce que l'on peut aussi nommer les étapes de l'adaptation à la survie¹⁰ ; il faut ensuite vivre le deuxième mouvement, celui du passage du commun au singulier, du détachement progressif du monde de la rue grâce à des rencontres qu'il s'agit d'étayer. Ce travail du détachement participe de la discontinuité qui ne s'opère pas par un simple renversement du stigmaté. Ainsi Thierry T. devait tenir ensemble son passé de clochard et le présent fragile de sa toute nouvelle condition, ne pas renier à la fois ce qu'il avait été et ceux avec lesquels il avait partagé sa condition de clochard dont il se sentait solidaire, ne pas gâcher ce qu'il était train de construire.

Son parcours est un exemple particulièrement représentatif de ce processus qu'il a vécu comme un mouvement de flux et de reflux contre lequel il a dû lutter de toutes ses forces. Dans ce deuxième mouvement, la singularité ne peut que s'énoncer par un travail incessant de distinctions de soi à soi et de soi vis à vis des autres. Dans le cadre de l'entretien autobiographique, le sociologue joue de connivence dans ces jeux d'affirmation identitaire. Pour autant le processus de sortie n'est pas un simple processus individuel. Il ne peut se réaliser sans conditions sociales précises, que l'on peut éclairer par la manière dont les individus sont socialement et publiquement inscrits dans différentes sphères de la vie sociale.

¹⁰ Alexandre Vexliard (1957), étudiant le monde des clochards, avait dès les années soixante formalisé du point de vue des comportements liés à l'environnement ces étapes de manière précise : agressive et active accompagnée d'un refus de la situation ; régressive et de repli sur soi devant l'incapacité à changer le cours de sa vie ; en rupture avec le passé produisant un conflit intérieur ; de résignation et de valorisation de la situation parce qu'il faut bien survivre tout de même. Certains auteurs interprètent de façon normative ces phases comme des phases linéaires de désocialisation, ce qui trahit la portée heuristique de cette analyse qui souligne plutôt le double phénomène de l'adaptation de l'individu à son environnement : au dénuement matériel et relationnel répond la réduction drastique des besoins des clochards.

- 27 - Plus que la notion d'intégration sociale ou de réintégration sociale couramment employée dans le champ de l'action sociale, la notion d'inscription sociale permet de discerner avec plus de précision le mouvement de la sortie. Elle articule trois registres de significations :

- Un premier registre auquel correspond la sphère du droit et des administrations, c'est-à-dire des normes et des conventions qui classent et ordonnent les individus et les groupes selon des ordres de grandeurs, qui confèrent une stabilité aux institutions et identifient des rôles sociaux. Et auxquelles les individus peuvent se référer dans leurs revendications ;

- Un deuxième registre auquel correspond la sphère médiatique et celle de l'opinion publique : l'apparition des groupes et des attentes de reconnaissance s'attestent dans l'espace public. La publicisation de l'existence des groupes et de leur porte-parole devient la voie des affirmations identitaires symboliques. Se faire reconnaître et être reconnu passent par des revendications codifiées mais aussi par des transgressions ;

- Un troisième registre auquel correspond la sphère de l'expérience vécue et de l'authentification de la réalité des groupes et des individus : dans les inter-relations et interactions symboliques sur l'ensemble des scènes de la vie sociale, publiques et privées, chacun éprouve et authentifie sa place et sa position sociale, ses appartenances collectives face aux autres qui en évaluent leur pertinence et leur grandeur.

Les conditions de la sortie apparaissent très clairement sur ces trois niveaux d'inscriptions sociales dans l'histoire de Thierry T. Pendant toute la période de nos rencontres, Thierry T. se bat pour faire valoir ses droits alors qu'aucune identification positive ne permet de l'inscrire dans une catégorie autre que celle de SDF. Par ailleurs en étant devenu porte-parole des plus pauvres dans le cadre du mouvement ATD Quart-monde, il réclame publiquement la reconnaissance sociale de ce « peuple » auquel il ne se sent pourtant pas appartenir totalement. Il n'en revendique ni la culture ni l'héritage car il pense être situé à la fois en deçà -du fait de son expérience solitaire du plus grand dénuement-, et au-delà -du fait de la posture critique qu'il négocie d'ailleurs au sein du mouvement-. Il se dit en position d'entre-deux ; entre le rôle de militant et celui d'allié, toujours prêt à se démarquer du mouvement chaque fois qu'il considère que celui-ci ne se situe pas clairement sur le registre de la justice sociale ou, plus exactement, chaque fois qu'il n'affirme pas une position politique claire face aux injustices du monde. Par cette quête de singularisation de sa position et de ses opinions, il s'inscrit dans une visibilité, bien différente de celle dans laquelle le voisinage le voyait tendre la main aux portes de l'église ou de la poste. La quête de singularisation qui inaugure un nouveau régime de visibilité comprend l'usage des médias afin que sa prise de parole défende tout à la fois les valeurs de justice et de solidarité. Dans cette transformation d'une voix inaudible en parole publique, il s'empare des vecteurs essentiels de la transmission des savoirs : le témoignage individuel, en même temps dans et en dehors du mouvement, la médiation avec le mouvement, et l'endossement de la parole de ceux qui se trouvent dans une incapacité discursive ou narrative lorsque, par exemple, il réécrit en vue de leur publication les témoignages des hommes démunis.

Ces différents niveaux d'inscriptions sociales dévoilent les conditions de possibilités de la sortie. Ce ne sont ni la force individuelle, ni l'astuce, ou diverses stratégies employées qui à elles seules permettent de s'en sortir ; ce sont des conditions de possibilités objectivement repérables, inscrites dans la carrière même. Sans angélisme, car c'est aussi de l'intérieur de cette carrière que se dévoilent la fragilité des « prises » pour en sortir, leur faiblesse dans leur absence même de visibilité et d'articulations entre elles. C'est d'ailleurs à travers l'ensemble

- 28 - des difficultés repérées que se lisent en creux les conditions de possibilité de la sortie. Celles-ci s'attestent en termes de rencontres durables, d'appuis et de soutiens de sociabilité nécessaires, autres que celle exclusive du secours d'urgence. Elles s'authentifient par la reconnaissance des acquis de la carrière. En effet, reconnaître que les pratiques et les routines de la survie ne sont pas seulement redevables d'une lecture pathologique des comportements mais relèvent d'adaptations réussies à la carrière et en forment la trame structurante, accompagne le retournement du stigmaté tant au niveau individuel que collectif. Elles se concrétisent enfin par une confiance retrouvée dans le monde commun. Sur ce dernier point, l'analyse sociologique ne fait que s'accorder aux attentes des individus qui souhaitent accéder aux biens mais aussi aux droits collectifs et qui s'engagent parfois dans la lutte pour la conquête des droits qui accompagnent alors leur propre reconnaissance en tant que personne¹¹. La question de la justice sociale est au cœur de ce processus.

L'échec de nombreuses mobilisations collectives d'anciens SDF révèle l'absence d'appuis dans et en dehors de la sphère de l'assistance permettant de retourner le stigmaté et conduisant à valider en quelque sorte les acquis de l'expérience vécue à l'extérieur de cette sphère. Ainsi l'une des voies les plus remarquées de la sortie est celle qui consiste à « s'en sortir sans en sortir », c'est-à-dire à ne pouvoir franchir que la frontière qui sépare les intervenants sociaux des personnes bénéficiaires d'une prise en charge sociale, de devenir donc à leur tour un bénévole associatif et dans le meilleur des cas un professionnel de l'intervention sociale¹².

Apparaît par ailleurs l'extrême difficulté pour ces personnes d'accéder à des ressources adéquates au moment opportun. L'ambiguïté de la prise en charge sociale se manifeste dans ce réseau enchevêtré de techniciens de l'aide et de bénévoles au sein duquel dérive l'individu, échappant aux uns, recherchant les autres, tout en justifiant sans cesse la légitimité de ses attentes. Dans le cadre d'une solidarité plus philanthropique que démocratique, la dissymétrie des relations sociales ne facilitent pas les négociations des finalités des actions conduites pour s'en sortir. Cette dissymétrie se trouve symbolisée par la catégorisation administrative qui met largement en avant le stigmaté social du laissé pour compte, sa déficience individuelle et psychologique, voire sa maladie mentale. Or l'individu est le pivot des articulations réussies en vue de sa sortie, sans qu'il ait toujours conscience de cette place centrale parce qu'il sait par ailleurs raisonnablement que les conditions de vie qui lui sont faites, aujourd'hui comme demain, ressortissent plus sûrement d'une réponse collective qu'individuelle.

L'exploration autobiographique que nous avons conduite est exemplaire d'une « identité narrative » (Ricoeur, 1985) par laquelle se révèle la permanence de la personne au sein d'une discontinuité temporelle, non pas dans son essence mais dans ce que Ricoeur appelle une « attitude », c'est-à-dire, les prises de position, les actions, les choix, les limites mêmes,

¹¹ Leur place dans les associations d'aide et d'entraide en atteste et il faudrait conduire des observations précises de leur rôle et de leur insertion dans le milieu professionnel et analyser leur influence sur la conduite des actions d'aide.

¹² Comme l'observe aussi Dominique Lebleux, « Les vicissitudes du terrain en institution. Le cas d'un foyer d'accueil pour personnes sans logement », in Patrick Gaboriau, Daniel Terrolles (dir.), *Ethnologie des sans logis. Etude d'une forme de domination sociale*, Logiques sociales, L'Harmattan., 2003, pp.147-179.

- 29 - toutes ancrées dans un monde dans lequel la personne doit lutter pour vivre. La diversité et l'hétérogénéité des éléments biographiques proposent bien sûr une relecture *a posteriori* et, en cela, arrangée de la vie mais découvrent les choix de l'autobiographe, parfois mal assurés, pour produire le sens qu'il souhaite donner à sa vie. L'identité narrative ne peut en cela que s'appuyer sur des versions sans cesse remaniées de l'histoire de vie. Elle chemine dans la géographie complexe qu'est la quête identitaire de celui qui ébauche les brouillons d'une nouvelle ligne biographique échappant au destin mortifère de l'homme à la rue.

A la toute fin de nos rencontres Thierry l'exprimait ainsi : « *tout en parlant de moi, j'avais l'impression d'évoquer quelqu'un d'autre, j'avais réussi à prendre du recul par rapport à des situations qui m'avaient blessé physiquement et moralement. Tout n'a pas été dit, bien évidemment mais ce dialogue a eu le mérite de me remémorer le dur parcours de quelqu'un que j'avais oublié (d'un autre moi-même).* » L'exploration autobiographique met ainsi à jour les éléments de la discontinuité et de la continuité biographique qui se traduisent dans l'histoire racontée et reprise par la promesse à soi et aux autres, le souci des autres et le sens de la justice, le conflit avec les institutions et l'attestation de soi dans l'action.

Bibliographie

Becker Howard S., 2002, *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte.

Benveniste Emile, 1974, *Problème de linguistique générale*, tome 2, « coll. Tel », Gallimard

Bourdieu Pierre, (dir.), 1993, *La misère du monde*, Paris, éd. de Minuit.

Halbwachs Maurice, 1968, *La mémoire collective*, Paris, PUF.

Hannerz Ulf, 1983, *Explorer la ville*, Paris, Seuil.

Lejeune Philippe, 1975, *Le pacte autobiographique*, Paris, éd. du Seuil.

Pichon Pascale, 2001, « L'avènement de la reconnaissance publique : je suis SDF », *Les noms que l'on se donne. Processus identitaire, expérience commune, inscription publique*, (collectif : Etienne Savoie), Paris, L'Harmattan.

Pollak Michaël, 1990, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, métailié.

Strauss A., 1992, *La trame de la négociation, sociologie qualitative et interactionnisme*, textes réunis et présentés par Isabelle Baszanger, Logique sociale, l'Harmattan.

Ricoeur Paul, 1985, *Temps et récit*, T.3 : *le temps raconté*, Paris, Seuil.

Strauss A., 1992,

Vexliard Alexandre, 1957, *Le clochard, étude de psychologie sociale*, Paris, Desclée de Brouwer.

Gladys Mondière/ Des questions dans la salle ?

Un intervenant/ Je travaille en Isère dans un centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale. J'ai un témoignage qui va dans le sens de votre intervention et je voulais juste illustrer quand vous parlez de la personne qui peut se reconnaître dans ce parcours de changement, dans le sens processus de sortie : je pense à une femme qui est décédée il y a trois semaines qui s'appelait Mireille L., lyonnaise, qui a 30 ans de carrière, pour reprendre l'expression que vous avez utilisée tout à l'heure. Pendant une quinzaine d'années, elle a participé au réseau d'échanges réciproques de savoirs et entre autres, ce qu'elle apportait elle, c'était son expérience de la rue et dans la valorisation des acquis de l'expérience... Et c'est elle qui avait trouvé ça. Elle arrivait à se faire inviter dans des concerts ; un soir elle s'était trouvée une prof de piano (comment elle avait réussi à penser que cette femme là était prof de piano ? Je n'en sais rien) ; elle avait envie de savoir ce que c'était que le piano. Elle a dit à cette jeune femme : « au Centre Social, avec Oasis 38, on est inscrit dans un réseau qui s'appelle le Réseau d'Echanges Réciproque de Savoirs. Elle était à la rue, à ce moment là, elle habitait dans une grotte au Sud de Grenoble, à la Bastille. Ca a duré plusieurs années, comme ça. Ce que je veux dire, c'est qu'elle a toujours fait partie de ce réseau d'échanges réciproque de savoirs, dans un groupe d'écriture. Tous ces éléments concouraient à l'aider à vivre, à se reconstruire, à croire en elle et à se faire reconnaître par les autres qui étaient ancrés dans cette carrière SDF, on va dire plus mal en point qu'elle... ; elle aidait les autres à croire qu'il y avait du possible pour eux. Cette expérience qu'elle avait, elle arrivait à transmettre ça pour les autres personnes, il ne fallait pas qu'ils se découragent, et elle les soutenait pour aller à Médecins du Monde, etc. Ce témoignage-là, c'est un peu en mémoire fraîche de cette disparition. Merci.

Pascale Pichon/ Pour aller dans ce sens -je ne l'ai pas dit-, pour David, sa volonté de publier n'est pas qu'une volonté de reconnaissance individuelle : il y a véritablement aussi pour lui une volonté de témoignage. J'ai retrouvé cette dimension chez de nombreuses personnes. Témoigner de ce que l'on a vécu, qu'il y a des possibles pour les autres. Il y a ce regard vers autrui, vers le semblable ; il arrive à un moment comme quelque chose d'important pour un certain nombre de personnes. Pas toujours, mais là je l'ai remarqué et je l'ai observé aussi pour un certain nombre : témoigner pour les autres. Leur dire aussi que c'est possible.

Il y a une autre question qui est derrière votre témoignage ; je ne sais pas si j'ai assez insisté là-dessus : ce qui est très compliqué, c'est précisément de sortir du réseau d'assistance au sens large du terme. Pour David, il avait une position critique vis-à-vis d'ATD. Je pense que ça l'a beaucoup aidé, cette position critique, pour avoir des liens qui n'étaient pas des liens de dépendance mais des liens où l'on pouvait négocier. Très souvent, il négociait dans un certain nombre d'actions, ce qu'il allait faire, comment il allait faire, etc. Il faisait un travail critique pour se positionner face et pas pour être forcé à l'intérieur. Ce qui m'apparaît très difficile, c'est d'arriver à trouver d'autres pôles d'inscription que les pôles d'inscription du côté de l'assistance. Ca me paraît très compliqué pour les personnes. David a eu la chance de rencontrer une femme qui lui a permis concrètement de sortir de la rue. Il était à la rue et il est allé habiter chez cette femme. Ca a tenu. Pour lui, c'était dans un processus déjà enclenché. Il arrive dans cette *carrière* qu'il y ait des allers-retours. Il peut bien être hébergé à un moment donné, mais retourné à la rue après. Ici, il se trouve qu'il était déjà engagé dans un processus parce qu'il était déjà inscrit socialement sur différents registres. Il y a véritablement une difficulté à trouver d'autres points d'appuis dans le monde ordinaire des échanges et pas seulement dans le monde de l'assistance plus au sens large du terme : l'accompagnement social...

Une intervenante/ Une question ; mais le témoignage de Monsieur et ce que vous venez de dire y répond déjà un peu : c'était un de vos propos, qui pour moi était énigmatique au moment de votre exposé, c'était la non reconnaissance sociale. Je me suis dit : « s'il y a un statut accordé par la société, c'est celui de SDF ». Dans le parcours, vous avez bien retracé ça : la perte de la singularité de la

- 31 - personne, l'anonymat que suppose après cette fonte dans la rue et tout le travail pour reconquérir une place particulière à travers une rencontre, ou à travers un témoignage qui dit la particularité de chacun et finalement, ça rejoint quelque chose qui a été largement exploré depuis Freud qui est le *Malaise dans la civilisation* ; et comment chacun va faire avec son symptôme ou sa singularité, le hasard ou la contingence, la coïncidence des rencontres, pour construire quelque chose qui va faire lien social et qui ne soit pas l'anonymat proposé par l'autre (de la société). Ça rejoint le propos que je trouvais au départ énigmatique, de non reconnaissance sociale. La question, pour chacun, est d'arriver à faire valoir sa place particulière.

Pascale Pichon/ Sur la question de la non reconnaissance sociale : les choses sont assez compliquées. Le phénomène SDF, tel qu'il est nommé et identifié en France a une histoire maintenant d'une quinzaine d'années : fin des années 80, la loi portant sur le RMI. Une catégorie à l'intérieur de la loi portant sur les RMistes sans résidence stable, transformée immédiatement dans les débats parlementaires et dans les médias par SDF parce que précisément dans la loi portant sur le RMI, il était question de la domiciliation et de cette ouverture possible pour les personnes d'avoir une adresse. On a une véritable naissance d'une catégorie qui existait bien avant dans le traitement des pauvres avec la notion de domicile de secours. Mais on a une naissance d'une catégorie qui prend un nouveau sens, qui prend un sens restrictif : plus les gens du voyage, les forains, etc., tous ceux qui devaient être sous cette catégorie administrative, mais ceux que l'on voit dans la rue, qui vivent à la rue. J'insiste là-dessus parce que le travail de la catégorisation dans une société, a évidemment de l'importance et des effets identitaires sur les personnes. Dans les premiers temps de cette émergence de la catégorie, on voyait des hésitations pour l'utiliser, on mettait des guillemets, on faisait des petites astérisques pour dire que c'était bien de sans domicile fixe dont il s'agit quand on utilisait seulement le sigle. Réticences aussi du côté des personnes qui n'étaient pas désignées encore complètement comme cela.... Progressivement, ce que j'ai vu sur mes terrains d'enquêtes, les personnes finissaient dans certains cas à revendiquer : je suis SDF. J'avais été évidemment surprise ! Elles jouaient avec les identités parce que ce n'est pas la seule. Mais en certaines circonstances, elles posaient cela comme une revendication. Je donnerai deux explications : d'une part, parce que sous la catégorie il y avait quelque chose qui s'était construit pendant ces dix ans ; c'était au moment aussi où les mobilisations collectives commençaient à voir le jour. Au cours de ces dix ans, un portrait, de quelque chose de consistant s'était construit, via les médias, grâce aux médias aussi ; il y avait quelque chose que l'on pouvait mettre derrière la catégorie. Ce n'était pas une coquille vide. Les personnes s'approprièrent, me semble-t-il, le contenu de la catégorie en se disant : oui, il y a quelque chose ici qui est de l'ordre de l'expérience commune. C'est très important. Cette expérience commune est une expérience partagée avec les pairs et qui peut devenir une expérience partageable avec d'autres que les pairs. On est aussi sur quelque chose qui est de l'ordre de la reconnaissance, à ce niveau-là ; ce partagé, et ce partageable qui fait que l'on peut à un moment s'identifier comme SDF pourvu que l'on ne soit pas toujours identifié comme tel, pourvu que ça ne soit qu'à un moment donné, que cette désignation puisse servir dans une situation à quelque chose et que l'on puisse endosser par ailleurs bien d'autres identités sociales. Effectivement, n'être ramené qu'à un sigle qui dit le manque, on ne peut pas construire quelque chose de positif. On voit bien quand même que derrière le sigle SDF, il y a eu quelque chose de positif qui s'est construit : l'expérience commune. Ça a beaucoup participé au fait qu'un certain nombre de personnes puissent faire ce travail que l'on peut appeler en sociologie le retournement du stigmaté.

Gladys Mondière/ Pour rebondir là-dessus, avec le travail effectué auprès des femmes SDF : reconnaître, c'est pouvoir quitter. Si on ne reconnaît pas quelque chose, un sentiment, une personne, et un statut SDF, on ne peut pas quitter.

Olivier Jan/ Vous parlez de la sortie de carrière ou de la fin de carrière d'un SDF ; vous n'avez pas parlé du début de carrière. Ça serait intéressant de savoir ce que faisait cet homme avant ? Quel âge il avait aussi au moment où les choses se sont posées ? Je me permets de faire le lien avec notre intervention cet après-midi (UMAPPP Rouen) ; on va parler des jeunes en errance. Vous avez parlé de pensée réflexive : oui, il en est capable, même si sa pensée réflexive au passage semble plutôt donner la préférence aux aspects sociologiques qu'aux aspects psychologiques.

Pascale Pichon/ Oui, mais il a aussi de très bonnes notations psychologiques, quand il parle de lui.

Olivier Jan/ Les compétences : quand on a un certain âge, malgré tout, même si on s'use dans la rue, on continue sûrement d'en avoir.

Pour terminer, une remarque sur votre méthode : je ne suis pas sociologue, je suis psychologue. C'est une méthode de sociologie clinique ce que vous faites là. Votre travail m'a fait penser, d'une autre façon, à un travail plus ancien d'un anthropologue qui avait, dans une enquête sur un groupe de clochards du 16^{ième} arrondissement, poursuivi l'accompagnement d'un SDF ...

Est-ce que vous avez le sentiment que votre rôle ait pu influencer l'avenir de cet homme ?

Pascale Pichon/ Mon rôle, c'est une rencontre parmi d'autres. Oui, ça a eu un rôle. Forcément, faire ce travail sur du long terme, ce travail d'explicitation, de reprise, de reprises constantes avec différentes modalités, oui, ça a pu jouer. Mais il aurait pu rencontrer quelqu'un d'autre qui aurait pu aussi faire que ça se passe.

Vous avez raison, je n'ai pas donné des indications assez précises sur cette personne-là ; je le regrette, je suis allée trop vite... C'est un homme qui a vécu avec sa grand-mère qui est morte ; il a été placé. Il a fait une scolarité avec obtention d'un bac. Il a fait des fugues... Il a donc un passé d'adolescent un peu difficile parce que le placement dans une famille d'accueil en pleine campagne, alors que c'était un petit parisien, a été très compliqué. Avec aussi des maltraitances dans la famille d'accueil. Donc, fugue ; mais il a son bac, il trouve du boulot. Il a une qualification. Il travaille, se marie. Avant d'être à la rue, il s'est marié, il a une fille mais il a tendance à partir de temps en temps, un certain nombre de semaines, puis de revenir. Il y a cette instabilité à ce niveau-là. Au moment où il entre dans la carrière, il a une trentaine d'années et quand il en sort, il a plus de 40 ans, 45 ans.

Pierre Larcher/ J'ai presque le même genre d'expérience à relater que vous, avec quatre ans de suivi actuellement d'une personne qui était à la rue quand je l'ai connue (qui n'y est plus actuellement) et que je vois une fois par semaine. J'ai été à ATD pendant suffisamment d'années pour avoir le même genre de dynamique. Il se trouve que la grosse difficulté que j'ai repérée tient à la fois à la personne mais aussi à toutes les structures, et pas seulement ; c'est l'accompagnement dans les associations avec le bénévole dans tout ce que ça a de mauvais, c'est à dire de personnes non professionnelles, qui ne connaissent pas les règlements, qui les appliquent mal ou pas. Mais aussi de la part de toutes les structures officielles qui ont des trucs à faire et qui ne les font pas ou qui refusent de les faire quand ils se trouvent en face de gens qui ne correspondent pas à l'image qu'ils se font normalement de leur client. On a depuis deux ans maintenant qu'il est en circuit de sortie de la rue, des difficultés qui viennent au moins autant des institutions que de lui. Le problème est vraiment en miroir ! Des deux côtés : lui ne supporte pas les énormes difficultés qu'il rencontre et qui a de temps en temps sérieusement des envies de revenir à la rue pour éviter toutes ces contraintes ; de l'autre côté, ils ne comprennent pas que quelqu'un qui a 13 ans de vie à la rue ne puisse pas être aussi passif que les gens qu'ils ont l'habitude de traiter. Hier, le 17 octobre, des SDF se sont exprimés à la mairie de Paris. Il y en a qui disait : la rue, c'est au cœur de la cité. La rue nous appartient. Nous sommes des citoyens !

Pascale Pichon/ Je suis tout à fait d'accord avec vous. C'est pour cela que j'insistais sur la question des inscriptions sociales du côté du droit aussi, donc des institutions. Il y a des épreuves à franchir pour arriver à trouver un logement, des choses extrêmement simples... Pour entrer dans le droit commun, c'est extrêmement compliqué ! Je vous rejoins complètement.

Gladys Mondière/ La rue est à nous ! C'est la révolution en route chaque fois... Avant la révolution, une pause...

VIVRE DANS LA RUE OU EN SORTIR?

UNE RECHERCHE DE SENS

**Yves LECOMTE¹³ , Marie-Ève LAPOINTE¹⁴, Guillaume OUELLET¹⁵,
Jean CARON¹⁶, Christian LAVAL¹⁷, Emmanuel Stip¹⁸**

Au Canada, l'itinérance est un phénomène social dont l'ampleur a atteint celle d'une catastrophe nationale. En 1996 (année du dernier recensement disponible), la ville de Toronto comptait 26 000 itinérants et Montréal, 28 214 itinérants (Santé Québec, 1998). Les groupes sociaux itinérants sont de plus en plus diversifiés : adolescents, jeunes adultes, femmes, familles, mères monoparentales, personnes âgées, membres de communautés culturelles, personnes souffrant de troubles mentaux divers (Fournier et Mercier, 1996). Pour expliquer ce phénomène, diverses orientations de recherche ont été privilégiées. Les principales sont: 1) les études épidémiologiques qui dégagent les variables prédictives (socio-démographiques, résidentielles, psychiatriques, etc.) de l'itinérance ; 2) l'élaboration et la validation de modèles prédictifs de l'itinérance ou de certaines variables associées à l'itinérance (dépression, détresse psychologique); 3) la formulation d'hypothèses étiologiques qui insistent sur les facteurs individuels (carences sociales, dégringolade ou la sélection naturelle) ou socioculturels (désaffiliation, vulnérabilité); et 4) l'étude des principaux stressseurs et des stratégies de coping (Cohen et Sokolovsky, 1988; Cohen et al., 1988; Ray, 1993).

Une cinquième orientation attire depuis quelques années l'attention des chercheurs qui espèrent y trouver une compréhension de la persistance dans la rue et de sa sortie. Cette orientation est la représentation de soi. Pour en saisir les principaux aspects, nous avons réalisé une revue de littérature en y ajoutant les relations avec la sortie de la rue. Même si elle n'est pas exhaustive, cette revue de littérature suffit à mettre en évidence les principaux résultats et tendances dans ce domaine. Par la suite, nous avons réalisé une recherche sur ces représentations auprès de personnes itinérantes des deux sexes, dont nous présentons quelques résultats sur la recherche du sens donné à la vie dans la rue.

1. Les recherches sur la représentation de soi

S'inscrivant dans les théories de l'interactionnisme symbolique (Mead, Kuhl, Strauss, Goffman, etc.) le courant de la représentation de soi (Hogg et Abrams, 1988) repose sur le postulat suivant : cette représentation se transforme selon un processus interactionnel entre

¹³ Ph.D., professeur-chercheur à la télé-université (UQAM), Montréal

¹⁴ Doctorante en sociologie, UQAM. Elle a coordonné la recherche.

¹⁵ Assistant de recherche

¹⁶ Ph.D., chercheur, Unité de recherche psychosociale, hôpital Douglas, Montréal

¹⁷ Ph.D., chercheur associé au laboratoire du CRESAL, France,

¹⁸ Médecin-psychiatrie, centre de recherche Fernand Seguin, Montréal.

- 34 - la personne et son entourage, plus précisément les perceptions (images, signes, comportements, paroles, etc.) et attentes qui sont renvoyées à la personne par cet entourage. Il s'en suit que la représentation de soi est le produit d'une négociation dont perdure un noyau stable.

Trois axes de recherche guident les travaux sur la représentation de soi : le contenu, sa transformation, et les stratégies. Mais avant de résumer ces études, il faut examiner le contexte dans lequel se réalise la négociation, soit le mode de vie itinérant.

À ce sujet, les études indiquent que l'itinérance constitue un mode de vie stressant dans lequel on retrouve des événements, majeurs ou mineurs, qui constituent une menace à la représentation de soi (Breakwell, 1983). Les études mentionnent par exemple la recherche de satisfaction des besoins de base comme se nourrir, avoir des revenus, se loger, etc. ou la violence inhérente à ce mode de vie, les vols, etc. Des auteurs ajoutent aussi l'application inconsistante des règles de vie dans les refuges que fréquentent les personnes (Gounis, 1992 ; Grunberg et Eagle, 1990), et la déshumanisation ressentie de la part des autres personnes (Sheriff, 1999, 21-22). Confrontés à ces stressors, les itinérants voient leur capacité « de conserver une mesure de dignité humaine » (Buckner et al., 1993) rudement mise à l'épreuve. Également, leur dignité humaine est « constamment défiée par l'humiliation et la terreur de la vie quotidienne sans domicile » (Buckner et al., 1993), de sorte que les personnes itinérantes en viennent à perdre leur sentiment d'unité et de permanence de soi, leur estime de soi et leur affirmation de soi (Buckner et al., 1993). Donc l'itinérance est une expérience stigmatisante qui menace et dévalorise même la représentation de soi des itinérants (Breakwell, 1983), les entraînant aux limites de la négociation des divers aspects de leur représentation de soi.

1.1 Le contenu de la représentation de soi

Le contenu est différent selon que les personnes itinérantes envisagent la période avant, pendant et après l'itinérance. Ainsi, celles-ci ont une perception positive de leur représentation de soi antérieure, dévaluent leur représentation de soi actuelle et envisagent positivement leur représentation de soi future (Boydell et al., 2000). De plus, cette perception varie selon le temps passé dans l'itinérance. En décrivant leur représentation de soi *antérieure*, les itinérants anciens et nouveaux notent qu'elles ont perdu une partie de leur social en n'ayant plus d'adresse ni de travail. Pour leur *représentation de soi actuelle*, les nouveaux itinérants se présentent d'une manière positive (honnêtes, gentils, etc.) alors que les itinérants chroniques se décrivent positivement ou négativement (indépendants, généreux ou non fiables, violents, etc.). Enfin, les deux groupes envisagent leur représentation de soi *future* comme non itinérante.

1.2 La transformation de la représentation de soi

La revue de littérature a mis en évidence quatre modèles étapistes, basés sur le concept de carrière itinérante, i.e. une organisation qui tourne autour de la survivance dans une vie sociale itinérante. Le premier modèle (Vexliard (1950; 1957) stipule que l'installation dans l'itinérance suit quatre étapes : 1) « la rupture du lien social », marquée par les tentatives pour maintenir les modalités d'existence avant d'être sans-abri ; 2) « première prise de

- 35 - conscience de la situation conflictuelle » qui se caractérise par l'admission progressive de sa condition actuelle. Il y a à la fois auto-dépréciation et espoir de s'en sortir; 3) « la résolution active du conflit » qui se fait par l'adoption des codes de conduite des sans-abri ; 4) « rationalisation et valorisation de la situation » manifestée par l'acceptation de sa situation, et l'intégration de cette condition de vie dans sa représentation de soi. Vexliard parle d'« un homme sans histoire » à cette étape.

Le deuxième modèle (Kuhlman, 1994), basé sur des observations cliniques, est un modèle en trois étapes. Durant la *première*, l'alarme, l'itinérance est vécue comme un événement menaçant à changer. Si aucune solution n'est trouvée, la *deuxième étape* est atteinte, et l'estime de soi s'érode. La *troisième étape* est l'épuisement durant laquelle la représentation de soi se réorganise pour devenir une représentation de soi itinérante. Cette étape se nomme « shelterization », i.e. l'institutionnalisation dans un refuge dénotée par la diminution des réponses interpersonnelles, une hygiène négligée, une augmentation de la passivité et de la dépendance aux autres. À ce stade, les personnes ont une représentation de soi d'itinérant : une faible estime de soi, une perte de volonté et d'espoir, un manque d'intérêt pour s'améliorer et le sentiment de ne pas avoir de pouvoir sur leur vie (Grunberg et Eagle, 1990).

Le troisième modèle stipule qu'après une étape d'ambivalence entre sortir ou poursuivre dans l'itinérance, la personne se rapproche progressivement du mode de vie dans la rue et développe une représentation de soi consistante avec cette forme de vie, marginale. L'estime de soi de la personne est restaurée quand l'itinérant se valorise comme une personne itinérante (Snow et Anderson, 1988, 1993).

Le quatrième modèle mentionne que les itinérants passent à travers quatre étapes : ne pas être un itinérant comme les autres; 2) nier l'appartenance au groupe des itinérants; 3) s'identifier à des sous-groupes d'itinérants dont les caractéristiques permettent de conserver une représentation de soi positive et 4) développer une représentation de soi d'itinérant (Farrington et Robinson, 1999). En résumé, les études montrent qu'il y a une transformation progressive de la représentation de soi en fonction de la durée de l'itinérance : plus la durée de l'itinérance se prolonge, et plus les personnes adoptent une représentation de soi itinérante (Snow et Anderson, 1988, 1993; Farrington et Robinson, 1999).

1.3 Les stratégies pour faire face aux menaces à la représentation de soi

1.3.1 Stratégies générales

Les itinérants utilisent différentes stratégies pour faire face aux menaces à leur représentation de soi. Par exemple, les itinérantes « shopping bag ladies » utilisent des stratégies cognitives pour maintenir une certaine valeur de soi : le déni, la rationalisation, les fantaisies et la transformation de leur situation en une situation plus acceptable, la dévaluation (Martin, 1982). Pour leur part, les résidentes de refuges préservent leur valeur de soi par l'évitement comme l'usage de l'alcool (Farge, 1989).

Les personnes souffrant de troubles mentaux protègent leur représentation de soi d'une autre manière. Elles fusionnent leur réalité personnelle et itinérante dans une nouvelle représentation de soi grâce au délire, redonnant une nouvelle signification à l'itinérance (Lovell, 1997, 2000). Leur symptomatologie peut aussi être utilisée comme une stratégie de

- 36 - coping pour oublier les circonstances affreuses de l'itinérance et protéger leur sentiment de valeur de soi, ou pour se protéger contre les contacts interpersonnels de peur que ces derniers ne soient source de victimisation et de stress (Koegel, 1987). Mais ces personnes utilisent moins de stratégies de coping que les groupes contrôle, et la fréquence et l'efficacité de leurs stratégies sont négativement reliées à la durée dans l'itinérance (Beckman, 1996a, b).

Les personnes itinérantes protègent ainsi une partie positive de leur représentation de soi contre les stressseurs reliés à l'itinérance par des stratégies de coping dites identitaires, (destinées à diminuer l'impact des stressseurs sur la représentation de soi). (Boydell et al., 2000; Crocker et Major, 1989).

D'autres auteurs se sont centrés spécifiquement sur ces stratégies identitaires en fonction des étapes de la carrière itinérante. Quelles sont-elles?

1.3.2 Stratégies identitaires et étapes

Dans le modèle de Kuhlman (1994), la stratégie dominante de l'étape de « shelterization » est l'accommodation (la modification de ses attentes pour adopter celles du refuge et développer une représentation de soi d'itinérant). Dans le modèle de Snow et Anderson (1988, 1993), trois stratégies sont décrites. La stratégie de distanciation des autres itinérants se rencontre durant les premiers temps de l'itinérance alors que les stratégies, adopter la représentation de soi d'itinérant de rue et embellir sa situation par une histoire fictive, se rencontrent chez les itinérants de rue qui y vivent depuis au moins deux ans. Dans le modèle en quatre étapes de Farrington et Robinson (1999), la stratégie de mobilité sociale (désir de quitter le groupe des itinérants) est utilisée durant la première étape ; alors que la créativité sociale (recherche de nouvelles bases de comparaisons favorables pour soi) l'est dans les autres étapes. Mentionnons que ces deux études démontrent que les stratégies sont influencées par la « durée » dans l'itinérance. Enfin dans le modèle de Boydell et al. (2000), est utilisée la stratégie hiérarchique, qui permet de préserver la représentation de soi contre la stigmatisation: certains itinérants se considèrent au sommet de la strate des autres itinérants, ce qui a pour effet de dévaloriser ces derniers.

2. Les recherches sur la sortie de la rue en relation avec la représentation de soi

Qu'en est-il de la relation entre la sortie de l'itinérance et la représentation de soi ? À cet égard, les études sont peu nombreuses, et il faut chercher des indices de réponse dans des études non spécifiquement destinées à cette question.

2.1. Se percevoir hors de la rue

Pour un itinérant, se percevoir hors de la rue équivaut à se percevoir dans l'avenir? Peu importe le temps passé dans l'itinérance, la majorité des personnes envisagent leur représentation de soi future comme non itinérante, fondée sur leur capacité individuelle et la promotion de leur santé et de leur bien-être (Boydell et al., 2000). Leur représentation de soi future profitera toutefois de leur expérience d'itinérant et sera basée sur un sens plus profond de la vie. Cette perception positive de soi dans le futur diverge généralement de la

- 37 - représentation de soi actuelle des personnes, dévalorisée à cause de leur situation sociale (stigmatisation). Bien souvent, ces personnes manifestent une faible estime de soi, un sentiment de désespoir et d'impuissance (Moneyham et Connor, 1995). En se concentrant sur les formes narratives du soi, Lanzarini (2000) note que plusieurs itinérants ont une projection idéalisée de leurs conditions sociales futures. Cette pratique discursive, caractérisée d'onirique, revêt deux aspects non mutuellement exclusifs : 1) projeter et accentuer dans le futur un aspect du vécu hors de l'itinérance ; 2) imaginer des projets qui rompent plus ou moins avec les conditions passées et présentes.

2.2 Durée de l'itinérance et représentation de soi

Une manière d'étudier la sortie de la rue est de l'envisager selon sa durée. Des études démontrent que la période d'itinérance détermine le contenu de la représentation de soi individuelle (Farrington et Robinson, 1999). Plus est longue la période vécue dans l'itinérance, plus les personnes s'identifient positivement à des sous-groupes d'itinérants et développent une représentation de soi d'itinérant; conséquemment, plus est difficile et complexe le processus de sortie. La réintégration sociale est, au contraire, plus facile chez les personnes instables depuis moins de deux ans, car ces dernières ont tendance, à cette étape de la carrière, à se distancier des autres personnes itinérantes, à dénier leur statut et à aspirer à un autre mode de vie. Dans le même sens, une étude sur les jeunes de la rue réalisée à San Francisco (Auerswald et Eyre, 2002) démontre que les jeunes les plus réceptifs aux interventions visant à les sortir de la rue, et à réacquérir une nouvelle représentation de soi, sont ceux qui viennent juste d'y entrer ou qui sont dans un état de déséquilibre avec ce milieu. D'autre part, la réinsertion sociale par l'emploi, constatent Hagan et McCarthy (1997), est efficace chez les personnes nouvellement instables et qui n'ont pas acquis une représentation de soi « itinérante », contrairement à celles qui ont adopté une « représentation de soi itinérante ».

2.3 Stratégies pour sortir de la rue

Dans le but de contrôler et d'orienter leur processus de sortie, les personnes itinérantes font principalement appel à quatre stratégies : 1) élaboration d'une vision de soi à long terme ; 2) acquisition de biens matériels ; 3) redéfinition des anciennes relations (familles, amis, etc.) et constitution d'un nouveau réseau social ; 4) renforcement de l'estime de soi. Ces stratégies ont pour fonction de diminuer les contradictions des différentes logiques à l'oeuvre lors de ce processus de passage (continuité / rupture ; maîtrise / insécurité ; émancipation / dépendance ; plaisir / dépendance). À travers ces stratégies, les personnes tentent également de concilier les enjeux d'un tel processus, les finalités qu'elles poursuivent et les ressources dont elles disposent (Colombo, 2003)¹⁹.

¹⁹ Pour compléter cette section, le lecteur est invité à lire les excellentes études sur la sortie de la rue produites par Karabanow et al. 2005), Sheriff (1999) et Lucchini (1998 ; 2001).

2.4 Transformations internes et sortie de la rue

Peu d'études se sont intéressées jusqu'à ce jour aux processus internes à l'œuvre chez la personne itinérante en processus de sortie. À partir d'une analyse de récits de vie, Bergier (1996) démontre que la période de réinsertion sociale est moins un « événement » qu'un processus dynamique », une période d'entre-deux où la personne tente de réconcilier deux modes de vie qui lui sont totalement opposés : celui, d'une part, de la rue et de la marginalité et celui, d'autre part, de la conformité à l'ordre social dominant. Oscillant entre le désir de l'émancipation et celui de la dépendance, la personne a un sentiment de vide, d'exclusion et d'insécurité. Mais ce passage se caractérise également par une mutation des repères identitaires et du sens donné à la vie, dans laquelle la personne apprend à se projeter dans l'avenir. Dans cette même voie, Doorn (2006) observe chez les itinérants une modification profonde de leur perception du temps et de l'espace qui tend, parfois sur une longue période de temps, à se conformer aux représentations sociales dominantes. Du point de vue du temps, les personnes passent progressivement d'une perspective cyclique du temps et repliée sur le moment présent, à une perspective linéaire, en synchronisme avec le temps social, et ouverte sur le passé, le présent et le futur. Dans cette phase, les personnes intègrent tranquillement un mode de vie davantage routinier et structuré, prévoient peu à peu des activités à court et à long terme et tendent à se donner de plus en plus d'objectifs. Du point de vue de l'espace, ces personnes modifient leur champ d'activité, intériorisent graduellement les frontières entre l'espace privé et l'espace public, apprennent à vivre dans un milieu clos. Ces modifications de la perception du temps et de l'espace, note Doorn, ne se font pas sans difficultés et provoquent régulièrement des crises d'anxiété, voire de claustrophobie, qui avec le temps tendent à diminuer.

3. Synthèse des résultats

Que retenir de ces études ? Quel portrait synthétique peut-on en dégager ? Confrontées aux différents stressors associés au mode de vie dans la rue, les personnes itinérantes les ressentent comme une menace à leur permanence de soi. Pour se protéger contre l'instauration d'une représentation de soi négative, elles recourent à diverses stratégies, comportementales et cognitives. Malgré cette utilisation, les études démontrent une modification de cette représentation de soi. Ainsi, selon le moment où elles se situent par rapport à l'itinérance (avant, pendant et après), la représentation de soi varie : la représentation de soi avant et après l'épisode itinérant est positive, alors que durant l'épisode, elle est négative. Le temps passé dans l'itinérance influence aussi la représentation de soi. Par exemple, les nouveaux et les plus anciens itinérants disent avoir actuellement une représentation de soi dévalorisée. Toutefois, lorsque les deux groupes décrivent leurs qualités et défauts, apparaissent des différences : les nouveaux se présentent d'une manière positive (gentils par exemple), et les plus chroniques positivement (généreux) ou négativement (violents).

Cette influence du temps a aussi été analysée selon le cadre théorique « career process », les études découvrant qu'il y avait des étapes (3 ou 4) à travers lesquelles les personnes itinérantes passaient et qui les amenaient à l'adoption d'une représentation de soi itinérante. Elles ont conclu que la représentation de soi se transformait en fonction du temps

- 39 - passé dans la rue. D'autre part, les études ont mis en évidence des stratégies d'adaptation différentielles selon les étapes de la transformation de la représentation de soi.

Ces études concernent l'impact, pourrait-on dire, du mode de vie dans la rue sur les représentations de soi et les réactions adaptatives des personnes à cet impact. D'autres études ont tenté de cerner les relations entre la représentation de soi et la sortie de la rue. Se représenter hors de la rue est associé à une représentation de soi positive, enrichie par l'expérience de la rue. D'autre part, le temps passé dans la rue influence négativement cette représentation car les personnes depuis longtemps itinérantes développent une représentation de soi itinérante. Cela retarde d'autant la sortie de la rue, alors que la sortie des personnes nouvellement itinérantes est facilitée par le fait que leur temps passé dans la rue n'excède pas deux ans.

Les stratégies que les personnes utilisent pour sortir de la rue en rapport avec la représentation de soi est une question non abordée sinon très partiellement. La constitution d'un réseau social (ancien et nouveau) associée à une vision de soi à long terme serait la stratégie privilégiée chez les jeunes itinérants. Ces stratégies servent à solutionner des contradictions dans les logiques à l'œuvre dans le processus de sortie. Enfin, la sortie de la rue s'accompagne de transformations internes chez les personnes comme la recherche d'un sens à donner à son existence, mentionnée comme une assise permettant de faire la transition entre la vie dans la rue et hors de la rue, et de réconcilier ces deux mondes. Une autre transformation touche les nouvelles perceptions du temps et de l'espace à établir et à intérioriser lorsqu'une personne sort de la rue.

Dans cette optique de transformation interne, la recherche que nous menons actuellement fournit des indices sur ces transformations. Il y aurait en effet une recherche de sens afin de résoudre une dissonance cognitive²⁰ inhérente entre le désir de sortir de la rue et les représentations de sa condition actuelle.

La suite de ce texte se concentre sur cette dissonance en décrivant les composantes, et en montrant comment les participantes la résolvent. Nous débutons par une brève description de la méthodologie de la recherche dont sont tirées les données.

4. Méthodologie

La recherche de terrain vise à connaître les perceptions qu'ont les personnes de leur situation dans la rue, et de leurs représentations de soi. Ont été rencontrées cent vingt-deux (122) personnes itinérantes (être sans domicile fixe, tout en recevant à la fois un soutien des ressources du réseau de l'itinérance et des ressources en santé mentale²¹). Parmi ces personnes, il y avait 33 femmes dont nous avons sélectionné au hasard neuf d'entre elles afin de connaître leurs représentations de soi par le biais d'une entrevue semi-structurée.

²⁰ « Pour cette théorie, l'individu en présence de [cognitions](#) (« connaissances, opinions ou croyances sur l'environnement, sur soi-même ou sur son propre comportement » Festinger, 1957, p. 9) incompatibles entre elles, ressent un état de tension désagréable motivant sa réduction (i.e. l'état de dissonance cognitive). On parle de modes de réduction de la dissonance cognitive pour désigner les stratégies de restauration d'un équilibre cognitif » Wikipedia, 2006 : http://fr.wikipedia.org/wiki/Dissonance_cognitive).

²¹ Pour plus de détails sur la méthodologie, consulter un autre article en voie de publication : Vivre dans la rue et la représentation de soi des femmes.

- 40 - Pour nous guider dans la compréhension et le recueil de données sur ces diverses représentations, nous avons situé la recherche dans le cadre théorique nommé « career process », terme qui désigne les différentes étapes du développement d'une identité biographique (Chamberlain et Johnson, 2003). Ensuite, nous nous sommes basé sur un modèle du concept de soi développé au Québec par L'Écuyer (1994) : le modèle expérientiel-développemental (cf. le tableau 1). Le modèle présente en un tout cohérent les « dimensions internes (qui) réfèrent aux contenus de l'expérience personnelle de soi des personnes ainsi qu'aux transformations de ces contenus avec l'âge » (L'Écuyer, 1994, 49). Le modèle est basé sur une succession hiérarchique de représentations partant des plus larges (structures fondamentales de l'expérience de soi au nombre de 5) pour finir par des représentations plus détaillées dites catégories au nombre de 28. Ce sont les unités de mesure. Entre les deux, il y a neuf sous-structures. Pour connaître ces représentations, L'Écuyer a développé une méthode d'entrevue « Genèse des Perceptions de Soi »²² que nous avons utilisée.

²² Après avoir expliqué l'entrevue, l'intervieweur pose la question : Qui êtes-vous ? S'en suit une description spontanée faite par la personne d'elle-même. Dans un deuxième temps, l'intervieweur demande à la personne de choisir parmi les éléments descriptifs énumérés celui qui est le plus important pour elle. Enfin, dans un troisième temps, l'intervieweur reprend chaque sous-structure et rappelle les catégories qui la composent. Après chaque énumération des catégories d'une sous-structure, celui-ci demande à la personne de parler de ces catégories par rapport à soi. Les entrevues durent en moyenne une heure. Après avoir été retranscrites intégralement, elles ont été analysées à l'aide du logiciel NVIVO. La codification est constituée des 28 catégories du modèle expérientiel développemental, dont la définition des catégories a été respectée.

TABLEAU 1
Modèle expérientiel-développemental*

STRUCTURES	SOUS-STRUCTURES	CATÉGORIES
SOI MATÉRIEL	SOI SOMATIQUE (Le corps)	- Traits et apparence physiques - Condition physique et santé
	SOI POSSESSIF (Les miens)	- Possession d'objets - Possession de personnes
SOI PERSONNEL	IMAGE DE SOI (Aspects de l'expérience de soi)	- Aspirations - Énumération d'activités - Sentiments et émotions - Goûts et intérêts - Capacités et aptitudes - Qualités et défauts
	IDENTITÉ DE SOI (Conscience d'être et d'exister)	- Dénominations simples - Rôles et statuts - Consistance - Idéologie - Identité abstraite
SOI ADAPTATIF	VALEUR DE SOI (Jugements sur soi)	- Compétence - Valeur personnelle
	ACTIVITÉS DU SOI (Actions pour protéger le soi)	- Stratégie d'adaptation - Autonomie - Ambivalence - Dépendance - Actualisation - Style de vie
SOI SOCIAL	PRÉOCCUPATIONS ET ATTITUDES SOCIALES (Participation)	- Réceptivité - Domination - Altruisme
	RÉFÉRENCE À LA SEXUALITÉ	- Référence simple - Attrait et expérience sexuels
SOI-NON-SOI	RÉFÉRENCE À L'AUTRE OPINION DES AUTRES SUR SOI	

* Adapté de L'Écuyer, R., 1994, *Le développement du concept de soi de l'enfance à la vieillesse*, PUM, Montréal, 50.

Les données socio-démographiques pour chaque participante sont résumées dans le tableau 2.

5.1 Les résultats²³.

5.1.1 La carrière itinérante

En analysant la carrière itinérante des participantes, trois étapes ont été mises en évidence (cf. le tableau 3), et chaque étape se caractérise par certaines catégories du modèle expérientiel-développemental que les participantes ont mentionnées comme importantes.

Tableau 2
Description socio-démographique des participantes

Noms	Renée	Francine	Jeannine	Lynda	Christine	Axelle	Pascale	Florence	Isabelle
Âge	19 ans	20 ans	22 ans	20 ans	25 ans	33ans	37 ans	55 ans	42 ans
Temps d'instabilité résidentielle	2 ans	2 ans	5 ans	7 mois	5 ans	19 ans	19 ans	5 ans	3 mois
Scolarité***	Sec 1	Sec 2	primaire	Sec 4	Sec 3	Sec 2	Sec 1	Cert****	Cert****
Statut marital	C*	C*	C*	union	C*	C*	C*	C*	C*
Travail durant deux dernières années	non	1 mois	non	non	non	non	non	non	21 mois
Maternité	non	1 en**	1 en**	Enceinte	non	5 en**	2 en**	1 en**	non
Entrée dans la rue	17 ans	18 ans	17 ans	19 ans	20 ans	13 ans	17 ans	50 ans	42 ans
Placement antérieur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	non
Toxicomanie	oui	oui	non	Non****	non	oui	oui	non	non
Prostitution	oui	non	non	non	non	oui	oui	non	non

* Célibataire ; ** enfants ; *** secondaire ; **** arrêt depuis qu'elle est enceinte ; ***** certificat d'études supérieures

La première étape. Illustrée par la phrase « Je suis dans la rue », cette étape reflète une problématique centrée sur la survivance. Elle regroupe des participantes qui se situent

²³ Afin de comprendre les représentations du mode de vie, nous avons analysé le contenu de la catégorie *style de vie*. Cette catégorie, qui dans le modèle de L'Écuyer découle de la sous-structure *activité du soi* et de la structure du *soi adaptatif*, « réfère à la description de son mode général de vie » (1994, p. 58). Soulignons que le contenu de cette catégorie comprend d'une part, l'appréciation et les commentaires généraux sur la vie dans l'itinérance. Ces appréciations ou commentaires prennent la forme d'énoncés du type : « je n'aime pas être à la rue » ou « je me débrouille avec ce que j'ai ». D'autre part, la catégorie style de vie regroupe aussi une multitude d'énoncés mettant en lien le style de vie et d'autres catégories constitutives du modèle de L'Écuyer. Ces énoncés témoignent donc de l'impact du *style de vie itinérant* sur *l'organisation interne de la représentation du soi* tel que le perçoivent les participantes. Les participantes tiendront alors des propos de ce type : « Je suis dans la rue, je n'ai rien. J'ai seulement mes vêtements » en reliant ainsi, dans un même énoncé, deux catégories du modèle de L'Écuyer - en l'occurrence *style de vie* et *possession d'objet* - la participante décrit l'impact qu'a son style de vie sur une catégorie du soi matériel.

- 43 - durant les premières années de la vie dans la rue. Celles-ci ont adopté à l'égard de leur mode de vie deux positions²⁴. L'une est celle de « Ne rien bouger », signifiant l'attentisme et la continuation du style de vie actuel. Même si ces participantes qualifient leurs conditions de vie dans la rue de difficile²⁵, elles ont une représentation positive²⁶ de leur mode de vie. « C'est une expérience enrichissante, une occasion de croissance personnelle ». Les participantes ont également des aspirations positives lorsqu'elles se projettent dans le futur. Mais ces aspirations sont plus ou moins définies, ou peu réalistes comme être chanteuse populaire ou « j'aimerais avoir un logement même si je suis pas encore assez autonome pour être toute seule en logement ». Une de leur caractéristique est qu'elles n'ont pas le désir de sortir de la rue.

La deuxième étape. Dite intermédiaire, elle désigne un désir explicite de quitter ce style de vie mais sans que cette intention ne repose sur un projet plausible. Elle est surnommée « s'illusionner ». Elle se caractérise de fait par une ambivalence entre la problématique de la survivance et de l'identité abstraite (la troisième étape). Dans cette étape, les conditions sont décrites comme « un enfer. J'aime pas ça », et la représentation du mode de vie dans la rue est négative. Il y a désir de sortir de la rue, et des aspirations positives comme être préposée aux bénéficiaires et « ouvrir une maison pour les personnes qui ont besoin d'aide ». Pourquoi cette étape est-elle dite « illusion ».

Prenons les représentations de la participante qui sert d'exemple. Cette participante (5 ans d'instabilité résidentielle) a pour aspiration d'ouvrir une maison pour les gens dans le besoin. Mais le projet risque fort de ne pas la sortir de la rue. En effet, en parlant de son mode de vie, elle mentionne aider les gens, mais cette aide l'a déjà mis dans le trouble : « Je donne tout à tout le monde. J'ai rien. Pis en plus de ça ils profitent de moi ». En continuant d'aider les autres itinérants, elle risque ainsi de perpétuer son mode de vie actuel et de ne pas vraiment s'en sortir. Son projet serait une illusion car il a pour effet de ne pas changer la situation.

La troisième étape. Illustrée par la phrase *Quand t'es itinérant*, cette étape décrit une problématique de la recherche d'une « identité de soi »²⁷. Elle regroupe des participantes qui ont un long passé itinérant. Le milieu de vie est décrit comme une épreuve : « Parce que t'es dans la rue, c'est une survie ... c'est pas cool d'être dans la rue ... c'est déjà l'enfer ici ». « J'suis pu capable, ça me rend malade » (Pascale). La représentation de ce mode de vie est

²⁴ Elle se divise en deux sous-groupes reflétant deux positions vis-à-vis la sortie de la rue. La position « En sortir » désigne un projet de quitter ce style de vie. Par exemple, Lynda qui vit depuis 7 mois de l'instabilité résidentielle ne supporte pas ce mode de vie. « ça me fait chier moi j'aime vraiment pas ça ». Elle dévalorise son style de vie estimant qu'il a un impact négatif sur ses activités, ses intérêts, ses émotions, ses compétences, etc. Elle a pour aspiration future de retourner à l'école (elle a un sec. IV) car elle « ne veux pas être sur le B.S. toute sa vie ». Enceinte de sept mois, elle est préoccupée par ce que va faire la DPJ dans le cas de son bébé à venir, espérant le garder et se consacrer à son rôle de mère « Je vais tout faire pour que cela n'arrive pas » (se faire enlever l'enfant). Cette position représente les personnes itinérantes en début de carrière, soit celles qui connaissent un épisode transitionnel et se sortent de la rue après une brève période de temps. Dans la suite du texte, nous ne les incluons pas dans la démonstration, ne retenant que les perceptions des sept autres participantes qui s'inscrivent dans un processus de carrière à long terme dans l'itinérance (leur temps minimal dans la rue étant déjà de deux ans au moment de l'entrevue).

²⁵ Style de vie du modèle de L'Écuyer.

²⁶ La représentation est qualifiée de positive, non pas parce que les participantes font l'éloge de leur style de vie ou parce qu'elles affirment avoir délibérément choisi de vivre dans la rue, mais bien parce que ces dernières décrivent leur condition de vie actuelle comme étant satisfaisante.

²⁷ L'identité de soi est la caractéristique psychique la plus profonde du soi personnel (L'Écuyer, 1994, p. 54). Elle reflète la conscience d'être et d'exister de la personne.

- 44 - négative et il y a désir de sortir de la rue. Les aspirations concernent « d’avoir une vie stable. Tu sais d’avoir un chum, un petit logement, tu sais avoir un petit travail » ou être en thérapie. Leur caractéristique commune est que, malgré ces représentations, et après toutes ces années, elles sont encore dans la rue.

5.1.2 La dissonance cognitive par étape

Si on examine attentivement les représentations de soi que nous venons de décrire, nous constaterons qu’il y a des contradictions entre ces représentations, parfois manifestes, parfois en filigrane. À chaque étape apparaît en effet une dissonance cognitive entre certaines représentations, dissonance que chaque participante cherche à résoudre par la recherche de sens (cf. le tableau 4). Examinons chaque étape.

Tableau 3
Les composantes de la dissonance cognitive

	Étape 1 « Je suis dans la rue » (Ne pas bouger)	Étape 2 S’illusionner	Étape 3 « Quand t’es itinérante »
Participant	Renée, Jeannine et Francine	Christine	Axelle, Florence et Pascale
Conditions difficiles	oui	oui	oui
Représentation de la rue	positive	négative	négative
Présence d’aspirations	oui	oui	oui
Désir de sortir de la rue	non	oui	oui

Dans la première étape, les participantes reconnaissent que leurs conditions de vie sont difficiles tout en ayant à la fois une représentation positive du style de vie, ne pas avoir le désir d’en sortir, et des aspirations positives dans le futur. Comment résoudre les contradictions (dissonance cognitive) suivantes: reconnaître à la fois que les conditions de vie sont difficiles et avoir une représentation positive de ce mode de vie ; se percevoir dans le futur hors de l’itinérance et ne pas désirer en sortir pour le moment?

Dans l’étape *intermédiaire*, la participante reconnaît aussi que ses conditions de vie sont difficiles. Mais sa représentation du mode de vie négative. Elle a de plus le désir d’en sortir, et ses aspirations dans le futur sont positives. Comme les représentations sont congruentes entre elles, où est la dissonance cognitive ? Moins apparente que dans l’étape précédente, elle réside dans l’ambivalence sous-jacente vis-à-vis la sortie. En effet, même si la participante type dit vouloir sortir de la rue, son aspiration est celle d’ouvrir une maison de thérapie qui, manifestement, ne lui permettra pas de sortir de la rue dans un futur immédiat, ou en retardera le moment comme nous l’avons vu précédemment. La dissonance cognitive est de

- 45 - dire tout haut « je veux m'en sortir » tout en résistant à la sortie de la rue ou n'élaborant pas de projet viable à court terme pour ce faire.

Dans la *troisième étape*, on retrouve les mêmes caractéristiques sauf que les participantes ont un période plus prolongée dans l'itinérance et qu'elles sont plus âgées. La dissonance cognitive réside aussi dans le fait de manifester le désir de sortir de la rue tout en n'élaborant pas ou n'ayant pas élaboré à ce jour de projet réaliste à court terme. On retrouve l'illusion de l'étape précédente, mais vu l'âge et le temps passé dans la rue, cette illusion est de moins en moins illusoire comme le démontrera la solution choisie pour résoudre la dissonance cognitive.

La question qui se pose à la suite de cette description est la suivante : comment les participantes résolvent-elles cette dissonance ? Autrement dit, comment donner sens à des représentations de soi contradictoires, en disharmonie entre elles ?

5.1.3 Solution de la dissonance cognitive

Comment les participantes vont-elles résoudre cette dissonance ? Par la recherche de sens. Les participantes de la première étape expliquent que leur épisode itinérant est un passage obligé par lequel elles doivent passer pour accéder à quelque chose d'autre. « si je suis dans la rue c'est peut-être parce que j'ai des choses à travailler « pour l'instant je veux juste apprendre à être plus responsable ». Elles donnent ainsi un sens à la disharmonie de leurs représentations.

Dans la deuxième étape, dite intermédiaire, c'est un entre-deux. L'itinérance est assez prolongée (5 ans) de sorte que la réponse « passage obligé » perd progressivement de son sens. On va parler plutôt de caractère contraignant du mode de vie. Par exemple, Christine dit « je suis pas matérialiste... J'ai rien là. Pis avant ok, j'avais des choses.... Il faut que je reviens comme j'étais avant. C'était pas comme ça. Je pouvais faire mes affaires avant pis tout. Là je suis rendue je fais plus rien ... Je trouve tout c'est une grosse montagne ». Autrement dit, la participante ne se réalise pas dans ce mode de vie. Elle se retrouve dans "une sorte d'autisme social dont à la longue, il devient de plus en plus difficile de sortir" (Boulte, 1995, 49). D'ailleurs, elle a pour aspiration d'investissement éventuel dans le milieu de l'itinérance (« ouvrir une maison pour les personnes qui ont besoin d'aide ») qui entraînerait une identification à ce milieu. Ces deux indices vont dans le sens de la troisième étape.

Tableau 4
Le conflit par étape

		Étape 1 « Je suis dans la rue » (Ne pas bouger)	Étape 2 S'illusionner	Étape 3 « Quand t'es itinérante »	
Pourquoi ce milieu est-il difficile?			Caractère contraignant		Caractère contraignant
Pourquoi suis-je dans ce milieu?	Je vis un passage obligé		Pas de réponse	Pas de réponse	Je suis itinérante

En effet, dans cette troisième étape, le temps dans l'itinérance est prolongé rendant peu crédible pour les personnes le sens du « passage obligé ». Le milieu de vie est plutôt envisagé sous l'aspect des contraintes qu'il impose. Par exemple, l'une des participantes dit « je me sens ligotée, attaché, étouffée » référant à un sentiment d'impasse, etc.

Où trouver alors la solution à la dissonance cognitive? Dans un questionnaire sur l'« identité de soi » selon les termes du modèle expérientiel-développemental. Comment se présente ce questionnaire ? Deux positions se dégagent : le conflit et l'acceptation.

Le premier est celui du *conflit* suscité par l'adoption de cette représentation de soi itinérante. Par exemple, Florence refuse de se reconnaître itinérante. « la situation dans laquelle je vis aujourd'hui, oui ça en est de l'itinérance. Sauf que pour moi, esprit j'aime pas ce mot-là pis je fite pas dans le décor non plus. Je préfère esprit être la gitane, être la bohémienne, la gypsie ». Durant la majeure partie de sa vie adulte, elle pouvait rationaliser son « identité de soi » comme celle d'une bohémienne à cause de ses compétences. Mais depuis cinq ans, sa situation lui renvoie l'image d'une itinérante au sens de sans abri. « Maintenant la magie ne fonctionne plus car » « Complètement brûlée » « de 50 à 55, c'est même pu vivre au jour le jour, c'est survivre au jour le jour ». Son conflit est le suivant : ne pas accepter l'identité abstraite « itinérante » tout en sachant que « la magie ne fonctionne plus » et qu'elle ne peut se soustraire à ce mode de vie. Elle est piégée. Elle doit maintenant faire face à une situation qui nécessite une transformation majeure d'elle-même, et l'acquisition de nouvelles compétences. Elle s'en sent possiblement incapable. Autrement dit, ce qu'elle a fui toute sa vie l'a rattrapée : elle était une itinérante déguisée, identité qu'elle se refuse encore à intégrer dans son soi, mais de plus en plus difficilement.

La deuxième position, l'*acceptation* de « l'identité de soi » itinérante, est illustrée par Pascale (19 ans d'instabilité résidentielle). Bénévole dans un centre pour itinérants, elle dit d'elle-même « Quand t'es itinérant », et se définit par une activité : le travail bénévole dans le milieu des sans abri. Tout en lui apportant valorisation (« tsé que c'est plus valorisant pour la personne qui le fait que pour celui qui le reçoit »), ce rôle « l'aide beaucoup ça ... j'suis moins malade ». Malgré qu'elle juge très négativement ce mode de vie, elle s'y est adaptée et

- 47 - intégrée au point où elle fait de cette « identité abstraite » un élément central de sa représentation de soi.

Conclusion

Comme nous avons pu le voir, les personnes itinérantes ne peuvent vivre dans le non sens, surtout par rapport à des représentations de soi contradictoires entre elles. Elles sentent le besoin de réconcilier ces représentations en disharmonie par la recherche de sens. La solution qu'elles trouvent est fonction de l'âge et du temps passé dans l'itinérance. Chez les itinérantes plus jeunes et dans la rue depuis deux ans au moins, le sens se rapporte à une rationalisation de la survivance sans remettre en question l'identité de la personne. Mais plus les années passent, plus la question de la survivance en devient une d'identité, c'est-à-dire se rapprochant « de la conscience d'être et d'exister de la personne ». En effet, plus les personnes vieillissent et plus le temps dans la rue se prolonge, plus la problématique de la survivance perd de son importance pour être remplacée par celle de se définir. Qui suis-je pour vivre dans de telles conditions ?

Finalement, nous avons aussi pu constater que cette quête de sens s'imposait à cause de l'antinomie entre l'évaluation négative des conditions de ce mode de vie et les aspirations qui dénotent un désir de vivre des conditions de vie différentes aux plans matériel, affectif et social (Lucchini, 2001). La disharmonie que crée la relation entre ces deux représentations oblige à donner un sens à ce qui apparaît ne pas avoir de sens.

Mais une question demeure : est-ce que se représenter comme itinérant est un obstacle à une sortie de la rue ou n'est-ce pas plutôt une réponse au constat qu'il est de plus en plus difficile de satisfaire ses trois besoins de base (matériel, affectif et social) hors du milieu de l'itinérance ?

Références

- Auerswald, C.L., Eyre, S.L., 2002, Youth homelessness in San Francisco : A life cycle approach, *Social Science and Medicine*, 54, 1497-1512.
- Beckmann, Murray, R., 1996a, The Lived Experience of Homeless Men, *Journal of Psychosocial Nursing*, 34, no. 8, 16-22;
- Beckman, Murray, R., 1996b, Stressors and Coping Strategies of Homeless Men, *Journal of Psychosocial Nursing*, 34, 18-23
- Bergier, B., 1996, *Les affranchis : parcours de réinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Boulte, P., 1995, *Individus en friche*, Desclée de Brouwer, Bruxelles.
- Boydell, K.M., Goering, P., Morell-Bellai, T. L., 2000, Narratives of Identity: Representation of Self in People Who Are Homeless, *Qualitative Health Research*, vol. 10, no. 1, 26-38
- Breakwell, G.M., 1983, *Threatened Identities*, John Wiley, N.Y.
- Buckner, J.C., Bassuk, E.L., Zima, B.T. 1993, Mental health issues affecting homeless women: implications for intervention, *American Journal of Orthopsychiatry*, 63, 385-399

Chamberlain, C., Johnson, G., 2003, The Development of Prevention and Early Intervention Services for Homeless Youth: Intervening Successfully (<http://www.ahuri.edu.au/publications/projects/p30156>).

Cohen, C.I., Sokolovsky, J., 1989, *Old Men of the Bowery, Strategies for Survival Among the Homeless*, The Guilford Press, N.Y.

Cohen, C.I., Teresi, J., Homes, D., Roth, E., 1988, Survival Strategies of Older Homeless Men, *The Gerontologist*, 28, no. 1, 58-65.

Colombo, A., 2003, La sortie de la rue des jeunes à Montréal : processus ou objectif d'intervention ? », *Nouvelles pratiques sociale., Une pragmatique de la théorie*, vol. 16(2).

Crockner, J., Major, B., 1989, Social Stigma and Self-Esteem: The self-Protective Properties of Stigma, *Psychological Review*, 96, no. 4, 608-630; 1993, Mental health issues affecting homeless women: implications for intervention, *American Journal of Orthopsychiatry*, 63, 385-399

Doorn, L. V., 2006, Perception of Time and Space of (Former) Homeless People, *Journal of Human Behaviour in the Social Environment*, (sous presse)

Farge, B.D., 1989, homeless Women and Freedom of Choice, *Canadian Journal of Community Mental Health*, 8, no. 1, 135-145

Farrington, A., Robinson, W.P., 1999, Homelessness and Strategies of Identity Maintenance: A Participant Observation Study, *Journal of Community Applied Social Psychology*, 9, 175-194

Fournier, L., Mercier, C., 1996, *Sans domicile fixe. Au-delà du stéréotype*, Méridien, Montréal.

Gounis, K., 1992, The Manufacture of Dependency: Shelterization Revisited, *New England Journal of Public Policy*, vol. 8(1), 685-693

Grunberg, J., Eagle, P.F., 1990, Shelterization : How the Homeless Adapt to Shelter Living, *Hospital and Community Psychiatry*, 41, no. 5, 521-525.

Hagan, J., McCarthy, B., 1997, *On the Street : Street Youth and Crime*, Cambridge, Cambridge University Press.

Hogg, M.A, Abrams, D., 1988, *Social Identifications: Social Psychology of Intergroup Relations and Group Processes*, Routledge, London, 6-30.

Karabanow, J., Clement, P., Carson, A., Crane, K., 2005, Sortir de la rue: Explorer les stratégies utilisées par les jeunes Canadiens pour abandonner la vie dans la rue (www.homelessness.gc.ca/research/projects/docs/gos_f.pdf).

Koegel, P., 1987, Ethnographic perspectives on homeless and homeless mentally ill women cite par Buckner, J.C., Bassuk, E.L., Zima, 1993, Mental health issues affecting homeless women: implications for intervention, *American Journal of Orthopsychiatry*, 63, 385-399

Kuhlman, T.L., 1994, *Psychology on the Streets, Mental Health Practice with Homeless Persons*, John Wiley, N.Y.

L'Écuyer, R., 1978, *Le concept de soi*, PUF, Paris

L'Écuyer, R., 1990, *Méthodologie de l'analyse développementale de contenu, méthode GPS et concept de soi*, PUQ, Sillery

L'Écuyer, R., 1994, *Le développement du concept de soi de l'enfance à la vieillesse*, PUM, Montréal.

Lanzarini, C., 2000, *Survivre dans le monde sous-prolétaire*, PUF, Paris.

Lovell, A.M., 1997, The City is my Mother, Narratives of Schizophrenia and Homelessness, *American Anthropologist*, 99, no. 2, 355-368

Lovell, A.M., 2000, Les fictions de soi-même ou les délires identificatoires dans la rue in Ehrenberg, A., Lovell, A.M., eds, *La maladie mentale en mutation*, Jacob, Paris, 127-160

Lucchini, R., 1998, L'enfant de la rue : réalité complexe et discours réducteurs, *Déviance et Société*, 22, no. 4, 347-366.

Lucchini, R., 2001, Carrière, identité et sortie de la rue: le cas de l'enfant de la rue, *Déviance et Société*, 25, no 1, 75-97

Martin, M.A., 1982, *Strategies of Adaptation; Coping Patterns of the Urban Transient*, Unpublished Dissertation, Columbia University, New York.

Moneyham, L., Connor, A., 1995, The Road In and Out of Homelessness : Perceptions of recovering Substance Abusers, *J. Assoc. Nurses AIDS Care*, Vol. 6(5), 11-19.

Ray, J., 1993, Survival Methods of Young Street Mothers, *Child and Adolescent Social Work Journal*, 10, no. 3, 189-205.

Santé Québec, 1998, Dénombrement de la clientèle itinérante dans les centres d'hébergement, les soupes populaires et les centres de jour des villes de Montréal et de Québec 1996-1997.

Sheriff, T. et al. (1999). *Le trip de la rue. Parcours initiatiques des jeunes de la rue*, Beauport, Centre jeunesse de Québec.

Snow, D.A., Anderson, L., 1988, Identity Work among the Homeless : The Verbal Construction and Avowal of Personal Identities, *American Journal of Sociology*, 92, no. 6, 1336-1371

Snow, D.A., Anderson, L., 1993, *Down on their luck : a study of homeless street people*, Berkeley, University of California

Vexliard, A., 1950, Le clochard. Les phases de la désocialisation, *L'évolution psychiatrique*, 4, 619-639.

Vexliard, A., 1957, *Le clochard. Étude de psychologie sociale*, Desclée de Brouwer, Paris.

Chronique de la mise en route d'un conseil de vie sociale dans un contexte de crise

Directrice Adjointe, SOS Relais (Lyon)

Introduction

La loi 2002-2 a redéfini les relations entre les pouvoirs publics et les gestionnaires d'établissements médico-sociaux et en même temps les relations entre les équipes et les accueillis. Comme pour les malades en mars 2002, la loi renforce le droit aux personnes accueillies et prévoit la mise en oeuvre d'un certain nombre d'instruments pour leur concrétisation. Le CVS est une illustration de ces instances participatives. Si le CVS n'est pas mis en place, il peut être institué un groupe d'expression. Ils ont fonction de légitimer la notion de débat entre les aidants et les aidés et touchent toutes les questions ayant trait à la vie quotidienne de la structure, au règlement de fonctionnement, au projet d'établissement, à l'entretien des locaux.

A partir de l'expérience que j'ai menée dans l'association du **Relais SOS**, mon propos de ce matin est de vous amener à regarder ce qui se passe autour d'un **CVS** en essayant de répondre à deux questions.

- 1 - Comment le CVS rend visible l'apprentissage du vivre ensemble entre des SDF et une équipe d'aidants?
- 2 - Qu'est ce que ce « donné à voir » soulève comme questionnement?

Le sens du vivre ensemble pour les exclus

Ce n'est pas le conseil de vie sociale à lui tout seul qui produit la magie du vivre ensemble, mais ce moment privilégié a la particularité de laisser réapparaître, de mettre en scène, et donc en lumière, des personnes inscrites dans un processus d'exclusion avec pour décor la vie quotidienne d'une maison d'accueil de jour, c'est à dire des interactions, des rencontres, des échanges, des désaccords vécus, portés par des salariés, et par des bénévoles.. Je pourrais dire par d'autres hommes et d'autres femmes, des retraités, des jeunes actifs, des chefs, des stagiaires... en quelque sorte des citoyens.

Mais le CVS, espace de liberté à prendre, peut jouer un rôle de régulateur... d'amplificateur, Si à coté de ce moment privilégié, l'organisation quotidienne pour le vivre ensemble existe déjà. Je me permettrai de vous témoigner, comment sur plusieurs années, même avec des équipes différentes, nous avons construit une organisation sociale pour le vivre ensemble autour du SDF. Elle s'appuie sur 4 points caractéristiques.

- 1 - Avoir une culture partagée, parmi tous les membres de l'équipe. Cette manière de

- 51 - voir s'acquiert et se véhicule par 3 temps de régulation au quotidien, pour parler de son vécu pour poser ses émotions, pour parler de ses étonnements, de sa peur. Comprendre « les choses de la vie quotidienne »... et en donner un sens.

2 - Fonctionnement transversal

Tout est important : la remise d'une serviette pour se laver, comme l'argent du RMI pour faire son budget... Il n'y a pas de tâches nobles et de tâches subalternes. Dans cet esprit, tout le monde participe à toutes les tâches... bénévoles comme salariés, ces derniers étant des personnes ressources avec une spécificité que cela suppose: que tout le monde « se décale », de la représentation « normative » que l'on peut avoir d'une association ou d'une bénévole.

3 - Les cadres forment un rôle parental

Ils sont donc très impliqués dans le fonctionnement de la maison et doivent garantir la sécurité de l'ensemble.

Le rôle du psychiatre: le paysagiste de l'âme est celui qui apporte une nouvelle paire de lunettes afin de regarder l'autre différemment.

Le contexte:

Mette en place un conseil de vie sociale est pour une direction une prise de risques, puisque vous vous présentez face à 60-80 S.d.F. Les mains nues, pas de micro, pas de bureau...vous n'avez que votre légitimité comme atout et votre improvisation. Vous sentez tout de suite que rien ne peut être imposé. Vous sentez la force de ce groupe, de cette puissance. Je ne suis pas sûre qu'ils en ont conscience, mais c'est un exercice de vérité où vous ne pouvez pas tricher... car les SDF ne sont ni dans le conformisme ni dans la langue de bois. N'oublions pas que chacun a le droit à l'expression pour dire ce qui le fâche, le contrarie, l'exaspère, et ceci de part et d'autre. Il m'est arrivé d'aborder des comportements que je considère comme inadmissible comme des vols ou des violences... Peut être que la force de la vérité passe par l'expression de ses tripes!...

Comme tous les directeurs, je connaissais l'obligation de la mise en place du CVS, mais je connaissais aussi la difficulté d'intéresser les SDF, et leur facilité à fuir et à disparaître.

Mais, en mai 2005, une crise institutionnelle a commencé ; la disparition totale de la structure était à l'ordre du jour. Pour ne pas me laisser envahir par un mouvement de dépression et pour pousser l'équipe à rester « pro », j'ai proposé de mettre en place, à ce moment-là, le CVS... pour ne pas mourir. Bien sûr, j'ai entendu des résistances, l'approche des grandes vacances: « on en fait déjà assez »... Mais les personnes qui me connaissent savent que je peux être très déterminée dans les moments graves. Il me paraissait primordial de nous remettre en lien, au plus profond de nous-mêmes, avec notre mission, c'est-à-dire l'accueil... et de prendre le risque de remettre notre pratique en question.

- 52 - La production du conseil de vie sociale

A - Le vivre ensemble autour de l'avenir de l'association

Disparition - fusion - peur... « ici c'est notre maison »... Le CVS a permis de ne pas être dans le déni des craintes de tout à chacun. Ce partage d'une tristesse commune a permis davantage de tolérance des SDF vis à vis de l'équipe comme s'ils voulaient nous protéger.

La prise de conscience que l'association n'est pas seule, qu'elle dépend de financeurs... qu'il y a un CA, le souhait de rencontrer le préfet, le maire, réaction somme tout digne de tout citoyen...

La rencontre avec les sénateurs a été un grand moment de démocratie.

B- Le vivre ensemble en interne

Ont été abordés la notion de respect, comment on s'adresse aux femmes, l'ambivalence entre le respect du règlement intérieur et la consommation de l'alcool en interne, l'entretien des lieux collectifs comme les toilettes et les douches, pourquoi payer le repas...

« Comment peut-on faire confiance... ? On ne peut pas rester en bas. On ne demande pas le luxe, on demande le respect ».

Conclusion

Le conseil à la vie sociale, c'est l'aventure d'une équipe. Il lui faut un meneur qui a l'autorité d'amener l'écoute à 80-90 personnes, ce n'est pas simple... mais s'il n'y a pas de sécurité, il ne peut y avoir d'expression. L'expression est aussi possible parce qu'il n'y a pas d'enjeux prédéterminés... La démarche ici est de voir ce qui se passe et on avance à partir des vécus...

Ce qui est remarquable, c'est que ces moments révèlent des personnalités... des femmes pourtant minoritaires osent prendre la parole, parlent d'une manière authentique et sont toujours écoutées dans le silence. Le temps de la rencontre devient un temps de référence... « J'en parlerai la prochaine fois à la réunion ».

Lors du dernier CVS, les acteurs se sont répondus entre eux et ont réussi à faire des propositions concrètes.

Bref, on finit par oublier que ce sont des exclus, car à bien les écouter, ils ne nous parlent que de nous-mêmes.

Le conseil de vie sociale à Relais SOS

Geneviève Decrop

Sociologue (Lyon)

Introduction

L'exposé à deux voix que nous présentons dans cette journée, Odette Bourgey et moi-même, est dans un registre assez différent des autres communications. En premier lieu, il s'agit du début d'un travail de réflexion, que nous menons collectivement au sein d'un groupe constitué par des acteurs d'accueils de jour de la région Rhône-Alpes. Nous n'avons donc aucun résultat à communiquer, mais plutôt des descriptions, des interrogations et des pistes de recherche. En second lieu, nous ne nous intéressons pas ici aux parcours et aux épreuves d'individus à la rue, mais à la constitution de collectifs desquels ces individus peuvent être partie prenante. Notre point de vue ici est celui de possibles espaces communs, de mondes partagés. Odette Bourgey a présenté l'aventure du conseil de vie sociale dans l'histoire de l'institution Relais SOS, oeuvrant depuis vingt ans dans l'espace lyonnais en direction des personnes à la rue.

Dans cette histoire longue, le conseil de vie sociale n'occupe qu'une petite part, un peu plus d'un an, mais dans la période la plus mouvementée, celle d'une crise et d'une transformation.

De quoi s'agit-il ? D'un côté, il s'agit de répondre à une obligation légale, faite par la loi du 3 janvier 2002 : - « *Afin d'associer les personnes bénéficiaires des prestations au fonctionnement de l'établissement ou du service, il est institué soit un conseil de la vie sociale, soit d'autres formes de participation* » (art 10). De l'autre, c'est bien plus que cela, puisque cette disposition est très peu appliquée dans les accueils de jour où elle s'avère particulièrement difficile à mettre en œuvre. Non seulement ces structures ont affaire à un public difficile, mais il est de plus extrêmement volatile, à la différence de ce qui se passe dans les structures d'hébergement.

Or, le Relais décide de mettre en œuvre la loi, 2 ans après son entrée en vigueur, à un moment sans doute le plus difficile de son histoire. Sur la structure plane la menace de la faillite et de la fermeture, l'équipe est en proie au doute, à l'angoisse. Ce qui semble déjà presque impossible en temps ordinaire peut-il marcher dans les temps difficiles ?

L'équipe permanente prend un risque important, mais cependant elle prend le pari. C'est un pari sans réserve puisque dans de telles circonstances, il n'est pas possible de se livrer à un exercice purement formel. Les informations et les rumeurs circulent dans l'accueil de jour, l'inquiétude s'est largement diffusée ; il est impensable de ne pas parler au fond du sujet qui tourmente tout le monde. Relais SOS met donc en place son conseil de vie sociale, au moment en apparence le plus défavorable – et que se passe-t-il ?

Quelque chose que les membres de l'équipe auraient difficilement imaginé : les usagers se saisissent de la vie du Relais, de la question collective, du « vivre ensemble » comme dit

- 54 - Odette Bourgey, et il se dessine quelque chose comme un mouvement absolument improbable, inattendu de prise de responsabilité, qui s'exerce à plusieurs niveaux :

- les usagers veulent de l'information,
- ils souhaitent davantage de régulation de la vie collective et acceptent pour certains de s'y engager personnellement,
- ils entendent et prennent en charge dans une certaine mesure l'inquiétude de l'équipe de salariés,
- bref, ils se placent dans la perspective de l'avenir, ils veulent anticiper – faculté que les intervenants sociaux ont tendance à leur dénier – et ils apparaissent comme une partie prenante de l'institution, aux côtés des autres parties que sont l'équipe permanente, le CA, les financeurs.

Pendant toute la période de la crise, alors que d'importantes transformations sont en cours, le CVS se réunit une fois par mois et ne désemplit pas : entre 60 et 80 personnes, pendant 1h, 1h15. L'ordre du jour et la conduite des débats sont assurés par une personne (la directrice adjointe) qui jouit manifestement de la confiance générale : son autorité et sa légitimité ne sont pas à aucun moment contestées. Je n'ai constaté aucune agression verbale ad hominem durant ces séances, ni contre un salarié ou un bénévole, ni entre usagers. Ce qui ne veut pas dire que le registre de la revendication ou de la dénonciation ait été exclu des échanges. Au contraire, il y en a eu : portant sur les comportements de certains usagers, sur la situation générale faite aux exclus, sur certaines mesures prises par la maison²⁸. La description de ces réunions et de leur contenu fera l'objet de mon premier point.

A ce moment de son histoire, le Relais se présente aux yeux de l'observateur comme ce qu'il prétend être : une maison, un foyer et quelque chose comme une famille. Le conseil de vie sociale est en quelque sorte le marqueur de cette dimension de la pratique d'une institution, qui autrement resterait dans l'ombre, discrète, et non vue par les institutions financeuses ou de tutelle, ou même pour les partenaires au sens large.

Mais si c'est une famille, il s'agit d'une famille recomposée, ayant affaire aux plaies et déchirures de ses membres et à la violence que cela engendre. Une famille pauvre, qui doit bricoler et se débrouiller pour assurer sa survie économique. L'éclairage de ce soubassement de l'aventure du Conseil de vie sociale sera mon deuxième point.

1 - Quand on les associe au fonctionnement, que disent les usagers d'une maison d'accueil de jour ?

L'observation s'étend à 3 réunions sur une période de 7 mois (mars à septembre 2006), auxquelles s'ajoute l'observation d'autres types de réunions restreintes à des segments de l'institution et à des problèmes spécifiques.

Les échanges sont assez denses, sans temps mort. Il y a des silencieux, mais dans l'ensemble, la parole est assez répartie et la régulation fonctionne bien (le facteur décisif étant la forte légitimité de la personne qui anime, directrice adjointe, pilote de l'équipe sociale, la plus ancienne du Relais).

²⁸ Je mène, comme sociologue extérieure, une observation de ces réunions (et d'autres instances du Relais) depuis le mois de mars 2006.

- 55 - Les prises de parole et les échanges se répartissent dans quatre registres : les problèmes de vie collective dans la MAJ, le changement et la crise de l'institution, la question de la situation des usagers comme « exclus » dans l'environnement plus large (agglomération, voire société, des questions de société).

1.1 Vie collective

La présidente de séance ouvre toujours les débats en rappelant le pourquoi du CVS par rapport à la question du « vivre ensemble » et en évoquant des problèmes précis (qui peuvent être fâcheux, comme un vol sans effraction au Relais par ex) et en donnant les dernières informations concernant l'institution.

La régulation de la vie collective occupe la plus grande place : l'hygiène d'abord et à travers elle, la distinction entre les gens « qui se respectent » et ceux « qui ne se respectent pas », entre les SDF, comme personnes privées de domicile pour des raisons diverses, et les « clochards » ; très préoccupant également, la cuisine, les repas, la qualité de la nourriture ; puis la sécurité, la gestion de la violence au sein de maison. A la réunion du mois de septembre, la question de l'hygiène étant revenue sur le devant de la scène, un usager propose une prise en charge collective du problème par la constitution d'un groupe de surveillance. La proposition soumise au vote est adoptée et le groupe constitué avec 5 volontaires. La présidente propose une évaluation de l'expérience pour la réunion suivante.

1.2. La crise et le changement

Au vue des données de la situation financière de l'institution, les usagers proposent des démarches : manifester, rencontrer le préfet, les élus, aller au Conseil d'administration du Relais, à celui de Notre Dame des Sans Abri, association pressentie pour reprendre le Relais. Les usagers expriment leurs inquiétudes face à la gestion à venir de cette dernière, face à la perte de certains services. Deux groupes de travail ont été constitués à la suite de ces débats : l'un portant sur un texte à envoyer aux élus et au préfet, et l'autre sur la conception des futurs locaux.

1.3. La situation des gens à la rue dans le cadre plus large de la ville

Le fil des débats met en évidence l'ensemble des services disponibles sur la ville pour les gens à la rue, et la place spécifique qu'y occupe le Relais. Les usagers évoquent les effets prévisibles de la disparition éventuelle du Relais. L'inquiétude la plus récurrente porte sur les plages d'ouverture : le Relais est le seul accueil à ouvrir toute la journée en temps ordinaire, et à rester ouvert tout l'été. Les usagers reviennent sur la décision prise par la direction au début de cet été de fermer l'après-midi, et demandent à ce que l'on revienne à l'ancien horaire (la direction prend des engagements dans ce sens) ; ils reviennent également sur les fermetures pendant le week-end, décidées quelques années auparavant pour des raisons de restriction budgétaire.

1.4. Questions de société

Les débats débordent parfois de la vie du Relais, en direction des problèmes politiques du moment ou de questions de société. On évoque donc la crise du logement, les

- 56 - mouvements sociaux (en particulier au moment du CPE), le travail et le chômage, le caractère excluant de la société, la culture et l'histoire, etc....

En conclusion de ce premier point, il n'est pas inutile de replacer cette observation d'une institution particulière, dans la préoccupation du groupe de travail évoqué dans l'introduction. Celui-ci s'était mobilisé à partir de situations concrètes, et notamment justement celle du Relais SOS, en grande difficulté vis-à-vis de ses financeurs. Il s'agissait de poser les questions sous-jacentes à ces crises et de les élargir au milieu des intervenants concernés. Le groupe de travail a énoncé ainsi sa réflexion :

- concernant les SDF, la problématique centrale des politiques publiques, politiques d'urgence, est celle de la mise à l'abri la nuit, l'hiver. Selon la formule proposée au groupe par Pierre Vidal-Naquet : « le jour n'est pas à l'ordre du jour » - et par contrecoup, les institutions en charge du jour sont les parents pauvres du dispositif d'urgence.
- Si les Accueils de jour sont au cœur de la réflexion, il faut veiller à ne pas se laisser happer par les approches institutionnelles qui mettraient la structure et sa pérennisation au centre au détriment des usagers. Le groupe s'efforce de ne pas perdre de vue la question initiale : « si les AJ disparaissaient, à qui manqueraient-ils ? »

On constate, à l'écoute du CVS, que si le jour n'est pas à l'ordre du jour des institutions, par contre c'est un souci très fort des grands précaires (qu'ils soient SDF, logés en foyer d'urgence, ou même en logements autonomes). Les propos sont clairs :

« Si le Relais ferme et qu'on est dehors, on va péter les plombs, on va devenir fou, déjà qu'on est déjà fou, ça va être pire ... il va falloir ouvrir des prisons et ça va coûter plus cher ! »

« Je pose une question : quand toutes les structures d'hiver vont fermer, ils vont tous se retrouver dans la rue... Ils vont faire quoi à part boire pour oublier la misère ? »

« Je profite de ce qu'il y a la représentante de la Région pour qu'ils comprennent que la galère ne s'arrête pas à 5h du soir. Il faudrait penser le Relais par rapport aux besoins des gens et non par rapport au travail des salariés ... les horaires de la journée et les week-end, c'est calqué sur le monde du travail ... »

Ces propos donnent la mesure de l'importance que peut revêtir une structure d'accueil de jour. Mais au-delà du service minimum obligatoire rendu, il y a une grande hétérogénéité dans les AJ et des pratiques très différentes selon les structures, selon les lieux (dans les grandes agglomérations, dans les villes moyennes, les petites villes en milieu rural), mais il y a peu d'enquêtes sur le sujet. On s'est très peu préoccupé de savoir ce qui se passait le jour dans la rue pour les gens à la rue. Or si les SDF ne sont pas tous des « sans-abri », ils ont ce point commun d'être livrés, exposés à l'espace public le jour. Les accueils de jour représentent une *sortie de la rue*, au sens le plus étroit, le plus prosaïque : ils offrent un refuge

- 57 - aux SDF contre la vie diurne de la ville : ce peut être une simple halte « fonctionnelle », ce peut être plus, dans la visée d'un accompagnement vers la sortie de la rue au sens fort.

Notre proposition est alors de faire une lecture du conseil de vie sociale dans la perspective de cet investissement du jour. L'expérience du CVS s'inscrit dans l'histoire longue du Relais et dans la continuité de ses missions telles qu'il les a pensées et construites. Le conseil de vie sociale est l'expression visible du « vivre ensemble » dont le Relais a fait sa philosophie, mais il est porté par un dispositif organisé selon plusieurs dimensions.

2 - Le Relais SOS, une économie sociale ramifiée et en partie invisible

Plus précisément, le Relais se présente comme un espace commun, un monde partagé par des acteurs sociaux très différents les uns des autres et qui le « co-construisent », ce monde commun est une sorte de nœud, au cœur d'une constellation de réseaux d'activités (et donc d'acteurs) là encore de nature et de fonction très diverses. C'est ce que je vais tenter de décrire brièvement

2.1. Un monde partagé entre des acteurs sociaux, parties prenantes

Il y a les accueillants et les accueillis, mais du côté accueil, on a une équipe de professionnels qui se répartit entre salariés et bénévoles. Chacun est identifié dans des compétences, mais il n'y a pas de tâches réservées aux salariés et de tâches réservées aux bénévoles. Il y a donc association pour accomplir les missions de l'AJ de profils, de parcours, de cultures, d'intérêts différents. Du côté accueillis aussi, puisque la pédagogie du Relais fait se côtoyer des gens dans des statuts différents : du simple usager de la Maison d'accueil de jour (sans autre contrainte que le respect du règlement intérieur), aux gens en contrat d'insertion, eux-mêmes distingués entre contrat d'adaptation et contrat d'insertion (distinction pas neutre). Sur le plan de profils des usagers, cela va de la personne récemment à la rue qui garde nombre de traits de son insertion antérieure, au grand clochard proche de l'incurie, avec toute la palette intermédiaire. Et puis, il y a le conseil d'administration puisque le Relais est une association Loi 1901, dans lequel on va retrouver des bénévoles permanents de la structure et des administrateurs purs.

2.2 Cette diversité se traduit dans l'organisation du temps et de l'espace,

puisque le Relais a trois fonctions bien distinctes, repérables dans l'organisation des locaux : l'accueil de jour « inconditionnel » au sens, non pas d'une absence de tri du public, mais au sens où l'usager ne souscrit que l'engagement de respecter le règlement de vie collective du lieu : c'est la « maison d'accueil de jour » (MAJ), une grande salle, avec la cuisine attenante, cheminée, tables et chaises, télé et les services fonctionnels distribués autour : douche, linge, consigne. Au-delà dans une aile du bâtiment, avec un accès distinct à la rue, il y a les bureaux, siège de la fonction d'orientation et d'accompagnement (suivi RMI, accompagnement logement etc.). Dans une autre partie, et occupant deux niveaux, il y a les ateliers : récupération, réparation, etc. : lieu de resocialisation et de reconstruction de soi.

Les locaux sont vétustes, hors normes, mais ils ont cette capacité étonnante, de permettre une disposition spatiale de ces fonctions, reflétant au plus près la volonté pédagogique de l'équipe : la MAJ est de plain pied avec la rue, les deux autres parties, orientation et ateliers s'embranchent directement sur la MAJ, comme si elles en formaient la coulisse, mais chacune a son accès indépendant sur la rue. La cuisine a une place stratégique, à côté de la porte d'entrée de la MAJ.

Il y a encore un autre local, dans un autre quartier : le magasin, une friche industrielle, très vaste où se vendent les produits des ateliers - foule hétéroclite d'objets, vêtements triés, livres etc. Le magasin a le statut d'un atelier, avec ses permanents bénévoles et salariés, ses travailleurs en contrat d'insertion, et puis, ses fournisseurs (donateurs) et ses clients. Il est le maillon central autour duquel se construit le Relais comme économie sociale.

2.3. Une économie sociale, en partie immergée

On la voit bien depuis le point de vue qu'offre le magasin. Il est un peu comme un nœud ferroviaire à partir duquel partent en étoile un réseau de lignes sur lesquelles on peut circuler dans les deux sens.

Prenons les clients, par exemple (mais on pourrait prendre les donateurs) : il y a les clients venus de la MAJ, avec les travailleurs sociaux du siège, ils ont retrouvé un logement et ils viennent ici l'équiper, ou bien ils viennent juste s'habiller ; il y a les clients du quartier – en fait, ils viennent autant pour acheter que pour rencontrer des gens, bavarder, sortir de chez eux (le magasin fait fonction de la maison de quartier pour beaucoup d'isolés et de mères de famille modestes) ; il y a les jeunes ménages et les anciens jeunes ménages qui viennent d'acquérir leur logement, dans lequel ils ont mis toutes leurs économies et qui veulent s'équiper à peu de frais. Ceux-là plus tard, parvenus à plus d'aisance, seront d'excellents donateurs-fournisseurs ; puis il y a tous les revendeurs : ceux qui viennent s'approvisionner pour alimenter les marchés à la sauvette de la ville, jusqu'aux retraités qui complètent une retraite trop maigre en faisant les bouquinistes sur les quais. Et puis, il y a les associations caritatives ...

Cela fait beaucoup de fonctions qui ne sont pas annoncées en tant que telles aux financeurs, qui ne font pas partie de la communication du Relais, mais qui relient ensemble des gens et des réseaux qui n'ont d'autres liens entre eux que le Relais.

J'ai décrit le magasin, mais on pourrait décrire la même complexité et la même diversité en prenant la cuisine. On trouverait aussi là ces mêmes activités de récupération, recyclage, tri, transactions multiples plus ou moins affichées, pour certaines encouragées, pour certaines tolérées, plus ou moins discutées (par exemple, comment les produits faits, en limite de vente, récupérées au magasin Carrefour peuvent nourrir des squatteurs, au terme d'une chaîne compliquée, où s'associent des compétences, de l'ingéniosité et beaucoup d'énergie).

En un mot, et c'est le sens de cette description, le Relais fait société. C'est un dispositif à fabriquer de l'association entre des gens très divers. Et cette diversité frappe, tout comme cette capacité à associer. On est loin de la vision courante de la grande exclusion et de ses institutions : des escouades de gens dévoués et désincarnés tendant la main à des exclus totalement dés-insérer.

Le Relais fait société, cela ne veut pas dire qu'il offre un ensemble harmonieux. Il brasse de la différence, donc de la friction possible, donc un potentiel de violence. Mais il met en œuvre des régulations dont la description dépasse l'objet de cet exposé. Le point important à souligner, au regard du thème de la rencontre d'aujourd'hui, est que le Relais SOS offre des possibilités de réaffiliation des personnes à la rue – pendant leur séjour à la rue – qui ne sont perçues et valorisées en tant que tel ni par le travail social, ni par les organismes de tutelle, ni par les collectivités locales concernées. A tel point que ces dernières ont contraint le Relais à fermer successivement le magasin, les ateliers, puis la cuisine, pour des raisons budgétaires.

L'observation du fonctionnement du conseil de vie sociale a été l'occasion de mettre en évidence ces dimensions cachées d'un accueil de jour pour personnes sans abri. Mais ce conseil de vie sociale s'est révélé, en lui-même, une entreprise assez hasardeuse, où l'équipe de travailleurs sociaux a accepté de prendre un risque : ouvrir un espace pluraliste de parole à un moment où la tentation du repli était forte. Elle a accepté ce faisant de se dessaisir d'une part de son pouvoir et le résultat a dépassé ses espérances. On peut faire des hypothèses variées sur les « conditions de félicité » de l'expérience – le débat qui a fait suite à la communication en a avancé de fructueuses. A ce stade de notre réflexion, il semble qu'on peut creuser dans la direction suivante : l'expérience a été réussie parce qu'elle a articulé une disposition légale et un moment particulier. La disposition légale signifie la citoyenneté des individus et en tant que tel pointe vers le droit commun, tandis que le moment choisi fait signe vers le singulier, en l'espèce une conjoncture dont il appartenait aux acteurs et à eux seuls de discerner les potentialités et de s'en saisir.

Débat

Gladys Mondière/ Le débat est ouvert...

Martine Buhrig/ Socio anthropologue et responsable des accueils de jour du Foyer Notre Dame des Sans-abri et aussi dans le collectif dont parle Geneviève et avec Odette.

C'est effectivement un tournant pour les accueils de jour de travailler dans la dynamique de ce que Geneviève appelle les espaces communs et les mondes partagés et de s'appuyer sur la participation des usagers. Dans le cadre des cafés paroles que nous avons développés dans les accueils de jour depuis six mois autour de l'expression des personnes sans-abri sur les droits de l'homme, je voudrais faire mention d'une parole d'une femme : une femme de 33 ans qui vit avec deux chiens dans un camion et qui vient se laver, fréquente les accueils de jour à Villefranche. Cette femme se définissait ainsi : *je suis caractérielle*. Qu'est-ce que ça veut dire ? Elle explique en disant : *je suis une femme forte et c'est ce que la rue m'a appris. J'ai eu besoin à un moment donné de m'affirmer en tant que femme*.

C'est une femme aussi qui se définit comme étant instable. On sent derrière tout le langage des travailleurs sociaux incorporé dans la manière dont elle se définit. Elle explique qu'ayant eu des ruptures avec sa famille, la vie à la rue pour elle, c'est véritablement vivre dans une famille à la rue comme les membres d'une famille et elle met en avant que les grandes valeurs de la rue, c'est la solidarité et le partage (en développant ce que veut dire le partage et quelles sont les limites quand effectivement, on ne se situe pas en tant que personne à la rue ; dans ce partage-là, on masque un certain nombre de choses). C'est une femme aussi qui s'est fait tatouer un indien, mais un indien, comme elle le dit, qui a ses particularités : il regarde dans son dos. La plupart des tatouages sont vus pour être vus par devant. Mais là, c'est le contraire. Pourquoi ? Parce que cet indien-là va la protéger des dangers qui viennent par derrière. Elle explique aussi la vie dans la rue (surtout quand on est une femme), qu'il y a toute une compétence qu'elle a pu acquise au fil des années, puisqu'elle vit dans la rue depuis 5/6 ans déjà, qui est celle de passer du passage à l'acte violent à un positionnement de paroles quand la violence commence à gagner dans les groupes, et qu'elle définit ainsi son rôle de femme.

Pour relater ce positionnement identitaire de cette jeune femme : cette jeune femme relève une chose que Pierre Vidal-Naquet a beaucoup travaillé, c'est que la plupart des femmes qu'elle a rencontrées dans la rue ont connu des violences intra familiales que ce soit pendant l'enfance ou dans la vie conjugale, et qu'à un moment donné, le passage à la rue est devenu quelque chose de très poreux, et cela est venu quasi naturellement. Elle affirme qu'actuellement son désir c'est de rester dans la rue et quand on lui pose la question de sortir de la rue, comment ça peut être, est-ce qu'elle l'envisage ? Elle dit : oui, plus tard, quand je serais très âgée. Ca veut dire aussi qu'il nous faut apprendre, d'une manière ou d'une autre, à accompagner ces femmes qui veulent demeurer dans la rue, jusqu'au jour où elles vont décider de passer à autre chose.

Francis Maqueda/ Je voudrais faire une remarque par rapport à l'exposé de Pascale Pichon et d'Yves Lecomte. Je précise que je n'ai pas d'expériences avec cette population. En partant de la satisfaction des besoins affectifs, sociaux et matériels, ma remarque est : est-ce que la contrainte c'est la dépendance externe ? C'est-à-dire que la dépendance au milieu de la rue se véhicule comme non contraignante et qu'à ce moment-là, on est dans le paradoxe qui est celui de la dette. C'est-à-dire que la situation d'abandon conduit à abandonner, à se désengager dès qu'un attachement possible et fort se profile, parce que cet attachement là risque de l'endetter. Ma remarque est aussi une question : Dans ces procédures mises en place (j'appelle cela des procédures, il y a des manières militantes, des manières aidantes, bénévoles, qui essaient de s'appuyer sur des conceptions politiques), il faut être assez vigilant de ce qui pourrait conduire ces personnes à se sentir endettées sur le plan psychique ? Ce que l'on connaît c'est que l'endettement, trop d'endettement peut conduire d'une part au rejet, à la

61 haine, et d'autre part au retrait (on voit dans l'histoire de David, présentée ce matin, dans les quelques points dits, le retrait et l'opposition).

Yves Lecomte/ Francis, il faudrait que je réfléchisse un peu ! Je n'ai pas envisagé les choses ainsi... Alors dans le doute, on s'abstient et je te dois une bonne dette, par exemple, à savoir que c'est une bonne question, mais je vais y réfléchir....

Jean Furtos/ C'est une question fondamentale. Quand il n'y a des dons que d'un côté, il y a quelque chose d'intolérable pour l'autre ou alors c'est à son détriment. Ça renvoie à une certaine réciprocité dans les relations, même dans les relations aidantes. Dans l'expérience des Conseil de Vie Sociale, il s'est passé quelque chose qui est une inversion de la relation : on sort de la dette en rentrant dans le don. Voilà des professionnels qui sont en difficulté parce que leur association est en danger de mort administrative. Ils satisfont à l'obligation de la loi de faire ces groupes de paroles avec les usagers et ils s'aperçoivent avec surprise que les usagers ont envie de les épauler, de prendre l'association en mains. Je connais cette expérience de Relais SOS ; une des choses qui m'a le plus stupéfait dans la relation d'aujourd'hui, c'est qu'ils sont sortis de quelque chose. Ils ne sont pas sortis de la rue, mais ils sont sortis médiatisés aux yeux de leurs aidants (la médiation, c'est le regard) ; ils sont sortis du statut de SDF cassés, alcoolisés, en besoin, à celui d'usagers citoyens, rouspétant, voulant voir le préfet, respectant le personnel parce qu'il a vu que le personnel était vulnérable, etc. Ils sont rentrés dans une position citoyenne et dans une position aidante vis-à-vis du personnel et des bénévoles. C'est peut-être ça un des garde-fous par rapport à ton souci : quand on est dans le soin, ou l'accompagnement social, ou l'empowerment, comment fait-on en sorte qu'il y a une réciprocité dans la relation ? C'est vital, effectivement. C'est intéressant de ce point de vue là, indépendamment de tout ce qui a été dit et qui sera sûrement repris.

Un intervenant/ Un petit commentaire à la suite de Jean Furtos et en lien avec votre question : j'ai lu dans un texte un jour (c'était au ministère du logement) : il y avait une réunion où il y avait différentes affiches et j'ai vu sur le mur une citation de St Vincent de Paul, qui disait, en parlant aux riches, qui étaient les pauvres ; je ne me souviens pas exactement de la phrase, mais ça disait un peu près ceci : ce n'est que par ton amour que les pauvres te pardonneront le pain que tu leur donnes (il parlait aux riches). Par rapport aux côtés agressifs du don, dans un contexte où on ne peut pas donner ... Michel Autès et d'autres ont dit : « donner à l'autre l'occasion de donner ». On retrouve cette histoire du don et du contre don. Dans un certain nombre de situations, on est très agressif, si on vient culpabiliser l'autre alors qu'il n'est pas en position de pouvoir rendre quelque chose.

Gladys Mondière/ Effectivement, il faut pouvoir laisser l'autre refuser aussi. Il y a la réciprocité mais en même temps, il a autorisé l'autre à ne pas accepter ce qu'on lui propose, le laisser nous échapper comme disait Michel. D'autres questions ?

Bruno De Goer/ Je suis médecin à l'hôpital de Chambéry. Ma question est la suivante : on a plusieurs expériences de personnes qui étaient en situation de rue dont on m'a parlées, que l'on jugeait assez catastrophiques, mal dans leur peau, pour lesquelles il y a une sortie de rue effective et pour lesquelles on avait le sentiment que les personnes allaient bien... resocialisation, liens avec la famille qui se remettent en place et qui se termine avec une disparition physique. C'est-à-dire qu'ils auraient x fois l'occasion de mourir dans la rue, de disparaître et c'est au moment où ils sortent de la rue, qu'ils disparaissent ; avec des causes de disparition multiples. Cela me questionne : pourquoi un certain nombre de personnes disparaissent physiquement au moment où on a le sentiment qu'elles vont mieux et qu'elles sortent de la rue ? Il y a peut-être un élément de réponse avec le don, le contre don, qui ne leur permet plus de dire que finalement ils vont mal et qu'il faut faire semblant d'aller bien et que la seule porte de sortie, c'est de partir ? C'est un questionnement.

62 Gladys Mondière/ Je ne sais pas si quelqu'un veut répondre, mais en tout cas, si c'est vrai que l'on associe toujours *aller mal* à la rue et *aller bien* avec un logement... ce n'est pas forcément une association juste.

Odette Bourgey/ Par rapport à ce que vous venez de dire, c'est une situation qui est très récurrente : c'est-à-dire accompagner quelqu'un, quelqu'un qui va mieux et au moment où il donne l'impression d'aller mieux, il peut disparaître du groupe, de l'équipe, mais il peut aussi mourir. C'est une situation que l'on a énormément vécue au Relais et qui nous a donc interpellés. Maintenant, je fais très attention quand effectivement un SDF commence à aller mieux pour nous, l'équipe d'aidants. Parce que, c'est au moment où vous allez mettre quelqu'un en logement, où vous allez mettre quelqu'un dans un atelier de réinsertion, donc vous avez l'impression qu'il retrouve son potentiel, des atouts, et qu'il va mieux ; en fait, lui, il se met à décompenser parce qu'il quitte tous ses réflexes, tout ce qu'il a mis pour se protéger de souffrir quand il était à la rue. Quand il se rapproche de nous, il quitte tous ces réflexes, et donc, il est en danger. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est au moment où les SDF commencent à donner des signes où ils vont mieux, où ils se rapprochent de nous en quelque sorte, qu'il faut être le plus proche, le plus observant, et surtout ne pas lâcher la personne à ce moment-là. C'est aussi à défendre auprès des financeurs qui ont du mal à comprendre cette logique. C'est-à-dire la personne va mieux : ça se concrétise par des droits acquis, ou une mise en logement, ou une démarche de stage..., et le financeur a tendance à dire : il faut passer la main. C'est justement l'erreur fondamentale ! Si on arrive à comprendre que, quand on est SDF, on a besoin que les liens s'ajoutent et non pas disparaissent, on évite beaucoup d'erreurs.

Bruno De Goer/ Je parlais bien de disparitions. Quand vous parlez de disparition, c'est bien du décès ?

Odette Bourgey/ Oui, bien sûr.

Bruno De Goer/ Autre élément, ce n'est pas de dire « il va mieux parce qu'il a un hébergement », mais que la personne nous renvoie qu'elle va mieux et qu'elle nous dit qu'elle va bien. Comme s'il lui était impossible de dire qu'elle allait mieux.

Fabienne Lafont/ Je suis médecin psychiatre. Cette question très intéressante est celle de la réaction thérapeutique négative. C'est-à-dire que l'on se rend compte que les gens, en fait, ne veulent pas forcément leur propre bien et que dans le même mouvement où ils travaillent à se construire, il va y avoir un moment, quelque chose d'eux-mêmes qui est très actif, au contraire, pour se détruire. J'ai beaucoup aimé la réponse de Madame Bourgey qui situe à mon avis très justement le moyen de supporter ça ou d'accompagner ; ça se fait dans le lien, c'est-à-dire dans le transfert avec toute la prudence que ça suppose du côté du vouloir le bien de l'autre qui est effectivement extrêmement sadique. Je cite Freud qui disait « Je ne suis pas assez sadique pour vouloir le bien de tout le monde, pour vouloir guérir tout le monde ». C'est un accompagnement très subtil de la personne en ayant bien en tête que bizarrement, l'être humain ne veut pas forcément son bien.

Alain Gouiffès/ Nous nous trouvons à l'institut des sciences cognitives à Lyon. Ca serait bien que l'on puisse sortir des débats déplacés, biscornus qui ont lieu sur les liens cognitivo-comportementaux et la psychanalyse qui agitent certains médias... Face à de tels phénomènes, c'est compliqué quand, dans des situations extrêmes, on rencontre tout mouvement, il est difficile de ne pas avoir recours à des nécessités... dans la psychopathologie. Que l'on croit ou non à la psychanalyse, l'hypothèse d'un lieu autre que l'on peut appeler inconscient (même si on peut appeler ça autrement), ça fait réaction paradoxale négative. Forcément, l'approche sociale stricte est en échec souvent. Quoi de plus

63 paradoxal qu'une personne que l'on a aidée énormément et qui se suicide ou qui se flingue. Il y en a effectivement un certain nombre comme ça. Un travailleur social qui veut absolument aider une personne, qui se fait agresser, casser la figure. L'insulte, c'est très banal. Je pense qu'il y a nécessité sur ces questions là aussi de faire appel à ce qui tourne, même si c'est très discuté, la pulsion de mort, Freud, la destructivité ou le mal... Elles sont très présentes cliniquement. C'est important, au-delà des catégories (elles sont peut-être nécessaires) de faire l'hypothèse dès qu'il s'agit d'hospitalité autour de la psychanalyse, que l'on y croit ou pas. Je voudrais défendre ça aussi.

Gladys Mondière/ La psychanalyse : on n'a pas à y croire, ce n'est pas Dieu. C'est de fait.

Michel Bertholon/ Je suis très convaincu de la pertinence du travail que vous effectuez. Je ne peux pas m'empêcher de dire la gêne que j'ai eue dans la présentation de la mise en place de ce conseil : dans la mesure où souscrire à une obligation de pouvoir public, c'est attendre une crise institutionnelle pour la mettre en place. Je me dis : manipulation des usagers ? Ou utile ou pratique ?

Geneviève Decrop/ Il me semble au contraire qu'il y a là une situation très intéressante. Oui, il y a la loi et après tout pourquoi est-ce que les SDF ne rentreraient pas dans le cadre de la loi. Donc, il y a bien la question de la citoyenneté. Or, la loi de 2002, elle donne quelques étapes pour accéder à la citoyenneté. On pourrait faire un sondage, mais je ne suis pas sûre qu'il y ait beaucoup d'institutions accueillant des gens à la rue qui ont réussi à mettre en place ces conseils de vie sociale. Il faut être honnête ! J'en ai discuté avec un certain nombre de gestionnaires, de travailleurs sociaux qui sont dans ces équipements. Il y a une très grande gêne par rapport à ça. On a affaire à un public, d'abord qui se considère comme des gens individuellement ; ce sont des individus qui viennent chercher un service, l'individualisation du travail social. Ce n'est pas du tout propice à constituer un collectif. Ensuite, il y a tout ce que l'on a comme représentation autour. Dire, après tout, ils vont être plutôt perturbateurs. On est plutôt, et dans beaucoup d'équipement, à se dire comment est-ce que l'on peut réguler, canaliser, mettre à l'écart la violence, etc. ; d'autres pourraient dire la difficulté et le fait que les équipes disent : on fera ça plus tard. La plupart du temps, beaucoup d'équipes disent : « oui, c'est un objectif. Il faudra bien souscrire aux obligations de la loi, ce n'est pas plus complètement inintéressant. La citoyenneté, le droit des usagers, ça existe, mais quand même, quand ça ira bien, quand on aura réglé tous les problèmes ». C'est là où je trouve que c'est intéressant. C'est que l'équipe du relais fait exactement l'inverse : c'est quand ça va mal qu'il le fait. Normalement, ils n'auraient pas dû faire ça. C'est le moment le pire. Je suis sûre que s'ils avaient discuté avec les collègues, les collègues leur auraient dit : « n'y allez pas. Ce n'est pas le moment. Ils vont vous rentrer dedans. Vous n'allez plus pouvoir gérer... Ca va être insupportable, etc. ». Au contraire, je trouve qu'il faut prendre ça : c'est-à-dire une obligation légale, c'est formel, on peut très bien remplir son obligation légale. On sait aussi mettre en œuvre des choses qui souscrivent à la loi et qui sont des simulacres. Les fameuses procédures de consultation, participation du public..., il y a de tout. Il y a de la vie démocratique et de la citoyenneté mais il y a aussi des simulacres. Ce n'est pas difficile de mettre en place du simulacre. Or, justement, il me semble que dans quelque chose comme un accueil de jour, peut-être dans des CHRS, on ne peut pas faire du simulacre avec le public que l'on a. C'est pour ça que l'on n'y va pas. Si on commence à y aller par là et à dire : allez-y, on vous réunit, on fait un Conseil de Vie Sociale, on risque d'être débordés si on ne le prend pas au sérieux. Donc, pas de possibilité de faire du simulacre. D'une certaine manière, le Relais SOS qui le prend au pire moment, ils se lancent ! C'est un grand lâché de tout ; il y a quelque chose dans l'équipe comme un grand lâché tout, on lâche prise parce que l'on ne sait plus. L'équipe y va, mais avec cette parfaite sincérité que l'on va jouer le jeu. Mais je ne crois pas du tout, et j'aimerais bien que l'on en parle dans le groupe de travail où il y a effectivement les accueils de jour qui se réunissent à l'Orspere, animé et présidé par le Docteur Jean Furtos, avec des gens présents aujourd'hui. C'est intéressant d'aller demander à chacun comment ça se passe dans son établissement du côté du Conseil de Vie Sociale. J'ai bien entendu ce que dit Martine, et c'est très intéressant, mais ce n'est pas la même chose qu'un groupe de prise de parole. Ce n'est pas un café

64 philosophique. Ca c'est bien l'association au fonctionnement, à la gestion, aux questions à l'avenir de l'établissement. Ca pèse !

Odette Bourgey/ Je rajouterai : tout à l'heure, je vous ai dit « la liberté, ce n'est pas quelque chose qui se décrète, c'est quelque chose qui s'acquière ». Un Conseil de Vie Sociale authentique, c'est un espace de libertés, de part et d'autres. Il n'y a pas un groupe qui va avoir une attitude de puissance par rapport à l'autre. Pour ça, c'est vraiment une rencontre d'êtres humains, des hommes et des femmes, qui ne sont pas dans le même état, mais une rencontre, et ça doit se préparer. Ca ne peut pas se décréter, même s'il y a une loi derrière, et surtout ça ne peut pas s'improviser. Il y a une réflexion à mener au niveau de l'équipe (l'équipe, ce n'est pas uniquement les salariés ; l'équipes, ce sont les encadrants, mais aussi le conseil d'administration, et si l'équipe n'est pas prête entre elle, vous ne pouvez pas basculer au niveau du conseil de vie sociale.

Un intervenant/ Justement, je voulais vous poser cette question sur la préparation que vous avez faite pour ce Conseil de Vie Sociale : comment avez-vous présenté ça aux personnes accueillies, qui globalement, ont une certaine déviance par rapport au système politique et par rapport aux présentations que l'on peut se faire de la démocratie dans notre pays et de la manière dont ils peuvent la subir. Au sein du Conseil de Vie Sociale, quel est le « pouvoir » des usagers sur ce qu'ils peuvent dans leur demande, et comment se prennent les décisions : est-ce que c'est un vote ? Est-ce que c'est à mains levées, par bulletin, ou juste dans des discussions ? Comment est prise en compte la parole ? Est-ce que c'est juste consultatif ? En quoi sont-ils impliqués dans le fonctionnement de l'institution ?

Odette Bourgey/ C'est un groupe d'expression. Ce n'est pas le Conseil de Vie Sociale comme le prévoit la loi. C'est un groupe d'expression qui remplace le Conseil de Vie Sociale. Parce que normalement dans le Conseil de Vie Sociale vous devez avoir des élus qui représentent le conseil d'administration des équipes et les bénéficiaires.

Comment ça s'est mis en place ? C'est un peu comme le reste, de ce qui sort de l'ordinaire : c'est tout le monde qui doit être porteur. « Tout le monde » = trois, quatre jours, on répète en permanence, il y a des affiches mais tout le monde ne lit pas les affiches. A tous les points d'articulation, c'est-à-dire au moment du repas, du petit déjeuner, au moment où l'on se dit au revoir, c'est à ce moment là où la personne va rappeler au SDF qu'il y a une réunion tel jour à telle heure où il aura la possibilité de parler de ce qui se passe au relais. Il y a toujours un compte-rendu qui est affiché. Il y a trois fois des moments où cette réunion mensuelle a amené une autre réunion dans les quinze jours qui ont suivi pour cibler un problème particulier. Par exemple, c'était la rencontre avec les futurs responsables de l'association avec lesquels le Relais fusionne pour la restauration. Il y a eu aussi une préparation à la rencontre avec les sénateurs. La semaine dernière, il y a une décision qui a été prise à leur niveau en disant : ça ne peut plus durer comme ça. Le problème était qu'il y avait des personnes qui déféquaient dans les douches. C'était un problème récurrent parce que c'était abordé à peu près tous les deux mois et je leur ai dit : « de toutes façons, on ne va pas mettre un vigile à la porte. Alors, à votre avis, comment vous pouvez faire ? ». Il y a eu plusieurs propositions : certaines très réalistes d'autres complètement irréalistes. Mais ce qui était très intéressant, c'est que les personnes se répondaient entre elles. On a parlé de la punition, de la sanction... Ca a été très loin dans la réflexion. C'est eux qui ont trouvé une proposition qui doit fonctionner en principe dans un mois et le mois prochain on fait le point sur comment les choses se sont vécues, qu'est-ce qu'il faut améliorer, que faut-il garder, que faut-il arrêter... Vous me parliez en termes de pouvoir ?

L'intervenant/ Justement, sur le principe démocratique dans une assemblée : est-ce que c'est la loi de la majorité ?

65 Odette Bourgey/ La dernière fois, il y a eu un vote, pour le projet de réguler l'hygiène dans les douches. Il y a eu une proposition et j'ai demandé qui était d'accord. Ca a été la majorité.

L'intervenant/ Il y a des sujets qui ne sont pas abordés, c'est-à-dire qui regardent que les professionnels. Est-ce que ça leur est dit ? Ce qu'ils en pensent sur tel sujet, tel fonctionnement ? Ca, on ne peut pas le mettre en débat, par exemple, ou, est-ce que tout est dit ?

Odette Bourgey/ Je n'ai jamais été amenée à dire cette phrase là. Il y a probablement des sujets... C'est quelque chose qui est en mouvement.

Geneviève Decrop/ Il y a un certain nombre de sujets qui sont abordés. Tu disais, « ça, c'est le CA qui..., ce n'est même pas du ressort de l'équipe, ... ». Il y a eu des débats « et pourquoi on n'est pas au CA ? ».

Odette Bourgey/ Est-ce qu'il peut y avoir des représentants au CA ?

Geneviève Decrop/ Il y a un bornage, une délimitation des sujets sur lesquels on peut intervenir.

Christian Laval/ Il me semble qu'il y a des bons mots et des gros mots. Les gros mots, ça renvoie à ce que l'on pourrait appeler *le monde vécu*, c'est-à-dire subjectivité, intersubjectivité. On a parlé de l'instruction sociale, des dispositifs de réaffiliation. Il y a des mots qui essaient de concrétiser, de rendre compte d'une rencontre, d'un monde vécu. Face à ces mots, il y a des mots qui arrivent en contrebande, dont on n'a pas beaucoup parlés, qui sont ceux de gestion, de management et j'ajouterais celui d'évaluation (qui est un gros mot). Ces mots qui décrivent le monde vécu sont des mots qui arrivent eux aussi presque en contrebande par rapport au rapport d'activité. On voit bien qu'il se passe beaucoup de choses, au niveau subjectivité, intersubjectivité, dispositif de réaffiliation, réinscription sociale ; il y a un certain nombre de concepts qui sont venus ce matin qui illustrent, qui nous montrent à quel point il se passe un vrai travail d'interaction d'ordre de l'interaction entre les professionnels et ces personnes.

Geneviève Decrop/ Effectivement, il y a un grand écart et dans ce grand écart, malheureusement, les structures disparaissent, elles sont en train de disparaître. Et ça c'est grave. D'une certaine manière, on est là à courir après le temps. Le temps qui produit un peu de la proposition, de l'analyse, de la description, les décisions sont prises... Monsieur Pierre Larcher, de la DGAS, dit « ben oui », et puis il part.... Et on parle de ça dans le vide !

Jean Furtos/ Non, il est très contact.

Geneviève Decrop/ Vous lui direz tout ça ? Le temps de la recherche, le temps de l'analyse, le temps que les travailleurs sociaux s'interrogent sur leur propre pratique, c'est très long. Tout le monde a le nez dans le guidon, on avance péniblement, etc. Et les décisions se prennent très vite. On a été pris l'année dernière un peu à la gorge, un peu étranglé par ce sentiment que l'on n'y arriverait pas.

Bruno Montanier/ J'aurais peut-être une réponse un peu différente : une des réponses que l'on peut apporter à votre question : c'est d'essayer de tous se mobiliser (tous, mais les travailleurs sociaux en

66 particulier, les bénévoles aussi, de parler de leurs pratiques. Un des enjeux qu'il y a dans l'évaluation que vous avez posée, ce n'est pas l'évaluation en terme qualitatif mais en terme de savoir parler de nos pratiques en terme d'innovation. Mais aussi sur d'autres points sur lesquels les pouvoirs publics s'appuient sur nos structures uniquement pour une gestion de la crise sociale mais pas du tout en fonction de ce que les réponses apportent auprès des gens et auprès de nos publics. S'il y a quelque chose qui se fait autour des pratiques, qu'elles soient innovantes ou récurrentes, mais qu'elles soient montées non pas comme une chose répondant à des dispositifs mais comme pratiques innovantes et comme pratiques opérantes aussi. Je pensais à ce que vous dites dans le Conseil de Vie Sociale : il y a un certain nombre de structures qui ont déjà ce type de choses, peu importe comment on les appelle. L'important, c'est de les nommer, de les valider et de les rendre visibles (et faire un peu opposition à la rationalisation que la DGAS pourrait nous apporter).

Gladys Mondière/ Nous allons reprendre l'après-midi. Sur la proposition de Jean Furtos, je vais aussi me présenter, finalement : je suis Docteur en psychologie. J'ai fait ma thèse de psychologie à propos du fonctionnement psychique des femmes SDF. C'est la raison pour laquelle je suis là. On va écouter Pierre Micheletti, qui a été directeur du service de santé publique de la ville de Grenoble et qui est aujourd'hui président de médecins du monde France.

Conférence « Opérations tentes de Médecins du Monde à Paris. Débat autour d'une polémique »

Pierre MICHELETTI
Président de Médecins du Monde

Cette action a été initiée par la délégation Ile de France de Médecins du Monde, le 21 décembre 2005, après avoir reçu l'accord du Conseil d'administration de l'association.

Elle avait trois objectifs intriqués :

- une action médicale d'urgence visant à empêcher certaines personnes à la rue de mourir de froid,
- rendre visible et dérangent le problème des sans domicile fixe au cœur de l'hiver,
- attirer l'attention de l'opinion publique et des décideurs politiques sur les limites de l'hébergement d'urgence en nombre et du point de vue des modalités de fonctionnement.

En pratique, en quelques semaines 300 tentes ont ainsi été mises à disposition de personnes à la rue signalées par le voisinage ou repérées par nos équipes. Ont été incluses dans le dispositif des personnes pour lesquelles toutes autres possibilités d'hébergement n'avait pu être obtenu. Notre accompagnement de ces personnes a porté systématiquement sur la mise à disposition d'une tente ainsi que sur l'accompagnement médical et social visant à activer d'autres pistes pouvant conduire à un hébergement plus satisfaisant.

Au décours de cette action, Médecins du Monde s'est trouvé confronté à un certain nombre d'écueils, de critiques et de débats de nature très diverses lesquels ont nécessité une attention constante et dont il y a gros à parier qu'ils seront réactivés dans les mois à venir :

- Cette opération a fait l'objet de multiples tentatives d'instrumentalisations politiques tant à gauche qu'à droite et qu'au niveau de la Ville de Paris avec un retentissement national en particulier du fait du déroulement estival de « Paris Plage ».
- Nous nous sommes également heurtés à la question des limites de compétences sur cette thématique très spécifique des sans domicile fixe et de l'hébergement entre la Ville de Paris et l'Etat, les différents acteurs se renvoyant parfois la balle au niveau des responsabilités et des obligations de chacun.
- Médecins du Monde, au sein du cortège des associations de solidarité intervenant dans la rue auprès des personnes les plus vulnérables, a été soupçonné de vouloir faire cavalier seul et, au travers de cette action très médiatisée, de vouloir réaliser un « coup publicitaire ».
- Au-delà de ces querelles d'image, nous avons de fait parfois assisté à un véritable conflit de légitimité entre les différentes associations intervenant dans la rue.

De ce point de vue, l'Opération Tentes aura indirectement permis de mettre en exergue les limites de la coordination entre associations au niveau des maraudes.

- L'association a également été interpellée sur les risques médicaux spécifiques liés à la délivrance des tentes en période estivale en particulier en période de canicule du fait, entre

68 autres, des risques potentiels des effets conjugués de la chaleur et d'un fort taux d'alcoolisation.

- Enfin, Médecins du Monde a fait l'objet d'interpellations dans les semaines qui ont suivi le début de l'été de la part de parisiens, riverains de lieux d'implantation des tentes et qui ont attiré notre attention sur ce qu'ils estimaient être des nuisances devenues insupportables. Il y avait donc là un risque de voir devenir impopulaire une opération qui avait bénéficiée d'un fort soutien de l'opinion publique en période hivernale.

- Suite à la très forte médiatisation liée à l'opération des tentes, notre association courrait également le risque d'être interpellée et utilisée hors de son champ de compétences en santé, dans toutes les circonstances mettant en jeu la question de l'hébergement d'urgence. De ce point de vue, la situation des personnes réfugiées dans le gymnase de Cachan quelques semaines plus tard a valu à Médecins du Monde de multiples sollicitations et interpellations vis-à-vis d'une situation dramatique mais dans laquelle nous n'avons pas voulu être acteurs en première ligne.

Enfin, sur le fond, un certain nombre d'intellectuels ou d'acteurs de la solidarité ont eu des prises de positions, parfois réprobatrices, parfois élogieuses à l'égard de la stratégie mise en œuvre.

Les deux extrêmes en la matière sont assez bien illustrés par deux tribunes successives écrites dans les colonnes du « Monde » à quelques jours d'intervalle.

Xavier Emmanuelli dans un texte paru le 5 août 2006 intitulé « *Critiques de la stratégie des tentes* » faisait les commentaires suivants :

« Physiquement en retrait de la rue à l'intérieur de leur tente, les sans-abri le deviennent aussi psychologiquement et socialement. Ils se retrouvent de fait hors de portée des secours médico-psycho-sociaux qui leur sont proposés, ce qui contribue à les vulnérabiliser davantage. Leur sédentarisation dans la précarité a pour pendant un processus d'involution de la personnalité, une socialisation inversée qui s'articule autour de repères archaïques, le logements régressant à la fonction de « tanières » ».

Quelques jours plus tard, le 11 août 2006, le sociologue Alain Mergier, dans un article intitulé « *Les SDF enfin ré humanisés* » tenait les propos suivants :

« Les tentes ne rendent pas visibles les sans domicile fixe, elles restituent leur humanité en les soustrayant à la visibilité totale. Scandale donc : les tentes rendent évident que ces gens-là sont des humains à part entière. Médecins du Monde propose une autre approche de l'action publique fondée sur la reconnaissance de la parole de ceux qui ont sombré dans la très grande vulnérabilité. Cette reconnaissance est le véritable enjeu de l'affaire des tentes. »

Par rapport aux objectifs que s'étaient fixés Médecins du Monde, des avancées ont été acquises au décours de cette opération :

- un certain nombre de personnes à la rue ont effectivement bénéficié d'une protection contre les intempéries qui a protégé leur vie et leur santé,
- c'est un euphémisme de dire que l'opinion publique et les pouvoirs publics, au travers de la visibilité de cette opération, ont véritablement pris conscience de l'importance de ce phénomène,
- la distribution des tentes par Médecins du Monde de façon encadrée et accompagnée, en mettant en évidence certaine des lacunes de l'hébergement d'urgence et après la mission réalisée par la médiatrice Madame De Fleurieu, a

permis d'aboutir à des mesures décidées par la Ministre de la Cohésion Sociale, témoignant de sa mobilisation dans ce domaine.

Conscient des enjeux et des risques d'instrumentalisation politique de la période électorale dans laquelle nous entrons, Médecins du Monde restera mobilisé et poursuivra ses actions dans les mois à venir.

Des problèmes et des questions demeurent dans la mise en œuvre effective et concrète des mesures annoncées ainsi que dans la dimension quantitative des places offertes.

Malgré les avancées obtenues des personnes continueront d'échapper à tous les dispositifs.

Les mêmes causes entraînant les mêmes effets Médecins du Monde restera attentif à leur sort et distribuera chaque fois que nécessaire et selon les mêmes critères, des tentes aux personnes ayant échappé à tous les dispositifs d'urgence, dans les limites des possibilités de nos équipes pour un travail d'accompagnement digne de ce nom.

Débat

Gladys Mondière/ Le débat est ouvert... Questions, réactions ?

Charles Vanbelle/ Je suis interne en médecine sur Chambéry sur tout ce qui est précarité. L'hiver approche, est-ce que vous pensez renouveler cette mission ?

Pierre Micheletti/ On a fait le décompte ces jours-ci du nombre de tentes qui restaient encore opérationnelles : il y en a environ une cinquantaine. Les enjeux pour nous sont de reprendre sur Paris, en tous les cas en fonction des effets qu'auront les décisions prises ; puisque je vous rappelle que l'un des effets annoncés concrets, de cette opération, ça a été la décision de la création de 1000 places d'hébergements de stabilisation. Ce que nous demandons sur les créations de 1000 places d'hébergements de stabilisation, c'est que l'on fasse en sorte que comme par hasard, il ne soit pas créé au moment du dispositif hivernal. Nous attendrions que cet hébergement de stabilisation soit créé le plus vite possible (c'est déjà un peu tard). Autrement dit, même si les places sont créées, on va rentrer dans une période où la question de l'hébergement d'urgence va de nouveau se poser. L'autre débat que nous avons en tête : est-ce que nous élargissons le dispositif à d'autres villes françaises dans lesquelles nous sommes présents. La décision de principe est prise : simplement, c'est un gros travail puisque l'on n'est pas dans une logique de distribution de tentes ; donc on laisse le soin aux équipes régionales de décider si elles ont les moyens ou pas d'un accompagnement tel que nous le souhaitons.

Geneviève Decrop/ J'ai été très intéressée par l'opération Médecins du Monde et par ce que ça allait susciter comme polémique. Il y a un élément qui n'a pas été mis en évidence : il y a eu un conflit avec Catherine Vautrin, la ministre en charge qui a passé à la présidente de l'Observatoire National de la pauvreté et de l'exclusion sociale, une mission d'information. Après, on a juste su qu'il y avait eu des places d'ouvertes mais finalement il n'y a pas eu du tout de restitution ni par vous, ni par les pouvoirs publics du résultat du travail de la mission engagée par un observatoire. Il aurait été intéressant d'avoir des éléments là-dessus.

Pierre Micheletti/ Je n'ai pas plus d'informations que celle que vous venez de donner. La tonalité générale (je suis un peu mal à l'aise pour répondre parce que ça c'est passé pendant une période où je n'étais pas en France) que j'ai eue par Graziella R. qui était une personne que vous avez peut-être aperçue dans les médias à ce moment-là qui était très visible sur cette affaire parce qu'elle était responsable du projet. Devant la discussion informelle mais officieuse qu'elle a eu avec la médiatrice, pour une bonne part, la médiatrice donnait raison aux thèses défendues par les associations qui pointaient les insuffisances du système d'hébergement. Ça a été dit, ou pas dit, justement, pour être politiquement correct mais on a occulté son diagnostic pour ne parler que des mesures. Mais sur le fond, le sentiment que l'on a, c'est que nous avons un point de vue partagé et pas seulement avec Médecins du Monde.

Jean Furtos/ Je garde l'essentiel de ce que je pense de cette affaire pour la reprise de tout à l'heure mais je voulais dire que ce qui a été reproché à Médecins du Monde, notamment par

71 Xavier Emmanuelli, président fondateur du SAMU social, est ce qui lui a été reproché à lui-même lorsqu'il a fondé le SAMU Social : c'est-à-dire qu'on lui a reproché de déranger les associations parisiennes qui travaillaient dans la grande précarité. C'est curieux : quand quelqu'un fait quelque chose, on voit toujours le dérangement latéral, on ne voit pas l'objectif principal. J'ai eu l'occasion de discuter avec les gens du côté de l'Etat qui disaient : « oui, ça dérange le travail des institutions ». Et à Paris c'est ce qui a été dit...

Pierre Micheletti/ Je ne vais pas répondre directement à cette intervention. Simplement, pour traduire et partager avec vous ce qui constitue la position de Médecins du Monde : dans le champ associatif français, il y a trois grandes typologies (d'une façon un peu simpliste, parce que les choses sont plus compliquées)... Mais on a l'habitude de dire et c'est surtout une nomenclature qui a été bien nécessitée par l'Uniopps, qui a des associations de type gestionnaire. C'est tout le cortège par exemple des grosses associations du handicap qui puisent leur légitimité dans le fait qu'elles gèrent un certain nombre de structures et de personnes ; et que finalement, c'est cette légitimité là qui fonde leur légitimité astigmée. Ensuite, il y a des associations que l'on qualifie de représentatives : ACTE-UP, AIDE, les associations de patients (FNA PSY...) qui disent : nous avons légitimité à parler d'un sujet parce que nous sommes directement concernées.

Une troisième catégorie qui est celle de l'association expérimentale, c'est-à-dire qu'à un moment donné, l'association se saisit d'un problème de santé émergent ou assurément couvert par les institutions préexistantes, c'est l'institution pouvant être des institutions de l'Etat. A un moment donné, il y a une association qui franchit une étape dans le sens de l'expérimentation ou de l'innovation (à Médecins du Monde, c'est quelque chose que nous avons bien su faire depuis 15 ans...). Les premiers programmes d'échanges de seringues, les centres de dépistage anonymes et gratuits, les premiers programmes d'échanges de substitut de méthadone... Pour illustrer cette notion d'expérimentation. Oui, l'expérimentation et l'innovation dérangent les acteurs traditionnels.

Un intervenant/ Outre le plaisir de la tente, quand on dit finalement les utilisateurs de vos tentes au bout de quelques mois et en particulier pendant l'été... Des SDF qui ont été hébergés sous vos tentes, est-ce que vous avez des retours de ces personnes-là ? Qu'est-ce qu'elles en ont dit de cet hébergement ?

Pierre Micheletti/ Quand je vous disais tout à l'heure que nous sommes passés de 300 à 50 tentes aujourd'hui, on avait prévu en septembre de faire un bilan de cette affaire dans ses différentes composantes et en particulier dans le suivi social et le devenir social des personnes à qui nous avons distribués les tentes. Si ce bilan voit le jour, il se fera aujourd'hui (parce qu'il n'est pas terminé) sur une partie très réduite du dispositif. La seule chose que je peux vous dire, avec la prudence de quelqu'un qui n'est pas en première ligne sur le terrain, c'est quand même globalement des réactions de satisfaction autour de l'intimité, autour de la protection, des choses aussi banales qu'un lieu où laisser poser son baluchon, un lieu dans lequel on peut se changer, se dévêtir, et se vêtir le matin... Mais c'est très anecdotique ce que j'ai à vous dire. Je n'ai pas de vision d'ensemble ou d'évaluation d'ensemble à partager avec vous.

72 **Un intervenant/** Simplement deux mots. Je fais partie d'une maraude de jour à Grenoble. Un gars qui était en cure ambulatoire et qui couchait sur les bancs publics, à qui on a laissé le bus pendant les week-ends. La première chose qu'il m'a dit le lendemain matin quand je suis allé le chercher avec le bus « vous ne savez pas ce qui m'a fait le plus plaisir ? C'est de pouvoir quitter mes chaussures ». A travers ça, il me disait : enfin, je me sens digne, quelque part. Non seulement la protection de son matériel, mais il pouvait se déchausser...

Pascale Pichon/ Cette opération a eu pour effet de renverser quelque chose qui est en train de se passer, c'est la banalisation du phénomène. La question que je me pose : si c'est une opération, effectivement, c'est quelque chose qui révèle les consciences... Si cette opération devient pérenne, d'autres problèmes se posent. Dans le vocabulaire employé tout à l'heure, certains ont parlé de tentes et d'hébergements. Est-ce que les tentes peuvent devenir un hébergement ? Est-ce qu'une opération peut devenir une expérimentation, c'est-à-dire une nouvelle façon de penser l'habitat précaire ? La question que je me pose : c'est la démultiplication des degrés, des paliers de l'habitat précaire au détriment des logements du droit commun. Est-ce que cette opération procède de cet agrandissement de la graduation de l'habitat précaire ou est-ce qu'elle a vocation à ne pas se pérenniser pour précisément ne pas entrer dans une forme d'hébergement ?...

Christian Laval/ Je pense qu'il y a un enjeu depuis le début de la question des SDF qui est celui du comptage et des catégories que l'on met dans les comptages. Il y a eu une enquête de l'INSEE qui a tenté de recenser les personnes SDF. Quand on tente de recenser les personnes SDF, on en revient à ce que j'annonçais ce matin en commençant, c'est-à-dire à différencier SDF et sans-abri. L'INSEE dit « il faut différencier les SDF recensés dans les centres d'urgences et dans les structures d'accueil et les sans-abri ». L'INSEE donne donc une définition des sans-abri : ces derniers dorment dans des lieux non prévus pour l'habitation : rue, cave, parking, jardins, publics, sous un pont, le long du périphérique, ou des voies ferrées, dans un terrain vague, un hall de gare ou d'aéroport, stations de métro, cages d'escaliers, voitures, tentes et cabanes.

On se retrouve donc dans une situation où l'on donne un abri aux sans-abri qui fait partie de la définition de l'INSEE. La question posée : si on est du côté d'une catégorisation des SDF ? On est dans une situation parisienne, donc tout à fait massive au niveau des problèmes : la question de la mesure de la quantité est relativement importante. Donc on se retrouve avec votre opération « coup de poing » avec une question qui est : comment à un moment donné, ce coup de poing va faire bouger toutes les structures d'hébergements précaires dont parlait Pascale tout à l'heure ? Est-ce que c'est le cas ou pas ? Ou est-ce que c'est simplement une opération coup de poing de conscience ? Ou est-ce que c'est une opération coup de poing qui montre qu'il y a une imbrication entre les structures d'accueil, les maisons relais, les CHRS, etc. et qu'il y a une saturation tellement importante en amont et en aval que cette opération coup de poing met une pierre dans l'eau, montre la complexité du dispositif à la saturation du dispositif au moins en région parisienne.

Pierre Micheletti/ Plusieurs éléments de réponse me viennent à l'esprit :

Le côté hétérogène de la population qui est dans la rue conduit à ce que les histoires, les trajectoires, les solidarités de proximité ne sont pas les mêmes et que les solutions certainement ne sont pas les mêmes. Je citais hier soir, dans un autre lieu, le cas de personnes porteuses de pathologies psychiatriques vraies : pour ces personnes-là, la proposition ou la

73 surreprésentation des personnes atteintes de syndromes psychiatriques dans la rue, sont aussi un indicateur de difficultés dans lesquelles se trouve la psychiatrie publique où il y a des tas de retards en interne au logement pour les personnes après une hospitalisation longue, etc. Il est bien évident que l'on a affaire à une certaine réalité. Si on concerne les Roms, ou Bulgares, c'est une autre réalité où les solidarités de proximité ne peuvent pas jouer comme pour..., le gros des patients qui nous fréquentent sont d'origine algérienne ou d'Afrique subsaharienne. Là aussi, les solidarités de proximité ne sont pas les mêmes. C'est un aspect.

Si votre question est : est-ce que les SDF sont le haut de l'iceberg de la détérioration des politiques publiques en matière de logement ? Pour nous, oui. On n'a pas forcément la solution. Mais en même temps que j'écoutais la question, je recherchais un document du Centre d'Action Sociale Protestant (CASP) qui avait pris position en faveur de l'action de médecins du monde en disant : Les tentes ne sont pas le problème mais le révèlent. Dans ce communiqué où ils nous soutenaient, ils rappelaient l'analyse que fait le CASP pour des questions de mal logement en disant que ce phénomène est le résultat de politiques successives qui n'ont pas pris la mesure des problèmes de fond et n'ont pas mis les moyens pour la traiter. Destruction des quartiers populaires de Paris au profit de bureaux, insuffisance de constructions de logements sociaux et non implication de la loi SRU, dénaturation par la loi et règlement des missions et moyens affectés aux offices HLM, chômage de masse, résultats désastreux des politiques liées à la psychiatrie, insuffisance de la préparation à la sortie des personnes incarcérées, etc. On voit bien qu'on a là un symptôme (c'est pour ça que je parlais du haut de l'iceberg) mais dont les déterminants sont multiples. Encore une fois, je ne crois pas qu'il y a UNE solution à revendiquer et que la position de Médecins de Monde a été d'agir comme un révélateur de mettre le problème sur la place publique... Mais Médecins du Monde ne prétend pas avoir les solutions pour l'ensemble de cette hétérogénéité et de cette complexité.

Un intervenant/ Juste pour faire un petit clin d'œil sur « la tente » et « l'attente ». Ca me fait penser au titre de Maurice Blanchaut « La tente est mon lit ». Dans le social, dans les dispositifs, on gère les files d'attente, on n'y arrive pas, on s'y habitue. Si ce coup médiatique où j'ai bien vu tout un tas d'aspects à la fois de provocation et de prise en compte sérieuse des personnes, on pourrait aussi s'habituer à ce que ça soit une file d'attente de plus qui va se régler ou se réguler avec les 1000 places ou non. On voit bien comment la réalisation peut complètement venir noyer et en fabriquer un oubli derrière quelque chose qui aurait pu être intéressant. Comme on peut le reprendre derrière, quelle créativité pour remettre ce malaise, cet embarras dans la société ? Nous associations, et Médecins du Monde en particulier, il y a un rôle subversif au sens positif du terme pour que la société continue à s'inventer en prenant en compte ces populations, qui nous font repenser notre condition humaine. Est-ce que le plus pauvre et le plus exclu, est-ce qu'on lui donne le droit de cité ?

Une intervenante/ A travers cette intervention, je voudrais vous faire partager le parallélisme que j'ai trouvé avec le travail envers les toxicomanes que j'ai mené il y a quelques années, notamment sur les produits de substitution. Ca avait déchaîné les mêmes polémiques. C'est-à-dire qu'il y a toujours des gens pour dénoncer le côté dangereux, pervers de la solution proposée et on pourrait même faire le parallèle avec l'émergence de la psychiatrie et des asiles. Il y a quelques centaines d'années, on avait fini par identifier une population nécessitant des soins, faire émerger des asiles et il y avait évidemment le revers de ce bienfait : c'était l'aliénation et la mise au banc de la société. Finalement, quel que soit

74 le problème sur lequel la société bute et invente des solutions, il y aura toujours des gens pour dénoncer le côté cynique qu'il peut y avoir derrière le bienfait attendu. Il faut privilégier la diversité, la pluralité des solutions et chaque SDF va pouvoir ou non s'en saisir. Il y en a pour lesquels ça va être un bienfait. Il y en a, au contraire, qui vont s'en servir d'une manière qui va pérenniser leur situation. Je ne crois pas que nous sommes là pour défendre à tout prix LA BONNE modalité d'intervention, mais au contraire pour faire exister dans nos sociétés un maximum de solutions possibles, très différentes les unes des autres et chacun au cas par cas, va pouvoir se l'approprier ...

Pierre Micheletti/ Juste une position de principe dans ce domaine comme dans d'autres, c'est pour cela que je parlais tout à l'heure de cette dimension expérimentale : notre objectif, c'est de ramener les pouvoirs publics à leurs responsabilités. La solution n'appartient pas à Médecins du Monde, ni au secteur associatif qui comble ces grands espaces. Il faut bien distinguer le rôle de révélateur d'une problématique et le renvoyer à ceux qui ont la responsabilité de faire face globalement à ces problèmes ; et l'Etat doit reprendre ses responsabilités dans ce domaine comme dans d'autres. Je ne suis pas mal à l'aise sur ma propre capacité à avoir toutes les solutions. En tous les cas, nous n'avons pas la solution, c'est pour cela que j'insistais sur le caractère hétérogène des personnes concernées.

Gladys Mondière/ Nous allons poursuivre l'après-midi en écoutant Mario Poirier, Professeur de psychologie, Télé Université UQAM, qui va peut-être répondre en partie à la question de ce matin émise par Olivier Jan sur l'exposé de Pascale Pichon sur : Comment ça démarre ?

« La genèse du jeune SDF : de la naissance à la rue »

Mario POIRIER

Ph.D., psychologue

Professeur de psychologie, Télé Université (UQAM)

Je m'intéresse à la problématique des SDF depuis plus de vingt ans. J'ai d'abord travaillé quinze ans comme psychologue en milieu communautaire dans le centre-ville de Montréal. Je me suis intéressé à la recherche pour mieux comprendre les constantes du vécu des jeunes en désinsertion. Je me suis rendu compte que ces constantes semblent défier les données spatiotemporelles. J'ai fait des présentations ces dernières années dans 15 villes de 15 pays différents. Partout, j'ai trouvé les mêmes préoccupations face aux SDF : que faire pour eux, que faire pour régler le problème ? Les SDF sont présents dans toutes les grandes villes occidentales, dans tous les pays, que les gouvernements soient traditionnellement plutôt progressistes (j'étais à Oslo la semaine dernière, à Stockholm, il y a quelques mois) ou de droite comme aux États-Unis. A Washington, capitale du plus puissant pays au monde, on retrouve chaque jour, tout juste en face de la Maison Blanche, dans un charmant petit parc urbain, une centaine de *homeless*.

Pourquoi débiter ainsi ? Pour bien établir que l'itinérance n'est pas une problématique locale, ni même nationale. Ce n'est même pas un problème récent, lié à l'industrialisation ou à la post-industrialisation. A titre d'exemple, on retrouvait déjà dans l'Athènes de Platon une présence préoccupante des SDF, au point que le divin Platon a senti l'importance d'en traiter dans ses Lois. Voici un bref extrait (Platon, *Les Lois*, Paris : Gallimard, 1950, p. 1082) :

« Dans notre État, il ne doit pas y avoir un seul mendiant, et, s'il se trouve un homme pour essayer de se livrer à semblable pratique et de rassembler au moyen d'incessantes prières les moyens de son existence, les Inspecteurs du Marché devront le chasser de la place publique, les Édiles le chasser de la ville, la Police Rurale le repousser du reste du pays vers les frontières, afin que le pays soit radicalement purgé d'un pareil animal ».

La tolérance, ce serait de tolérer l'errance. Rien de tel déjà chez Platon, qui voulait une République bien propre, bien ordonnée. Rien de nouveau non plus sous le soleil des préoccupations des pouvoirs publics face aux mendiants. A Sherbrooke, au Québec, il y a encore quelques années, les policiers donnaient un billet d'autobus à sens unique aux itinérants qu'on rencontrait pour les conduire à Montréal. On ne voulait pas d'eux dans cette petite ville, tout simplement. Enfin, je n'élaborerai pas sur les arrêtés municipaux contre les SDF, vous connaissez en France cette pratique encore mieux que moi. Il suffit de réaliser que partout on s'y prend mal, sinon cruellement.

Or la question se pose toujours, avec la plus grande actualité, partout dans le monde : Que faire des SDF ? Est-ce que l'on doit installer des tentes pour les héberger temporairement ?

76 Est-ce que l'on doit les forcer à retourner à l'asile ? Doit-on les expulser, les exiler ? Les obliger à prendre des médicaments ? Les domicilier contre leur gré ? Ou alors, les laisser en toute liberté ? Leur donner plus d'argent ? Requérir toujours plus de logement social subventionné ?

Le logement subventionné, par exemple, c'est certainement une initiative louable, nécessaire. Mais est-ce suffisant pour régler le problème des SDF ? Est-ce vraiment là la principale clef du problème ? Honnêtement, j'en doute. Il y a des itinérants pour qui la question de la domiciliation pose problème, des personnes qui ne peuvent pas être hébergées de façon stable, des personnes qui ne peuvent pas vivre entre quatre murs, soir et matin, jour après jour, semaine après semaine. Des personnes qui, pour des raisons liées à l'angoisse, au stress post-traumatique, à la toxicomanie, à des fuites diverses de la souffrance, se retrouvent incapables de vivre plus qu'un certain temps sous un toit. Que faire avec elles ?

Thomas Szasz, lors d'une conférence à Montréal en 1990, a fort bien expliqué une nuance importante pour comprendre les itinérants : ainsi, en anglais, on ne parle pas seulement de personnes « houseless » - c'est-à-dire sans abris, sans domiciles fixes, mais bien de personnes « homeless ». L'expression française SDF ne toucherait alors qu'une partie du problème, et donc n'envisagerait qu'une partie de la solution. Être « houseless », c'est-à-dire « sans-abri » ou « sans domicile fixe » n'est qu'une partie du problème. Il y a un autre côté, plus affectif à la question, celui d'être « homeless », c'est-à-dire sans foyer, sans « habitat personnel investi au plan affectif ». Le foyer ne fait pas que référence à des murs et un toit mais aussi à un univers investi peuplé de liens significatifs.

On peut être sans foyer par difficulté de s'attacher, de vivre avec les autres. On peut être incapable de gérer les rapports significatifs qui se prolongent et qui génèrent des attentes, des frustrations, des plaisirs mais aussi des souffrances. On peut également être incapables de s'adapter aux normes de vie avec les autres, incapables d'avoir la « domesticité sédentaire » nécessaires pour habiter.

Le grand poète Hölderlin a à ce sujet un très beau vers, commenté longuement par Heidegger dans un essai. Ce vers se lit : « Plein de mérites, mais en poète, l'homme habite sur cette terre ». En effet, il faut une certaine dose de poésie, de naïveté, de fantaisie, d'espérance pour s'installer dans la vie, pour s'incruster dans un foyer, pour fonder une famille, et ainsi de suite. Irrationnel, poétique, fantaisiste car nous savons tous que la vie humaine est brève, imprévisible, extraordinairement fragile. Il faut être un peu fou pour croire qu'on puisse « s'installer » dans la vie, créer un foyer, fonder une famille, atteindre une certaine durée dans les liens. Si nous étions un peu plus raisonnables, peut-être que nous cesserions de faire tant d'efforts pour s'installer dans la vie, pour habiter un foyer, pour faire carrière, pour élever des enfants, pour construire une société.

Certains SDF semblent incapables de cette folie ordinaire, cette capacité de se projeter dans la stabilité, de se prolonger dans l'avenir. Ils n'ont plus la fantaisie d'habiter. A travers mes vingt ans de recherches, j'ai fait des centaines d'entrevues qualitatives, exploratoires. J'ai fait des centaines d'entrevues et j'ai lu aussi les travaux de bien des collègues. Je me suis rendu compte que nous avons cependant presque tous un angle mort dans nos recherches, une difficulté à concevoir des différences fondamentales dans le rapport à l'idée d'habiter. Les

77 chercheurs sont des personnes qui n'ont que rarement une connaissance réelle, empirique, personnelle de la rue et de ses aléas. Il est alors facile d'oublier à quel point les itinérants, tout aussi humains et respectables que nous, peuvent aussi parfois être très différents de nous. Cette idée même d'une différence peut rendre mal à l'aise car nous voulons, tout au contraire, les accueillir, les recevoir, les inclure parmi nous. Les théories que nous élaborons pour comprendre l'itinérance sont les théories de personnes domiciliées, déjà installées dans la vie, avec un foyer où habiter. C'est ce qu'elles connaissent de mieux dans la vie : s'installer, habiter. Nos étudiants à l'université sont tous, sauf exception, domiciliés ; leurs profs bien sûr le sont également. Notre connaissance de la rue est donc presque toujours indirecte, même si au fil des ans on peut en apprendre beaucoup à fréquenter les SDF, à les écouter, à les interroger.

Ainsi, presque tous les chercheurs sont d'accord pour dire que les problèmes premiers des SDF, c'est la pauvreté, le chômage et le logement. C'est une conclusion tout à fait logique, tout à fait cohérente avec notre expérience de personnes domiciliées. Nous savons quelle valeur accorder à ces choses « essentielles », dont les SDF sont privés. Un volet important manque à leur vie : cette stabilité, cette sédentarité, qui nous caractérisent. Il est donc prévisible que nos travaux nous mènent à la conclusion que la solution première, sinon la seule solution, est de construire des logements, que ce soit des abris temporaires comme les tentes, ou des abris permanents comme des logements subventionnés par l'État.

Je ne voudrais pas qu'on se méprenne sur mes paroles : je suis aussi d'avis que le logement et l'argent sont cruciaux dans l'aide aux personnes itinérantes. Seulement, je ne crois pas que ce soit tout ce qui compte, et pas même convaincu, pour le moment, que ce soit ce qui compte le plus. C'est pourquoi je veux tenter aujourd'hui avec vous d'éclairer un autre aspect du problème.

Dans les entrevues effectuées à Montréal, quand je demande aux personnes ce qui les a conduit à la rue, ce qui d'après elles, explique leur situation actuelle, la pauvreté, le chômage et l'absence de logement à coût modique peuvent certainement apparaître comme des causes ou des préoccupations, mais c'est souvent seulement en second lieu, derrière d'autres motifs jugés primordiaux par eux. Quand on écoute le SDF, on se rend compte que la situation matérielle ne semble pas toujours primer. Ainsi, même dans les extraits d'entretien avec David, brillamment exposés ce matin par Pascale Pichon, on pouvait clairement voir qu'il n'y avait pas, pour David, que la seule question du logement qui le préoccupait, loin de là. Il y avait aussi ses liens avec sa grand-mère, ses liens avec les femmes de sa vie, ses échecs avec sa fille, et ainsi de suite. Or, entendons-nous bien, ce volet de la souffrance relationnelle qui nous est exposé, quand nous cherchons des solutions à la « situation des SDF », pouvons-nous même le faire quand la définition même de cette problématique – être *sans domicile fixe* – conduit tout naturellement à ne penser qu'au logement ? N'est-ce pas forcer le dénouement que de débiter ainsi l'histoire ?

On a souvent l'impression dans la littérature et les congrès, que nous devons prendre partie dans notre compréhension du vécu des SDF. Ou bien, étant plutôt de gauche et réclamant l'intervention étatique, nous mettrons l'accent sur la citoyenneté et l'accès au logement, ou bien, étant plutôt de droite, nous estimerons que la situation des SDF n'est que tributaire de l'histoire familiale de chacun, et la solution au niveau personnel, ou microsocial. En bout de

78 ligne, nous aimerions tant que, soit l'État, soit les familles, règlent pour nous, et pour eux, la situation des SDF. J'en profite tout de suite pour préciser que mes sensibilités personnelles vont plutôt à la gauche ! Moi aussi je trouve la société injuste dans ses politiques publiques, ses mesures d'insertion. Toutefois, mes résultats de recherche, je dois l'admettre, semblent me placer vers la droite, ou vers le centre-droit. C'est que ma compréhension du phénomène déborde effectivement les questions sociales pour toucher les parcours individuels. Je ne l'ai pas choisi ainsi. Mais quand j'écoute les SDF me conter leur vie, je me rends rapidement compte que les problèmes de chômage et de logement, tout en étant présents, ne sont pas tout en haut des préoccupations et des souffrances des personnes qui se retrouvent à la rue. Il y a autre chose d'encore plus vital, plus viscéral pour eux.

Quand on écoute les SDF nous conter leur vie, on se rend compte que l'histoire de leur errance remonte souvent bien loin, bien au-delà des contingences matérielles. J'en arrive même à l'hypothèse qu'une vie d'errance commence à germer 10 ans avant la naissance du futur SDF ! Dix ans avant sa naissance s'installe déjà ce qu'il faut pour qu'il se retrouve un jour à la rue. Cela débute déjà avec ce que faisaient leurs parents avant leur naissance, avec les problèmes qui étaient déjà là avant eux. Mes recherches indiquent donc que l'itinérance future germe déjà dans le milieu où le futur SDF va tenter de naître. C'est souvent un milieu où les adultes n'ont pas atteint la maturité affective pour s'occuper des enfants qu'ils auront. Un milieu qui n'est pas vraiment prêt à accueillir l'enfant. Ainsi, à titre d'exemple, la mère du futur SDF fait peut-être déjà des dépressions majeures récurrentes depuis dix ans. Ou le futur père du SDF est déjà un homme abusif et violent. Ou encore ce père est déjà disparu du décor avant même la naissance pour être remplacé par un autre homme, alcoolique ou toxicomane. Bien d'autres scénarios sont possibles, mais toujours avec cette grande fragilité, cette grande souffrance, sociale et psychique, déjà inscrite dans le milieu. On peut voir poindre déjà, avant même la naissance de l'enfant, les traumatismes qu'il subira.

La deuxième phase de la genèse du SDF se produit entre l'âge de 0 et 12 ans. Il va alors se produire un phénomène extraordinaire : l'enfant va apprendre à ne pas se lier, à ne pas s'attacher. Extraordinaire, parce que l'être humain a une facilité naturelle pour établir des liens, pour s'attacher aux autres. Nous sommes des primates ; le groupe est naturellement d'une grande importance pour nous, et l'attachement est une donnée presque biologique. Mais pour le futur SDF, la réalité est qu'il va naître dans un milieu qui n'a pas les ressources nécessaires pour accueillir et lier. Le SDF va naître sans mère pour serrer, sans père pour assurer ! Et puis, sans qu'une famille élargie, des liens substituts, des secours affectifs, soient disponibles.

Il y a plusieurs routes qui peuvent conduire là : le décès des parents dans les premiers temps de l'enfance ; des parents toxicomanes, alcooliques, dépressifs, psychotiques ; des conflits majeurs entre conjoints ou ex-conjoints, de la violence, des abus de tous types. Tout cela était déjà en place avant la naissance du futur SDF. Arrive l'enfant, c'est dans ce milieu qu'il doit tenter d'établir ses racines. Il n'y arrive pas, il ne réussit pas à faire confiance, à se lier à ce milieu, à s'attacher. Cela va se poursuivre ensuite jusqu'à l'âge adulte. Je consultais hier encore des résultats récents dans la recherche américaine révélant que sur des centaines de sujets itinérants, 80% des femmes et 74% des hommes avaient vécu très tôt dans leur famille des problèmes de violence ou d'abus ; que 65% des jeunes itinérants ont été des fugueurs avant l'âge de 15 ans ; que plus de 40% avaient littéralement été « jetés à la rue » par leurs

79 familles (*throwaways* dit la littérature américaine). A noter que cette recherche a aussi comparé les SDF à des personnes pauvres domiciliées. Ainsi, auprès de ces sujets, on a constaté que la majorité des personnes pauvres non domiciliées n'avaient pas un seul lien significatif stable dans leur vie, une personne sur qui ils peuvent vraiment compter, alors qu'une majorité des personnes domiciliées ont des personnes fiables autour d'elles, même si elles sont en situation de grande précarité financière.

Pascale Pichon, que j'apprécie et que je cite avec plaisir, nous a proposé ce matin trois conditions de base pour la sortie de l'itinérance. Elle a dit qu'il faut qu'il y ait une rencontre durable ; elle a précisé : une rencontre que l'on peut construire, quelque chose qui va au-delà des amis d'urgence, des amis du réseau d'aide immédiat. Ensuite, il faut qu'il y ait une reconnaissance des acquis, de l'expérience acquise dans la carrière. Et puis, en troisième, il faut encore qu'il y ait une confiance, une confiance retrouvée dans un monde commun (c'est-à-dire un monde avec nous : les domiciliés, les gens insérés). Tout cela me semble très juste, très pertinent. Je pose alors la question : comment le SDF peut-il acquérir cette confiance, quand dans l'enfance il y a eu traumatisme majeur au plan de l'attachement ? Comment acquérir un sentiment de valorisation quand on a l'impression de n'avoir jamais eu la moindre valeur pour quiconque ? Comment réussir des rencontres et faire durer des liens positifs quand presque tous les liens ont été construits sur des ruptures, des décès, de l'abandon, des violences ?

Selon mes entretiens, la troisième étape de la genèse d'un SDF se produit à l'adolescence, entre 12 et 18 ans. Ça va mal déjà avant la naissance ; cela va très mal entre 0 et 12 ans. Mais les choses s'aggravent encore par la suite ! Oui, je sais, je ne parais pas très optimiste. Je viens de conclure un cycle de trois ans de recherche avec des adolescents à risque de devenir itinérants, tout particulièrement des adolescents qui sont placés en centres et en familles d'accueil. Mes recherches antérieures indiquaient qu'un bon 40% des itinérants de Montréal avaient dans leur adolescence vécu en centre d'accueil ou en famille d'accueil, sous le coup de placements ordonnés dans le cadre de la Loi de protection de la jeunesse. Or, mes entrevues avec ces adolescents révèlent que beaucoup ont vécu ces années de placement comme des années de captivité. Quand on fait l'entrevue avec ces adolescents en placement, ce qu'ils nous disent d'emblée, c'est souvent : « J'ai envie de m'en aller ». Alors évidemment, les futurs SDF parmi eux, auront souvent eu une première expérience de la rue dès l'adolescence, suite à des fugues. A Montréal, on retrouve des jeunes de treize ou quatorze ans dans la rue. Ces jeunes n'hésitent pas à fuguer puisqu'ils vivent un fort sentiment de captivité dans les lieux consacrés à les aider. Ce que nous disent souvent ces jeunes, c'est « Je ne veux pas vivre ici. J'ai envie de m'en aller, de fuir ». Ils sont envahis d'une très forte pulsion de vie qui, d'ailleurs, distingue peut-être le futur itinérant de personnes qui seront plus tard déprimées et domiciliées, ou qui présenteront d'autres types de problèmes cliniques ou sociaux. Le jeune de la rue, le futur SDF, est souvent capable de combattre, capable de survivre. La rue est un environnement très dur, très exigeant. Il faut beaucoup d'énergie vitale et pouvoir puiser dans ses défenses primaires pour y survivre. J'ajouterais que c'est là-dessus qu'il faut miser pour les aider, là-dessus qu'on peut compter, même quand il y a des pensées ou des comportements suicidaires. Bien sûr, ce n'est pas facile à aller chercher, à soutenir. Chez les jeunes que j'ai rencontrés, cette énergie considérable qu'on sent chez eux s'accompagne aussi malheureusement d'une grande méfiance face à toute « autorité adulte ».

Plus les adolescents vieillissent, plus ils ont des comportements à risque. Au Québec, le cadre légal de la Loi de la protection de la jeunesse prescrit qu'il faut prévenir ces risques et protéger les jeunes. Or, les jeunes de 16 ou 17 ans qui fuguent risquent de se retrouver avec des difficultés de toute sorte s'ils s'insèrent dans l'univers de la rue. Plus ces jeunes vieillissent, plus ils s'approchent de l'âge légal de 18 ans où la Protection de la jeunesse ne pourra plus s'intéresser à eux, plus ils ont tendance à fuguer, à avoir des comportements dangereux et plus les intervenants ont tendance à les contrôler ! Une jeune fille de presque 18 ans, nous disait : « Je ne peux plus faire quoi que ce soit sans que l'on m'envoie dans ma chambre ». Elle a presque 18 ans, elle a vécu deux ans dans la rue mais elle est encore régie par la Loi de la protection de la jeunesse. Comme elle a des comportements à risques, les intervenants sont obligés de l'encadrer et ils l'envoient dans sa chambre. C'est une jeune fille qui a déjà fait de la prostitution, qui a une consommation excessive de cannabis, qui a été approchée par un gang de rue, qui a survécu un bon moment dans la rue. Or, l'intervention que l'on peut faire pour la protéger, c'est de l'envoyer dans sa chambre !

Évidemment, quand ces jeunes auront 18 ans, il est possible qu'ils ne soient plus intéressés à recevoir de l'aide. Pas très intéressés non plus à être confinés à une chambre, en logement subventionné. Se sentant libérés de l'anxiété et de la surveillance des intervenants, ils risquent de réclamer leur pleine liberté et de n'en faire « qu'à leur tête ». Parfois, bien sûr, ils auront malgré tout réussi à établir un bon lien d'aide avec un éducateur ou un travailleur social particulièrement empathique, compréhensif, qui s'est occupé d'eux. C'est ce qui fait que, malgré tout, certains finissent par être reconnaissant d'avoir été protégés et encadrés dans leur jeunesse. Mais pour d'autres, l'expérience aura été plutôt frustrante, négative, ce qui risque de les rendre réfractaires à toute aide et de les conduire encore plus facilement à la rue.

Ce dont les jeunes, surtout les jeunes SDF ont besoin, compte tenu de leur histoire de vie, c'est de relations qui leur permettent peu à peu de retrouver le sens d'avoir un lieu, un enracinement dans l'espace et dans la société. Je n'entends pas ici une simple offre de « services » mais bien de véritables relations d'aide. Un service, c'est relativement facile à recevoir pour une personne en situation de survie. Si nous étions nous-mêmes dans la rue pour quelques jours, nous serions prêts à accepter de l'aide de survie. Pascale Pichon a tout à fait raison en estimant que ce n'est pas suffisant pour aider un SDF à vraiment s'en sortir. De la même façon, j'ose formuler l'hypothèse que de trop mettre l'accent sur l'hébergement, l'installation dans un logement, peut faire resurgir des expériences de socialisation contraintes et forcées vécues à l'adolescence, ou même retraumatiser la personne compte tenu de ce qu'elle a pu vivre dans sa prime enfance. Je crois en conséquence qu'il faudrait mettre un peu moins l'accent sur les lieux – y compris en révisant l'appellation « SDF » - pour mettre davantage l'accent sur les liens. C'est de liens investis, significatifs, stables, personnalisés, adaptés à leur situation dont ces personnes ont besoin. Des liens qui puissent redonner un peu d'espoir, de sens à leur vie.

En conclusion, je nous invite à réfléchir aux limites de nos interventions, toutes bien intentionnées qu'elles soient. Si demain matin, nous avons par miracle des places en hébergement stable pour remplacer 300 tentes de Médecins du Monde à Paris, que l'on ouvrirait la porte et qu'on prenait les 300 premiers SDF qui se présentent, est-ce que l'on est

81 assuré que six mois après, que dis-je, six semaines plus tard, ils seraient encore là ? On risque quelques surprises. Les SDF ont des besoins qui vont bien au-delà du logement. La genèse de leur état déborde largement l'histoire récente et le fait d'être « sans domicile fixe ». Ce qu'il faudrait idéalement, bien sûr, c'est de pouvoir offrir et conjuguer ces deux niveaux d'aide, pratique et affective, sociale et personnelle.

Merci.

Débat

Gladys Mondière/ Le débat est ouvert... Des questions ?

Olivier Daviet/ Psychologue. Je voulais vous demander si, suite à ces constats-là, dans le travail de recherche, vous avez pu expérimenter ou solutionner des dispositifs du côté de l'aide thérapeutique, psychothérapique ?

Mario Poirier/ Il y a des ressources, probablement c'est aussi le cas ici, communautaires ou associatives qui offrent une panoplie de services, de soutien et parfois aussi des formes de relations d'aide. Par psychothérapie, je n'entends pas nécessairement toujours psychothérapie prolongée (quoique ça serait un idéal), mais j'entends un lieu où les personnes peuvent déposer, en discuter, l'aborder. Ce qu'ils font d'ailleurs déjà, mais dans un contexte pas toujours idéal. Les ressources que je connais sont de cet ordre-là : ressources communautaires à petites échelles, où par exemple des psychologues collaborent avec des travailleurs sociaux. Les ressources que je connais sont souvent de petites ressources spécialisées avec un relais Santé Mentale, un relais d'aide également aux personnes.

Un intervenant/ Sur l'attachement, j'aimerais vous entendre en dire plus. Vous dites que ce sont des personnes qui ne veulent pas s'attacher. Derrière ce *pas vouloir s'attacher*, est-ce que s'attacher serait lié à l'attachement qui craint d'être redevable, d'une certaine manière, envers la personne, l'objet auquel on s'attache ?

Mario Poirier/ Sur la question de l'attachement, il y a toute une littérature. Dans les littératures médicales et puis la littérature analytique française, il y a cette question-là où l'on est tenté de documenter le rapport des très jeunes enfants avec leur mère, et on est tenté de comprendre comment s'établit ce sentiment d'attachement mutuel. Autant l'attachement de l'enfant envers ses parents que l'attachement du parent envers l'enfant. C'était dans des contextes très sécuritaires, dans un environnement où la famille ne voit relativement rien, et où on a pu développer une théorie de l'attachement sécurisant et sain.

Une littérature sur l'attachement des années 80-90 sur les troubles de stress post-traumatiques qui illustrent que, au-delà de la capacité de s'attacher, il y a des situations traumatiques telles que la capacité d'investissement affectif est littéralement désorientée par rapport aux relations. Ce n'est pas juste une forme de défense ou d'angoisse d'abandon ou de séparation (comme on en trouve dans certains troubles de personnalité) mais ça relève davantage littéralement d'une forme de fermeture, de refus, pas schizoïde, pas psychiatrique, mais de refus de fermeture au lien du mal et la création d'un manque distancié mais aussi une nette compensation par les drogues, par certains comportements problématiques. On l'a vu chez des personnes victimes d'accidents traumatiques... J'en suis à croire que les troubles de jeunesse, d'enfance vécus par une partie des SDF qui vont faire une longue carrière, relèvent littéralement de ces situations de stress traumatiques. C'est un point de vue.

Un intervenant/ Si on ne les théorise pas, en isolant le symptôme.

Mario Poirier/ Sur la question du symptôme, on a des SDF qui ont une symptomatologie de santé mentale, certains ont des problèmes de santé physique et des comportements problématiques criminalisés ; mais on peut parler de quelque chose d'au-delà, en deçà de la symptomatologie qui est

83 de l'ordre littéralement de l'identité, du narcissisme primaire, de l'incapacité de s'investir soi-même, de compter..., bien avant la capacité de liens.

Gladys Mondière/ Nous allons poursuivre... La question de l'attachement, je l'avais beaucoup vu auprès des femmes SDF dans l'enquête que j'ai menée. Cette incapacité à s'attacher pas tant du côté de la dette mais du côté d'un attachement très menaçant pendant l'enfance.

Une intervention à trois voix qui va être rythmée avec Alain Gouiffès, Psychiatre et coordinateur de l'UMAPPP à Rouen, puis Olivier Jan, Psychologue dans le même UMAPPP et Laurent Freyermuth, infirmier au même endroit.

« Prise en charge des jeunes »

Dr Alain GOUIFFES

Psychiatre coordonnateur du Réseau Régional Action Psychiatrie Précarité en Haute-Normandie

Ce résumé écrit a été établi après coup sur la base des principaux axes développés lors de cette intervention.

Nous avons répondu avec plaisir à cette invitation au dialogue de nos partenaires et amis de l'ONSM-ORSPERE avec qui nous échangeons depuis longtemps maintenant.

Nous sommes venus à trois : un infirmier, un psychologue, un médecin par choix comme chaque fois que nous le pouvons.

Nous sommes engagés depuis plus de dix ans sur ces questions à partir de l'expérience acquise par une petite équipe mobile dans l'agglomération rouennaise de 450 000 habitants (UMAPPP²⁹) mais basée dans un lieu social du centre ville appelé Carrefour des Solidarités.

Notre travail s'inscrit dans le service public de soin et sa transformation et non dans l'associatif ou l'humanitaire.

Le titre proposé sur le programme « Prise en charge des jeunes » est problématique et contestable mais renvoie à des réalités cliniques et sociales préoccupantes.

Parmi celles-ci, la transformation des expressions du malaise à vivre, de la souffrance psychosociale, des « nouvelles pathologies » mettant à mal les formes classiques du travail social et des soins.

Se posent de façon aigüe les notions d'accès aux soins, les délais de rendez-vous, l'équivoque demande – non demande, la nécessité de véritables partenariats et l'inquiétude suscitée par la sanitarisation possible de désordres sociaux.

C'est surtout depuis trois ans que « la prise en charge des jeunes » en rupture, en errance, mettant en échec tous les dispositifs existants et montrant des troubles du comportement bruyants, violents a suscité rencontres, débats et réflexions en cours dans la région pour imaginer d'autres formes d'action sociale et soignante.

Il faut se garder des fantasmes de contrôle, de toute puissance mais aussi de positions abandonniques ou de désertion.

Nous travaillons actuellement sur la création de lieux d'accueil, sociaux, différents parfois dits à bas seuil, pour des publics jeunes.

Ceci suppose aussi des nouvelles pratiques d'accompagnement, d'étayage, de construction de liens, de solidité face à la destructivité possible, de rencontres singulières où la psychanalyse en service public a toute sa place selon des modalités à inventer et qui mériteraient bien des développements notamment théoriques.

C'est ce dont nous avons voulu témoigner à Lyon en prenant le risque d'une évaluation possible et nécessaire selon des modalités elles aussi nouvelles.

²⁹ Unité Mobile d'Action Psychiatrique pour Personnes Précarisées.

Réflexion d'un infirmier en psychiatrie travaillant à l'UMAPPP sur la rencontre avec des jeunes en errance sur l'agglomération rouennaise

Laurent FREYERMUTH

Infirmier en psychiatrie, UMAPPP

Nous pouvons les classer en deux grandes catégories :

1) Ceux qui suivent le circuit balisé de la grande précarité et que l'on croise dans la salle d'attente du Carrefour des Solidarités/Service d'Orientation et d'Hébergement d'Urgence et/ou durant nos permanences dans les centres d'hébergement d'urgence (Foyer de l'Abbé Bazire, AARSAID) ou dans les restaurants et lieux de vie du social (Chaloupe, Escale). Ils sont bruyants, chahuteurs, « brassent de l'air » et reproduisent le syndrome de la « cage d'escalier ».

Parfois, ils nous sont adressés par un travailleur social pour un entretien. L'accroche à cet entretien est primordiale et elle ne peut réussir qu'à la condition sine qua non que le lien de confiance avec le travailleur social existe. Une présentation de l'UMAPPP ainsi que son fonctionnement est faite auprès du jeune (entretiens infirmiers avec ou sans rendez-vous, secret médical, pas d'hospitalisation, non-jugement) ; l'entretien est effectué dans un lieu précis avec un temps accordé pour celui-ci et le vouvoiement est de mise pour un premier entretien.

On peut observer une détresse psychosociale due à leur situation de grande précarité et/ou rupture des liens familiaux et/ou sociaux.

Cela se traduit souvent par des pleurs, de la colère et au final de la révolte.

Certains ont des antécédents psychiatriques (nombreuses hospitalisations). Leur demande fait suite à une rupture de suivi, parfois d'une évasion.

Lorsque la toxicomanie ou l'éthylisme sont mis en avant durant l'entretien nous les adressons vers nos partenaires spécialisés (Boussole, Information Réflexion Alcool).

Il peut y avoir aussi des demandes masquées (bobologie, consultation de leur boîte email).

Parfois ils descendent lorsqu'il y a « pétage de plomb » suite à une réponse négative concernant l'hébergement d'urgence ou problèmes dans un autre lieu du social et la rencontre avec l'infirmier psy qui ne représente pas le social aide à relativiser la situation.

2) Les jeunes que l'on appelle « voyageurs », « teufers », « punks à chien », ce que nos amis québécois appellent la jeunesse itinérante et que François Chobeaux décrit comme errance active.

Ils rencontrent les travailleurs sociaux uniquement pour des demandes matérielles (couvertures, bons de vêtements,...). Ils ont peu ou pas de contact avec l'UMAPPP. Ils s'auto-organisent, vivent en squat et revendiquent leur marginalité.

86 En conclusion :

Le travail avec les jeunes demande pour l'infirmier en psychiatrie beaucoup de disponibilité et d'écoute. Le premier contact est souvent informel, parfois il peut paraître superficiel mais il est primordial pour un futur suivi.

L'accompagnement partenarial et les jeunes en errance

Olivier JAN

Psychologue - UMAPP (ROUEN - Centre Hospitalier du ROUVRAY)

1 - Généralités

L'accompagnement est une notion qui sous entend celle d'une durée, d'un développement dans le temps.

Toute relation d'aide (sauf peut-être celles qui se posent comme "débrieffantes", ponctuelles sinon "instantanées"...) inclue cette notion de durée et constitue, selon des modalités professionnelles différentes, des prérogatives différentes, des buts différents, un accompagnement d'une certaine nature.

Dans ce sens, une psychothérapie contient cette notion également. Ceci est d'autant plus vrai dans les psychothérapies d'inspiration analytique. Le temps est ici condition nécessaire (bien qu'insuffisante à elle seule) au travail psychique, à l'élaboration. Bien évidemment, il s'agit là d'un accompagnement psychique, d'un travail de co-pensée (selon la formule de Daniel WIDLÖCHER) qui ne s'intéresse pas directement à la réalité du sujet pour viser sa "réalité psychique" et son fonctionnement; le psychothérapeute dans cette acception n'est "témoin" de la vie réelle de son patient que par les dires de ce dernier.

L'accompagnement tel que nous l'entendrons dans cet exposé, est celui d'un sujet singulier, individuel (nous ne parlerons pas de groupes), à entendre en termes de sujet pensant/désirant, porteur d'une trajectoire unique qui justifiera qu'un tel dispositif d'aide soit mis en place dans la réalité concrète de son existence par des professionnels du soin (tels des infirmiers, médecins, psychologues) et des professionnels du champ social (travailleurs sociaux). Nous tenterons de donner une définition de ce que nous entendons par "accompagnement partenarial" dans des cliniques extrêmes dont celle des jeunes en errance.

Les sujets "justifiant" ce type de prise en charge au long cours, qui sont-ils? Il s'agit de personnes présentant, de manière plus ou moins durable (de façon chronique *ad vitam* pour certains), des difficultés importantes dans leur insertion sociale du fait de problèmes momentanés ou durables, psychiatriques ou pas, et se trouvant en situation d'exclusion. Ces gens qui seront ainsi "accompagnés" présentent une autonomie restreinte, plus ou moins marquée, plus ou moins consciente, plus ou moins reconnue et acceptée. Pour schématiser, les névrosés ordinaires ne sont pas ici visés. Paradoxalement, les individus qui en sont bénéficiaires n'en sont pas (ou pas directement) demandeurs; ce qui place aussi ce type de pratique dans un contexte déontologique singulier (le secret partagé entre plusieurs professionnels impliqués y est de mise).

88 2 - Les errants et les jeunes en errance

Nous avons posé dans notre argument que l'errance pouvait se définir "comme provenant de la rupture des liens antérieurs au profit d'autres, potentiels, non encore advenus". Ceci reviendrait à dire que les personnes en errance seraient en crise (au sens d'une crise de la personnalité) et possiblement en attente de nouveaux investissements. Force est de constater que, comme dans tout état de crise, certains sortent de l'errance en revenant à leurs liens antérieurs (sans changement en quelque sorte, ce n'était qu'un épisode, qu'un avatar de leur parcours), certains autres en sortent en tirant un bénéfice au sens d'un changement « mûrant », d'autres encore en sortent plus abîmés et/ou restent en errance de manière très durable, voire *ad vitam*.

L'UMAPPP propose un observatoire hors du commun de ces trajectoires.

On n'entre pas nécessairement en errance en étant jeune ; certains y tombent à tous les âges de la vie, hommes et femmes (même si les premiers sont considérablement plus nombreux que les secondes). Les personnalités rencontrées sont de tous types névrotiques, limites, perverses, psychopathiques, psychotiques... Nous ne reviendrons pas ici sur les "psychotiques à la rue", ayant traité de ce problème dans une autre contribution³⁰.

En même temps, force est de constater que "le gros de la troupe" est constitué de personnalités limites, bancales dans leur identité et leurs aménagements, et que nombreux sont ceux, parmi les plus installés dans l'errance, parmi les clochards, qui y sont parvenus dès leur majorité.

Les errants sont, par définition, des personnes sans feu ni lieu, instables, mobiles. En fait, là encore, ces voyageurs démunis sont rarement de grands voyageurs et leur périmètre n'est pas si large. Ils évoluent sur une ville, la quittent parfois pour y revenir encore et encore. Ils fréquentent les mêmes institutions, les mêmes places, les mêmes rues. L'errance n'est rapidement plus une découverte mais participe vite et fort d'une entrée dans un cercle répétitif, dans un temps cyclique, en reproduction du même.

Si l'on veut faire des catégories pour disséquer autrement que par les types de personnalités et l'âge la population SDF, nous pouvons diviser ce groupe en trois sous-groupes (non parfaitement homogènes):

1_ *Les gens dont l'errance est clairement imposée*: cette classe comprend essentiellement des migrants, célibataires en France, en attente du statut de réfugié politique ou d'une hypothétique régularisation de leur situation. Nous ne reviendrons pas ici sur ces nombreux patients, marqués par des traumatismes majeurs liés à des faits de guerre sinon de génocide. Nous avons témoigné de leur cas et des questions qu'ils posent à la psychothérapie et l'accompagnement dans différentes occasions depuis la création de l'UMAPPP (notamment Journée d'étude de LILLEBONNE sur le thème de la Transmission, octobre 2005, avec ma

³⁰ « **Psychotiques** » à la rue ? Journées Nationales d'Etudes et de Réflexions de l'Association CASTOR, ROUEN le 3 juin 2004. »Les psychotiques qui vont choisir la rue comme mode de vie », Olivier JAN.

89 collègue Isabelle Conseil). Notre travail auprès de cette population très fragile insiste sur la notion d'accueil, sur le long temps et la qualité de l'accueil qu'il est profitable de leur accorder avant tout. Nous ajoutons rapidement que pour la plupart de ceux-là, pour peu que leur demande d'asile aboutisse positivement, l'errance n'aura été que momentanée.

2_ Les personnes dont l'errance est devenue mode de vie: ce sont les clochards et les fous à la rue. En caricaturant, ils actualisent les uns et les autres différemment, avec ou sans alcool, des conduites chroniques, stables et répétées, avec un renoncement souvent marqué vis à vis de tout changement. Les clochards, sans être nécessairement psychotiques, évolueraient dans une forme de vide; les psychotiques clochardisés vivraient pleinement leur folie, captifs de leur monde interne délirant.

3_ Les jeunes en errance sur lesquels nous allons nous attarder.

Il ne s'agit pas là d'un groupe homogène tout à fait et nous avons rencontré via l'UMAPPP des jeunes gens transitoirement désorientés dans leur parcours de vie, strictement névrotiques par ailleurs; ceux-là ont clairement bénéficié de l'aide psychologique proposée associée à un accompagnement social bref, s'engageant malgré la précarité de leur situation dans le processus psychothérapeutique de manière classique et positive.

Néanmoins, l'essentiel des jeunes en errances n'est pas là.

Bien plus souvent, les jeunes en errance sont de très jeunes gens, juste majeurs, qui présentent un passé "comme sans acquisition", rempli de manques et de ratés (petit niveau intellectuel et de connaissances, échec scolaire, inaboutissement des formations engagées, absence d'expériences de travail...).

Sur le plan familial, la plupart du temps ils n'ont pas été élevés par leurs parents, ou bien l'ont été dans le contexte de familles pathologiques et abandonniques. Ils peuvent continuer d'entretenir des liens avec leurs parents: liens étranges, à la fois recherchés et sources d'angoisse. Ils peuvent souhaiter restaurer ces liens, rompus de longue date et réussissent exceptionnellement à en tirer bénéfice. Les parents sont à la fois chargés de tous leurs maux et investis d'une attente magique de réparation.

Ces jeunes gens sont la plupart du temps nés en France; certains sont fils de migrants.

A une fréquence avoisinant les 100%, nous nous rendons compte de l'usage de drogues licites (alcool), de médicaments détournés de leur indication et mélangés, de psychoactifs illicites.

Ils font montre de carences affectives importantes, leurs relations précoces ont été gravement perturbées. Nous repérons dans leur biographie des traumatismes multiples (mauvais traitements parentaux fréquemment). Ils peuvent être issus de familles nombreuses (et méconnues) comme enfant "isolé", unique, de deux parents ayant eu d'autres enfants de lits différents.

L'une des composantes biographiques les plus courantes est constituée des placements dont ils ont fait l'objet: dans leur famille élargie, dans une ou plusieurs familles d'accueil, dans des institutions.

A 18 ans, ils peuvent déjà avoir connu la prison; ils sont souvent défavorablement connus des services de police pour délinquance ou trafic de stupéfiants.

Sur le plan de leurs personnalités, nous retrouvons des fonctionnements immatures, adolescents (investissement du mouvement, de groupes de pairs marginaux, défenses maniaques), des identités mal assurées (avec des doutes quant à leur filiation, quant à leurs capacités de pouvoir être investis). Nombre d'entre elles pourraient être considérées comme "état limites", souffrant d'abandons et les rejouant (inexorablement et inconsciemment) depuis l'origine. Une part non négligeable relève selon nous aussi de la psychose. Les aménagements d'allure psychopathique ou perverse sont fréquents.

Notre description, un peu taillée à la serpe nous en convenons, *insiste sur l'aspect marginal de ces jeunes gens.*

Pourtant, leur présentation directe est on ne peut plus ordinaire la plupart du temps: ils sont propres, habillés "en marques", revendiquent leur look comme le font d'autres jeunes gens normalement insérés. Leurs aspirations sociales sont (étonnamment) très ordinaires également: dans leur discours, ils évoquent le désir de trouver un travail, un logement, de s'établir en couple, d'avoir une télé (et une play station...). Ils ne semblent pas se rendre compte de ce qui peut faire fossé entre eux et ceux qui accèdent à cela. Le fonctionnement de la pensée semble ainsi faire fi pour une part de la réalité, des exigences de plus en plus affirmées de notre société, de leur réalité quotidienne, comme si la galère, la rue, l'absence totale de ressources ne valait pas comme signal d'angoisse et de recherche d'inscription, de "demande" (**alors que précisément tous ces indicateurs nous alarment- nous professionnels, nous adultes - énormément pour eux**). Plus en profondeur, dans les moments de dépression qu'aucun ne méconnaît ou dans les moments de crises décompensées, le discours change radicalement: **c'est le désespoir, l'injustice, l'abandon, la "vie de merde", la rage, l'envie qui ressortent en force.**

Leur comportement, la plupart du temps négativiste vis à vis des valeurs de la société, (car malgré le discours affiché, ils s'inconduisent socialement...), semble pouvoir osciller selon l'acuité des prises de conscience: victorieux sous produits, tout puissants, les voilà annihilés par ces resurgissements d'ordinaire déviés, mis à l'écart. Ils sont brutalement confrontés au désespoir (plus qu'à une dépression stricto sensu: il s'agit plutôt de l'expression d'une dépression essentielle totale), **avec alors une lucidité (sur leur non inscription sociale) particulièrement angoissante pour les "aidants".**

Tout serait comme si l'intelligence sociale de (**tous**) ces jeunes gens s'éclairait dans le noir, selon le seul angle du négatif, du sentiment d'être de trop, de ne pas avoir été aimé, de n'être rien, de n'être que haine.

Dans les asiles de nuit, nos jeunes gens aboutissent dès leur jeune majorité. Les lieux qui les supportent et/ou les acceptent sont rares (ils font exploser les dispositifs fréquemment) et il n'est pas étonnant de les retrouver dans les dispositifs dit "à bas seuil", présentant le plus petit niveau d'exigence vis à vis des conduites. En même temps, là aussi des règles existent. Ces lieux sont pour beaucoup d'entre eux les seules alternatives à la rue stricto sensu car il faut pouvoir faire preuve d'une certaine autonomie, d'initiative, d'organisation pour réussir à squatter par exemple et tous n'en sont pas capables.

Aucun dispositif de type accueil d'urgence de nuit ou de jour n'est réservé aux "jeunes" (où commence et où finit la jeunesse d'ailleurs?). Nous pensons, outre les efforts et les qualités des travailleurs sociaux, que les asiles de nuit font violence aux jeunes errants qui critiquent, agressent les autres errants: les plus vieux qu'eux en général, les clochards, les fous. En leur donnant place dans ces endroits, tout se passe comme si la société leur signifiait qu'ils sont sur le même fil, sur le même continuum que les plus cassés, renforçant leur désespoir et leur rage (ce qui explique leur agressivité à l'égard des "petits pépères"). Nous repensons à ce jeune homme, toujours parfaitement propre, confronté à un clochard chiant dans la douche...

Le cas particulier des routards ("jeunes des festivals") a été bien étudié (et continue de l'être) par François Chobeaux (« l'errance active »; « les nomades du vide »). Cet auteur, sans que nous nous y attardions, a mis en exergue la tentative de création, illusoire peut-être, d'une nouvelle façon de vivre par ces jeunes. Dans cette entreprise, l'autonomie du groupe est visée, revendiquée, inscrite dans la marginalité et démarquée des valeurs culturelles globales.

Les filles: nous pourrions dire que schématiquement il en va de même dans l'errance des filles et des garçons, les jeunes filles à la rue se trouvant dans des problématiques psychiques et psychosociales de même nature que les garçons. Nous noterons au passage le manque de places en structures d'hébergement d'urgence pour elles dans la région, plus criant encore que pour les hommes. Plus souvent, elles semblent pouvoir faire recours à l'espoir d'une vie de couple pour se sortir de la galère, avec souvent des choix d'objets catastrophiques et des histoires amoureuses tumultueuses et déstructurées, itérativement vouées à l'échec. Le recours à la maternité peut aussi s'affirmer, souvent dans un certain déni des difficultés propres, la grossesse « choisie » venant possiblement déjouer les aspects négatifs (magiquement) et occasionnant une autre attention de la part de l'environnement social.

Que demandent ces jeunes gens? C'est compliqué! Ils semblent demander justice et réparation de leur parcours chaotique. Leur attente est forte vis à vis de la société (qu'en face d'eux, nous les adultes nous représentons plus particulièrement certainement), à la mesure de leurs attitudes défiantes. Ils nous montreraient qu'ils ne croient plus en rien: éviter les rencontres, c'est se méfier de ses attentes, de ses espoirs.

Leur tendance est souvent de se poser en situation victimaire, en chargeant les grands responsables de leur déroute (parents, vrais ou substitutifs, éducateurs, ...). Il est important de bien entendre ce niveau de leur mode de pensée. Il est bien sur, avec le respect du premier volet, aussi nécessaire de les aider à saisir leur propre implication dans leur parcours. C'est là tâche ardue et délicate.

Ils utilisent les dispositifs d'hébergement d'urgence en en testant les limites et ils font de même partout; ils semblent partout rétifs à s'amarrer.

92 3 - Travail d'accompagnement partenarial

Ils acceptent rarement de rencontrer des psys: ils en ont déjà rencontrés via l'Aide Sociale à l'Enfance ou les foyers dans leurs plus jeunes années. "Ca m'a jamais rien apporté" nous rappellent-ils sans exception... Plusieurs choses sont à prendre en considération ici: d'abord, leur vie est remplie d'événements particulièrement bouleversants, c'est vrai, de déchirures et la plongée dans ces fondements douloureux est défensivement évitée; éviter les psys, c'est avant tout éviter cela et nous devons le comprendre. **Il nous semble que l'aide "psy" seule ne peut d'ailleurs jamais aboutir. Cette démarche doit, précisément, pour être tentée, être... ACCOMPAGNEE.**

Les jeunes, et ceci nous paraît juste d'expérience pour un grand nombre de gens en errance quel que soit âge et type de personnalité, n'accèdent à nos services que s'ils sont annoncés, "travaillés en amont" par des "annonciateurs" (au sens que donnent les anthropologues à ce terme : voir J. FAVRET SAADA, J-P CASTELAIN par exemple) autorisés, reconnus par les sujets eux-mêmes comme proches et dignes de confiance. Dans notre champ, il s'agit la plupart du temps des travailleurs sociaux des foyers et lieux d'accueil de jour.

L'annonciation seule ne suffit pas non plus. Il faut que ce lien soit suffisamment porté pour arriver jusqu'au psy et même que la relation positive entre le travailleur social et le psy soit "palpable", incarnée, perceptible par le sujet. Il ne s'agit jamais d'un simple passage d'une compétence à une autre mais de la mise en oeuvre d'une aide complémentaire, n'allant pas l'une sans l'autre (comme l'anesthésiste et le chirurgien). Il ne s'agit pas de se défausser, mais de tenir, à plusieurs, pour un "usager-patient". Dans ces conditions d'exercice, nous insistons sur le fait que la dissymétrie des savoirs est fortuite : il n'a pas à y avoir de hiérarchie des importances entre l'aide psy et l'aide sociale, les deux étant fondamentales pour en venir à une aide effective (qui est en l'occurrence globale ou rien du tout).

Dans notre pratique, la rencontre demande du temps: les jeunes gens en errance, sauf exception, viennent nous voir par épisodes, préfèrent les rencontres informelles (moins codifiées, moins engagées). Est-ce utile? Nous tendons à penser que oui, par l'aspect facilité que nous repérons dans les rencontres ultérieures quand elles existent: "celui-là, il sait quelque chose de moi, il en a entendu et retenu quelque chose": en effet, quand après des mois nous pouvons considérer la nouvelle rencontre comme une "séance suivante", en rappelant au sujet où il en était, ce qui l'animait la fois précédente, quelque chose continue: ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, le psy n'est pas un panier percé mais quelqu'un qui retient, soit quelqu'un qui ne s'en fout pas... Ceci est une mise à l'épreuve de nos aptitudes à contenir pour une part.

Le suivi et l'accompagnement des jeunes en errance comporte cet espèce de "jeu" avec la distance et le temps, avec les départs et les retours, les uns comme les autres très probables. On accompagne sans savoir clairement à l'avance vers où vogue le navire, tout en maintenant la certitude que l'aide par notre présence, notre écoute, est pertinente. Avec ses "accompagnants", sociaux et psys, le sujet peut parler vrai, être entendu dans sa réalité. L'aide psy démise du témoignage dans la réalité n'est pas ici l'indication. Quel est le but de l'accompagnement dont nous parlons ici (bicéphale)? Nous le dirons en termes simples: **accompagner ce qui est le plus vivant chez chacun de ces sujets.**

Sur quoi peut déboucher cette aide? Souvent, le but annoncé est celui de l'insertion. Mais de quoi s'agit-il pour ces jeunes, "sans bagage" pour avoir une histoire trop lourde? D'abord qu'ils ne meurent pas (eh oui), qu'ils puissent trouver réassurance et pensée sur eux-mêmes, qu'ils puissent se faire moins de mal. L'accès aux dispositifs sociaux d'insertion _ au sens de formation par exemple est toujours lent, chaotique, mais pas forcément impossible. Toutefois, disons qu'on ne le sait pas à l'avance et qu'il est nécessaire de respecter le développement et le rythme de ces jeunes sujets, sans trop fortement imposer nos désirs ou modeler les leurs sur nos niveaux d'aspiration propres.

Il faut toutefois clairement regarder quelles institutions pourraient réellement, après la rue et l'hébergement d'urgence, aider leur essor. Elles sont rares: seuls les CHRS proposent quelque chose, mais selon des modèles quelque peu coupés de l'air du temps (on y demande parfois trop aux jeunes d'oublier leurs 20 ans...).

L'errance des jeunes s'explique (ou se lance en tout cas) par réaction aux modes de vie institutionnels déjà connus à l'adolescence. La majorité pourrait être attendue comme la date à partir de laquelle la liberté de s'essayer soi-même au monde pourra advenir. Comment imaginer, pile à ce moment de passage, de pouvoir réinstitutionnaliser des sujets qui précisément désirent idéalement s'en affranchir?

Ce qui reviendrait à dire, du point de vue des "aidants", **qu'il est illusoire de fantasmer sur "LA bonne institution" là où aucune, si bonne soit-elle, ne peut être tolérée et redevenir référente du sujet.**

Un temps "d'errance d'expérimentation" semblerait donc pouvoir s'expliquer. Ce qui ne doit pas pour autant nous amener à le considérer comme réelle rupture. Il nous faudrait, de notre position, rester contenant sans trop imposer de direction, c'est à dire rester là (IE: pas loin, accessibles sur la trajectoire de ces jeunes) sans emprise excessive de nos désirs ou de nos angoisses.

L'une des fonctions de l'UMAPPP (unité mobile) réside dans cette pratique: être "aidant", accompagnant, ce n'est pas être en collusion (au sens du compagnon de misère confondu avec le sujet lui-même) mais être sur le chemin, sans excessif jugement, admettant l'idée que même si notre "usager-patient" nous semble s'égarer, échapper, il s'agit là d'une condition pour qu'ensuite le lien d'accompagnement (non entamé) puisse perdurer selon d'autres déclinaisons (pas de casse du lien).

3) Conclusion : contre-transfert et accompagnement

Nous avons brossé un portrait assez sombre de la population jeune en errance. Cette esquisse est pénible parce qu'elle est plutôt proche de la réalité. Nous évoquions dans notre argument l'aspect "no future"... Quand on tente d'aider professionnellement un "vieux" clochard, le vertige peut nous prendre face à cette forme d'abandon de soi, de déchéance, de

94 vide, ... Quand on aborde un jeune en errance, le malaise est fonction de ce vertige premier: si rien ne se passe, il risque fort de finir comme le précédant. Est-ce là réellement le sort prescrit socialement? **Rien n'est moins incertain...** L'utilité du contre-exemple social est bien pointée par le dernier ouvrage de DECLERCK ("Le sang nouveau est arrivé", Gallimard 2005). Il est donc important à la fois de tenir compte de la réalité, très difficile de ces jeunes, et de lutter contre cette pente par trop déterminée. A la fois nous devons prendre les choses très au sérieux (ils sont en grave danger) et à la fois, il nous faut pouvoir "rêver" pour eux. "Rêver lucidement", voilà le paradoxe. "Rêver lucidement" pour ne pas partir vaincus. "Rêver lucidement" (être un "pessimiste joyeux" selon la formule de FREUD reprise par Patrick DECLERCK) c'est aussi militer pour que notre société réagisse hors cynisme, pour que l'inventivité institutionnelle soit encore possible malgré les vaches maigres. C'est accentuer l'effort de "civilisation"...

Gladys Mondière/ Des questions ?

Catherine Perrin/ Je suis assistante sociale dans un service d'accompagnement à la vie sociale à Lyon. Je voudrais vous entendre préciser : il y a une majorité de jeunes filles dans le dispositif où vous travaillez ?

Olivier Jan/ Vous avez mal compris, mais il y a quand même énormément de jeunes filles. En ce moment, à l'UMAPPP, on a tendance à avoir plus de jeunes femmes que de jeunes hommes. Ce sont des jeunes femmes qui sont entre 18 et 22 ans, très jeunes. La masse du groupe est plus masculine. Ça veut dire qu'il y a plus de jeunes filles.

Alain Gouiffès/ Pour préciser : je crois que cette augmentation du nombre de jeunes femmes qui peuvent venir en ces lieux tient aussi aux modifications de la présence des acteurs sociaux. Une plus grande vigilance à ce que des phénomènes de dérives machistes ne se produisent pas comme il peut s'en produire souvent, de contrôle et d'évitement pour d'autres populations.

Un intervenant/ Dans ce que vous avez dit, je reviendrai sur le vocabulaire et l'expression : vous avez évoqué à plusieurs reprises une institution qui accueille à partir d'un bas seuil d'exigence. Or, pour moi, je ne connais pas un seul projet d'établissement qui commence par « nous nous adressons aux plus démunis ». C'est qui ces personnes que vous accueillez à bas seuil d'exigence ?

Alain Gouiffès/ Je veux bien vous répondre par rapport à ça, très précisément, puisque dans les rencontres de travail que nous avons actuellement avec les partenaires du Conseil Général, de l'Etat et de la DDASS, c'est la formule qui est retenue. C'est comme ça qu'il convient d'appeler ces lieux nouveaux pour recevoir des personnes qui sont écartées, exclues des CHRS. Maintenant qu'on le fait dans un centre d'hébergement via l'action sociale, c'est très difficile. Il y a des bagarres pour y rentrer. Les bas seuils, ce que ça veut dire : sur Rouen, il y a un lieu où je suis amené à intervenir, je pensais qu'ils allaient complètement exploser. C'est un lieu social où l'on n'admettait que les personnes virées de tous les lieux sociaux, qui viennent avec leurs produits toxique, mais sans qu'il y ait commerce. Je disais : ce n'est pas possible. Ils ne vont pas tenir. On a continué à bosser avec eux. Or, force et de constater que malgré tout, de nouvelles façons de travailler ont fait qu'il y a une certaine forme de domestication notamment des conduites d'alcoolisation. Ce n'est pas du tout ce que l'on m'a appris. C'est comme le rapport au produit de substitution et autres : quelqu'un qui se défonce à la rue et qui meurt sur le trottoir : quoi faire ? Le kidnapper ? Vous voyez les questions de l'ordre social, les libertés individuelles, quelqu'un qui va mourir l'hiver dehors..., c'est une question redoutable. Imaginez des lieux nouveaux autres que ce qui existe, qui sont en capacité de faire un travail d'accompagnement social et psychologique aussi, pas simplement une boîte ouverte. C'est problématique.

Un intervenant/ Je suis infirmier au SAMU social et sur les urgences sur Angers. Je travaille dans un cadre de service public. A la question d'accueil à bas seuil, j'entends cette notion d'indésirable. De plus en plus, on entend la notion d'accueil à bas seuil, mais on entend aussi la notion d'indésirable. Sur notre département, il commence à y avoir des listes d'indésirables, c'est-à-dire des gens qui ne sont plus du tout accueillis sur les CHRS, dont la psychiatrie ne peut plus, et ne veut plus entendre (je m'engage sur ce que je dis), et des personnes que je suis effectivement amené à accueillir aux urgences, qui viennent 5 à 6 fois par semaine sur les urgences. On est en train de créer de nouveaux lieux à bas seuil, mais alors sans moyen budgétaire, avec du personnel non qualifié. C'est une réalité, il faut aussi en parler.

Alain Gouiffès/ C'est la prise en compte de ces personnes qui souvent sont sur des listes et sont sujets indésirables par des services publics hospitaliers, par des lieux sociaux, parce qu'ils mettent en échec

96 tout. Des travailleurs sociaux, des psys, confrontés à ça, ils jettent l'éponge. Ils se défendent de mille et une façons. Souvent, comme c'est vécu comme dans une problématique d'échecs professionnels, ça gêne le narcissisme social et soignant. Ce que nous essayons de dire aussi, c'est que cette part de destructivité, au véritable sens lacanien du terme, peut être considérée comme un symptôme. Symptôme serait la mise en échec des dispositifs sociaux. Prenons cela comme un symptôme, essayons de voir pour ne pas fabriquer, ce que l'on appelle très classiquement, du syndrome de la patate chaude.

Un intervenant/ Ce qui est compliqué pour nous, institutions CHRS, ou dispositifs bien estampillés, c'est finalement d'accepter cette forme d'errance ou cette forme que l'on pourrait appeler, ça va être tellement difficile que ça risque d'être un échec. Je pense à une formule de T. M, qui travaille sur Paris à la Moquette : c'est les contrebandiers de l'espoir. Même si ça paraît idéaliste sur les bords... mais comment être à côté de l'itinérant, être un peu avec lui, sans se laisser engouffrer dans cette affaire. Tenter de picoter au quotidien quelque chose de ce réel impossible, bien sûr, qui ne peut pas s'approcher, où il n'y a pas de gouvernail pour l'autre mais où il y a des possibilités de tâtonner ensemble dans cette humanité commune. On retrouve ce qui a été dit ce matin par différents intervenants.

Alain Gouiffès/ Pédromecca qui est devenu un ami : la Moquette à Paris entre le Panthéon, le jardin du Luxembourg, lieu ouvert jusqu'à 1 heure, où il n'y a pas d'hébergement, pas de repas, pas le droit de dormir. Je veux bien vous donner ce petit moment, c'est lui qui la première fois me la raconté. Pour ma part, je l'ai entendu et je l'ai reçu par lui, lui qui est fait de petites paraboles ou une vignette psychanalytique comme on pourrait le dire (si on devait se le dire), de considérer que toute personne dans la plus extrême déchéance sociale ou psychologique, ne pas considérer qu'elle est là simplement à attendre qu'on lui donne des choses. Considérer que même celle-là, la plus au fond du trou, la plus « dans la merde », il faut imaginer qu'elle puisse donner quelque chose. C'est la question du don. Les personnes qui font la manche, ne donnent jamais d'argent mais leur dit : « on va prendre un coup mais tu paies la première tournée. Je paie la deuxième ». Alors évidemment, « ouais, j'ai pas d'argent, ta gueule, va te faire... ». Une personne qui fait la manche a toujours de l'argent ! Ce qui se passe à la première tournée, c'est café, café. Puis la deuxième, c'est Cognac-café. Mais il y aura eu cet échange autour de café... C'est à la fois banal et mesquin mais c'était intéressant d'essayer de trouver ... Pour moi, ça me sert dans ce qu'il en est de la psychanalyse dans le service public. Quid des pratiques psychanalytiques dans le service public quand il n'y a pas le rapport à l'argent. C'est tout à fait différent des grands débats sur la psychanalyse et les psychothérapies dans le 7^{ième} ou 6^{ième} arrondissement à Paris et le prix des séances...

Laurent Freyermuth/ Notre ami Pédromecca dit aussi : se rencontrer avant de se raconter. Et ce que tu viens de dire sur le café et le cognac, c'est bien le basique de la rencontre.

Un intervenant/ Pour continuer dans le même sens : Olivier Jan vous avez eu un mot magnifique –je ne voudrais pas qu'il passe inaperçu- c'est la rêverie. La rêverie du soignant. C'est essentiel. Ces jeunes ont été privés de rêverie de la part de leur environnement.

Olivier Jan/ D'une manière générale, si on n'a pas un petit peu des choses à espérer, à voir, à mettre en perspective, quel que soit le ton qui nous permet de « looser » comme ça, c'est interdit d'entamer quoi que ce soit. J'ai parlé de Declerck, mais parfois dans ses formulations, il est assez asséché, de telle manière que l'on a le sentiment que tout est joué d'avance et on arrive après la bataille et c'est comme ça, et ça sera toujours comme ça. Peut-être qu'il y a de ça et en même temps, on ne peut pas rester sec comme ça avec quelqu'un. Il faut voir de quelle manière ? Parfois, c'est plus difficile que d'autres. Des qualités de relation, des qualités.... Ce que disait Alain, reprenant Pédromecca, de voir les capacités d'entourloupes de certains jeunes, qui se prennent eux-mêmes dans ces pièges-là. Ça parle aussi de leur incapacité à l'authenticité par exemple. On dit après tout, « tiens, ça peut être une qualité ». A mon niveau, je n'ai jamais eu ça. Ce n'est peut-être pas une chance. C'est stupide de partir sur des raisonnements comme ça, quand on en parle de cette manière là. En même temps, ça permet de s'attacher autrement, nous-mêmes, de mettre des choses en perspectives. Quand on n'a rien

97 à mettre en perspective, comme ça, on n'a rien à y faire, on n'a rien à y écouter non plus. Il peut y avoir un peu d'attendrissement qui peut permettre un peu plus après. Mais il faut accepter ce caractère très discontinu de la relation. Quelquefois, on croit perdre les jeunes comme ça et puis deux semaines, six mois, deux ans après, on les rencontre de manière complètement improbable et puis on va envoyer sur autre chose... Le coup d'après, il se rappellera non pas la première séance que nous on pourra avoir en tête, mais le fait que l'on a poireauté ensemble au tabac sur des choses qui font partie de la vie quotidienne qui peut-être aussi amène autre chose dans leur imaginaire à propos de l'image du psy. Eh, oui, un psy, éventuellement quand il a des défauts, il peut aussi aller acheter des clopes.

Christian Liotard/ Je suis éducateur de rue en prévention spécialisée au Centre Ville de Valence. Je voudrais en savoir un peu plus sur ce que vous imaginez à Rouen avec les indésirables, je dirais ceux qui ne nous désirent pas plus qu'indésirable ; et sur ce partenariat que tu évoquais pour aider. Si vous avez un peu plus avancé ? Je me faisais la remarque dans mon coin, pas sur une dizaine d'années, il y a des choses qui ont reculé avec ces indésirables. J'ai connu des moments où avec d'autres, on les retrouvait autour des festivals, ... ; le moment où le CHRS d'urgence leur faisait beaucoup plus de place ; actuellement, je les trouve très à l'écart, très en refus de tout et avec les collègues de rue, être en recherche à l'heure actuelle, effectivement de façon de les approcher, d'être accepté. J'ai l'impression que c'est à réinventer, que c'est relativement crucial et urgent. Est-ce que vous travaillez avec d'autres que des gens de la psychiatrie à Rouen ?

Alain Gouiffès/ Trois remarques brièvement : c'est important que le service public soit saisi de toutes ces questions là parce que c'est dans le service public qu'il faut transformer ces pratiques de service public.

Deuxièmement : le partenariat de travailleurs sociaux / éducateurs, aussi, ça va de soi. C'est une évidence. Ce n'est même pas « progressiste ». Ça va de soi, c'est dans le partenariat réseau, il ne faut pas que ça soit simplement des mots dans des circulaires. Ça se construit pas à pas. C'est comme confiance et respect dont parlait Jean Furtos à Nantes lors d'une rencontre avec les élus, santé et territoires. Ce n'est pas une équipe psy, mobile qui va régler les choses comme ça. Comment cette équipe psy mobile a été créée à Rouen ? Ça a été au sein de l'institution psychiatrique, très dur et très chaud... Ce qu'est devenue la conquête du secteur de psychiatrie après-guerre dans la libération, le mouvement de la psychothérapie institutionnelle et ce qu'est devenu le secteur public de psychiatrie maintenant, il y aurait beaucoup à dire. On engage des débats polémiques. Mais stop ! Arrêtons de considérer des conceptions de psychiatrie « bookérisées »... Dans le service public, quand il y a des délais d'attente (trois mois, six mois, neuf mois), ce n'est pas normal ! Il peut y avoir des problèmes de moyens, d'accord. Mais il faut inventer d'autres formes de travail au niveau des équipes : infirmiers, psycho, médecins pour qu'une demande puisse être traitée dans des délais corrects (moins d'une semaine) dans la psychiatrie publique basique. La question de l'accès aux soins, c'est aussi pour les personnes précarisées : elle se pose de façon plus aiguë, mais elle est partout. Partenariat ? Oui, ça veut dire aussi travail de réseau, des médecins généralistes, avec les libéraux... Ceux qui sont prêts à travailler là dedans. Il faut inventer de nouvelles formes de travail. Comment procéder ? C'est difficile. On prend des coups mais en même temps la satisfaction professionnelle et quand même le plaisir à travailler ensemble et pour nous-mêmes, y compris de se retrouver le soir, les gens dans ce lieu social, où il n'y a pas longtemps, on a fait un moment de fête ensemble le soir pour se retrouver ; chacun amène à manger et à boire. C'est super bien. En termes d'évaluation dans un rapport annuel, c'est difficile à rendre compte.

Olivier Jan/ A propos des indésirables si j'ai bien compris, c'est la catégorie « jeunes des festivals » dont vous parliez. C'est-à-dire les jeunes avec chien, les jeunes en groupe...

Sur le travail partenarial : à mon avis quelques principes sont bons à prendre en considération :

le 1^{er} principe : on travaille non pas de manière à faire en sorte qu'il y ait un relais de pris, mais on travaille ensemble sur la même situation, la même personne. C'est ce qui a été très clairement dit ce matin par Odette Bourgey. L'intérêt ce n'est pas de dire : voilà, maintenant, sur le plan social, il va mieux, il faut qu'il soit pris en charge par la psychiatrie, donc salut, good bye, et c'est terminé. L'intérêt c'est que l'aide sociale continue d'être pertinente pour celui-là et doit être maintenue même s'il y a une aide psychiatrique.

98 Le 2^{ème} principe : si on parle de travail partenarial, c'est un travail qui pour une part a un regroupement. Ca suppose que les gens puissent travailler ensemble. C'est intéressant d'utiliser le secret professionnel partagé. Tous les psys ne sont pas d'accord avec ça, mais je pense que pourtant, pour l'aide des gens les plus démunis, c'est-à-dire les gens qui n'ont pas de demande, les gens qui sont un peu en difficultés pour aborder leur problématique eux-mêmes, il est très intéressant qu'ils puissent faire appel à des gens qui les connaissent bien au quotidien, pour pouvoir introduire la situation auprès d'un psychiatre.

Le 3^{ème} principe : c'est cet aspect de non hiérarchie des savoirs. Ce n'est pas : le psy est plus diplômé et même le psychiatre est plus diplômé souvent que le psychologue, etc. ; pour autant ce n'est pas ça qui compte. Ce n'est pas que le psy ait un niveau d'études..., par rapport au travailleur social qui ne serait pas du même mouvement... ; l'intérêt c'est de pouvoir se dire : on peut améliorer les choses à deux sur le même pied d'égalité.

Laurent Freyermuth/ On n'a rien inventé. Si on est amené à travailler ensemble, c'est le sujet qui nous amène à travailler ensemble ; du fait de nos incompétences et nos limites, au lieu d'être chacun bloqué, on est amené à travailler ensemble, à partager, mais à partager dans l'intérêt de la personne et surtout en nommant la personne. On peut décider de travailler en marge de l'institution, mais si le sujet n'est pas au centre même de nos préoccupations, on n'arrivera jamais à travailler.

Dans la rue, avec les éduc. de prévention, on repère une population de plus en plus en jeune, avec des phénomènes d'addiction de plus en plus marqués.

Gladys Mondière/ Il est 16h15. Je crois que j'ai rempli ma mission. Jean, à toi...

Reprise de la journée

Jean FURTOS

Directeur Scientifique – Onsmop-Orspere (Bron-Lyon)

Je dois dire que nous ne nous attendions pas du tout sur un thème très spécialisé, à voir autant de demandes d'inscription, autant de participants. Nous avons été tout à fait surpris. Ça prouve que le thème « sortir de la rue ? » est un thème qui touche un certain nombre d'entre nous qui travaillons dans des métiers divers autour de ça.

Mon rôle maintenant ne va pas être de faire une synthèse impossible, mais de reprendre ce qui a été dit d'une manière extrêmement passionnante depuis ce matin, qui a donné beaucoup d'excellentes discussions, non terminées, à partir de ce que j'ai compris.

Pour ne pas l'oublier, Pascale Pichon publie un ouvrage sur ses 15 dernières années de travail qui s'appelle « L'expérience de l'abandon social » aux Editions Lieux d'Être – Paris. Le bouquin « Sortir de la rue ? » n'est pas encore programmé d'une manière fixe.

Le mot *carrière*, sortir de la *carrière*, c'est intéressant : on a l'habitude de faire carrière en médecine, dans l'enseignement, dans la police. Vous parlez de la *carrière* d'une personne à la rue, cela a quelque chose de noble. Evidemment, il peut y avoir des changements de *carrière*. La première chose que j'ai envie de dire, c'est la coïncidence : ce genre de coïncidence que Yung appelé synchronicité, on peut dire que c'est du hasard ou pas (je ne sais pas), mais en tout il faut une pensée, des pensées suffisamment convergentes, consciemment ou non, pour qu'il puisse y avoir une accroche. Une sociologue qui était obsédée –au sens noble du terme– par la question de la sortie de la rue, et un homme qui était en train de sortir de la rue, et ça fait une accroche. On peut imaginer qu'une sociologue qui dirait « sortir de la rue » c'est impossible, aurait peut-être eu une rencontre complètement impossible. On voit bien que le rôle de nos pensées, est important pour la rencontre. Après, c'est la contingence que l'on assume ou pas ; ce n'est pas évident de dire « ah, bon ! Vous voulez un RDV ? On va se rencontrer... ».

Surprise ! Pour moi, la plus grande des surprises, c'est que le nombre de liens a augmenté à la rue. On a tendance à dire –c'est presque un faux truisme– que quand on est à la grande exclusion, c'est la rupture du lien social. C'est vrai d'une certaine manière mais d'une autre façon, on voit que pour certains c'est faux. Et que la rue est une occasion, grâce aux associations d'aide, grâce à l'activité du sujet, du travail social, d'une femme amie, du sociologue, à la reprise de lien avec une fille au bout d'un certain temps..., les liens se démultiplient, se différencient –peut-être grâce au discours aussi–. C'est une des données quasi scientifiques de cette journée : quand nous travaillons avec des gens hors du lien social, on a intérêt à faire attention à tous les liens qu'ils peuvent créer ici ou là et je sais quand on va à l'enterrement d'un SDF que l'on croyait isolé, on s'aperçoit parfois qu'il y a 150 personnes. Comment ? Je croyais être le seul avec lui et il y a 150 personnes à son enterrement. Oui, il y avait 150 personnes qui étaient seules avec lui ! C'est intéressant de savoir qu'il y a d'autres que nous et de laisser aussi cette pensée théorique et d'accepter les liens autres qu'avec nous, que le sujet a, même s'ils sont compliqués.

Voici la première conduite à tenir que j'en ai retirée : **valoriser les réseaux qui échappent**

100 **aux aidants.** Peut-être que l'Aidant devient petit à petit un aidant même s'il est en préoccupation. Vous savez quand on dit la Mère et puis elle doit devenir avec un *m* minuscule même si elle reste toujours mère. Il était question de parentalité ce matin. Comment cette parentalité, ou en tout cas cette préoccupation pour la vie de l'autre, peut continuer sans que l'on soit dans la symbiose. C'est important.

La confiance retrouvée, c'est très important aussi. Comme le rappelait Alain Gouiffès tout à l'heure, la précarité pathologique, c'est la perte de confiance en l'autre. Retrouver la confiance, c'est la précarité de l'être humain qui sait que le lien est éphémère, fragile, mais qu'il existe. Evidemment, c'est la bonne précarité, c'est la précarité qui nous rend tous plus humains.

La reconnaissance : Pascale Pichon en a parlé, c'est ce qui s'est passé en local à l'association Relais SOS dont la communication à deux voix a été extrêmement appréciée. Ce qui s'est passé d'important, il y a eu un d'entre nous qui a dit : oui, mais alors, est-ce que c'est une manipulation ? Est-ce que les gens de la rue ont été instrumentalisés parce que vous alliez mal ; puis alors, vous aviez besoin d'eux, alors vous avez fait la réunion sociale programmée dans les textes ? J'ai discuté avec celui qui a fait cette intervention tout à fait intéressante, c'est ça, mais à l'envers. Ca montre que seuls des intervenants professionnels ou bénévoles vulnérables, peuvent rentrer en contact avec l'autre et lui laisser la place d'être debout. Ca ne veut pas dire que tout le monde peut rentrer en contact avec autrui, doit attendre que son institution soit en danger de mort. Ca veut dire que pour rentrer en contact avec l'autre et lui laisser une place sans dette imaginaire excessive, il faut vraiment se sentir très vulnérable. A ce moment là, l'autre n'apparaît pas exclusivement cassé, alcoolisé. A Relais SOS, c'est souvent la cour des miracles, mais pas que ! ? Quand neuf sénatrices et sénateurs sont venus, ils étaient comme vous, comme nous, ils écoutaient, ils étaient intéressés, ils ont posé des questions, ils ont même fait des discours dont certains étaient pile poil... Les sénateurs sont partis séchés. Ils ont rencontré des citoyens...

Les gens ne sont pas uniquement comme on les voit. Le regard, la médiatisation ça change en micro local et peut-être l'on voit ce que Foucauld appelait de la *poussière humaine* qui peut se transformer en début de peuple, en citoyenneté. Cette poussière humaine parfois fait un groupe, un collectif. C'est ce que Geneviève Decrop a rappelé ce matin : le rôle du collectif. Avec des effets paradoxaux : ils sont devenus protecteurs des professionnels et cette chose dont je n'ai pas compris : Madame Bourgey dit « Ils ne parlent que de nous ». Je laisse ça... Je le laisse en jachère, il y a peut-être quelque chose à tirer... Et aussi comment faire pour qu'ils ne parlent pas que de nous, au bout du compte et qu'il y ait un avenir non nous, mais le temps qu'il faut (deux, trois, dix ans...). Pour autant, tout de suite des questions nous ont ramenés à une terrible réalité : **la réaction thérapeutique négative.** Ca signifie : il y a des gens, plus ils vont bien, plus ils vont mal, et ce n'est pas seulement les gens à la rue. C'est beaucoup d'autres. Ca nous oblige à ne pas être trop contents de nous trop vite et même à ne jamais être contents parce que, plus on est content de nous en terme de résultats, plus les autres vont mal. Quasiment, ne rien attendre. Peut-être permettre, espérer. Mais ne rien attendre. Il a été question de l'instinct de mort, du masochiste. Quelque chose n'a pas été dit, le rôle du symptôme : le symptôme qu'il soit psychique ou social ou les deux, c'est tout de même ce qui permet à une personne de tenir. Le symptôme c'est la meilleure des choses. Presque tous, nous avons des symptômes, peu ou prou. Le symptôme, c'est ce qui nous permet d'avoir un équilibre. Avoir le sadisme que les gens veulent perdre leur symptôme, fut-il grave sur le plan de l'idéal social et psychique, c'est vouloir leur faire perdre l'équilibre. Vouloir leur faire perdre l'équilibre suppose d'y aller doucement et d'être en mesure de les

101 accompagner le temps qu'il faut et de souffrir avec eux, de la souffrance qui ne peut manquer de venir parce qu'ils vont être complètement déséquilibrés. En tout cas, le symptôme est très important.

Ce que j'avais envie de dire à notre ami Yves Lecomte qui a donné, avec sa modestie habituelle, les résultats d'une recherche sur les femmes SDF et la représentation qu'elles ont d'elles-mêmes. Il y avait les représentations positives et négatives des itinérants. Simplement si on parle du symptôme et du rôle du symptôme ou si on parle du fait que les gens après tout peuvent être clivés, avoir une partie coupée d'eux-mêmes, que les représentations positives et négatives peuvent être d'une grande ambiguïté. Par exemple, si quelqu'un dit qu'il veut sortir de la rue, peut-être qu'il pense qu'il va décompenser. Si quelqu'un dit qu'il ne veut pas sortir de la rue, c'est peut-être qu'il a envie de garder le peu d'équilibre qu'il a. Etc. Comment introduire dans une recherche en bonne et due forme l'infinie ambiguïté des termes et de la psycho dynamique ? C'est une question que tu demandais et que je te renvoie. Les mots signifient quelque chose : « positif » et « négatif », mais en même ils sont ambigus. Comment faire pour introduire l'ambiguïté dans une recherche ?

Mario Poirier a fait une conférence magnifique : j'avais envie de lui demander comment étaient les SDF à Lyon. Parce que les SDF ne sont pas pareils dans les villes. Vous voyez les SDF à New York : ils hallucinent, ils sont hagards et ils marchent en parlant tout seul. A Montréal, j'ai trouvé les SDF cool, ils disent bonjour, font de l'humour... En tant qu'étranger, je le vois ; j'aimerais savoir comment des étrangers à la France et à Lyon... Il y a un climat dans chaque ville.... Evidemment, il y a eu toute la question sur la différence entre habiter, être domicilié, se loger... C'est une assistante sociale qui m'a appris qu'il y avait une différence entre se loger, être à l'abri et habiter. Habiter, c'est habiter son appartement, habiter son corps dans l'appartement, habiter sa filiation, puisque l'on met des photos, habiter sa sexualité, parce que l'on peut inviter des gens... Habiter c'est quelque chose de très difficile. On peut très bien se loger ou être domicilié sans habiter. C'est important de rappeler ça.

L'histoire remonte, nous a dit Mario Poirier, à dix ans avant sa naissance. Il y a beaucoup de recherches actuellement, notamment en Amérique du Nord, mais aussi en Europe sur les troubles précoces de l'attachement. On distingue maintenant plusieurs variétés d'attachement dont un attachement à l'envers, qui fait que l'on se sépare, etc. C'est très intéressant de se porter sur les théories et l'étude de l'attachement. La question que je me posais : nous sommes dans le transgénérationnel –il n'y a pas de raison que nous ne le soyons pas avec les gens qui se coupent du lien, qui abandonnent souvent leur femme, parents, enfants- : la difficulté avec ce genre de théorie, les difficultés que nous devons assumer, c'est comment faire pour que cette théorie ne soit pas une prédiction qui se réalise ? Comment faire pour que des profils dits de *carrière* et des profils d'histoire ne donnent pas des rapports INSERM qui disent : à trois ans, il faut soigner des enfants. Beaucoup de canadiens ont travaillé sur la violence, Tremblay notamment : comment faire pour que toute la plus-value de savoirs ne soit pas une plus-value stigmatisante et ne soit pas une prédiction qui va se réaliser. Pour moi, c'est un problème. La manière d'en sortir, c'est de dire : oui, statistiquement, c'est ça, mais au cas par cas, on ne sait rien. Au cas par cas, c'est fonction des rencontres, des relations... Ce qu'il a dit aussi sur le plan sémiologique, c'est le sentiment de captivité. Une autre chose : comment passer de la ressource A à la ressource B ? Je trouve cela très intéressant.

Pour rester dans le domaine thérapeutique, nous amis de Rouen nous ont fait une prestation à trois voix où Laurent a été ovationné parce qu'il était dans la vulnérabilité. La vulnérabilité

102 c'est toujours ce qui fait rencontre, même si les autres psychiatres, psychologues ont l'habitude, mais la vulnérabilité, indépendamment de la qualité de ce que l'on a à dire, appelle quelque chose. Comment on peut rester à être vulnérable ? En restant au niveau de la réalité proche de soi...

L'équipe de l'UMAPPP nous a rappelé l'importance des dispositifs des services publics ; il y a aussi des dispositifs privés, des associations de psychanalystes qui mettent au point des accueils à Paris ou à Lyon pour les gens en précarité. Mais en règle générale, c'est le boulot de la psychiatrie publique qui fait ou pas son boulot.

On ne peut pas reprendre cette chose à trois voix extrêmement polyphonique et convergente en même temps, mais tout commence avec le travailleur social. On a vraiment le sentiment qu'actuellement, le rôle des travailleurs sociaux, quand on a besoin d'eux, quand les relations de proximité ne fonctionnent pas suffisamment bien au niveau familial, villageois, professionnels, etc. ; la relation est avec le travailleur social et le psy intervient pour faciliter les modalités de la présence et de l'aide, pour favoriser l'accompagnement. Quelquefois, il peut y avoir des approches directes, des thérapies même. Les plus belles psychothérapies que je fais actuellement, comme l'UMAPPP, ce sont des psychothérapies par personnes interposées, en aidant par exemple des travailleurs sociaux à pouvoir rester en présence avec les forces qui sont en présence et qui sont des forces de ruptures majeures, qui sont peut-être les troubles de l'attachement X, Y ou Z. Comment rester en présence d'une certaine horreur de la réalité historique et de force psychique qui coupe, sépare, etc. C'est peut-être le rôle des psys. Evidemment, quelquefois, ils interviennent en direct à l'hôpital, dans des structures à bas seuil, mais par rapport au vertige de l'avenir, comment tolérer l'effroi, l'horreur, le vertige ? Du point de vue de la formation, il se trouve que les psys sont normalement bien outillés pour tolérer l'accompagnement à l'effroi, à l'horreur, aux vertiges, au rien, au trop plein et qu'une partie du savoir-faire des psys doit être mis de ce côté-là. C'est un peu ce qu'a dit Olivier Jan : « Malgré tout, pouvoir continuer de rêver ».

En aparté, j'en profite pour dire quelque chose qui a été dit dans l'interrelation entre Francis Maqueda et Mario Poirier, cette importance de ne pas considérer le syndrome post-traumatique à l'américaine comme quelque chose d'innocent par rapport à l'histoire (ce qu'il est théoriquement dans les pages du DSM 3) ; le syndrome post-traumatique est innocent, il vient simplement parce que l'on a vécu quelque chose de grave. Dire ça, c'est à la fois vrai et complètement faux parce que ça déshistorise les personnes que nous sommes censés aider. Aider quelqu'un hors histoire, comme disent les jeunes, « c'est chaud ! ». On a toujours intérêt à penser qu'un traumatisme, fut-il majeur, vient toujours dans une histoire... Bon, dix ans avant, mais dix ans avant le grand-mère aussi, ça jouait. Même dix ans avant la naissance du grand-père, ça jouait ! La rage, le désespoir, la lucidité, il semble demander justice...

Oui, cette chose qui a été dite aussi : un discours apparemment banal que nous disent quelquefois les gens en grande exclusion. Puis, juste à côté, le désespoir le plus profond et même un désespoir, soit qui se transforme en rage, soit qui ne peut même pas se dire en mots d'où la difficulté que j'ai toujours trouvée de faire des interviews. L'interview quand les gens vont mal, c'est qu'ils nous donnent que la partie faux self, comment faire pour avoir aussi cette partie intolérable, souffrante, en rage, meurtrière, meurtrie, etc.... ?

IL y a des conclusions très longues..., car dans les conclusions il y a tout le reste y compris ce que nous a dit Pierre Micheletti. Dans les conclusions, si vous avez bien lu ce que nous avons écrit dans l'argumentaire : une de nos peurs, c'est le cynisme politique et des mentalités en disant : Bon, on va accepter qu'il y a des gens à la rue. Il y a toujours eu des pauvres, d'abord, depuis Platon. Et puis, c'est le prix à payer... C'est ce que je disais avec un ami

103 américain : « comment tu expliques qu'aux Etats-Unis, il y a deux fois plus de pauvres qu'en France alors que vous êtes le pays le plus riche du monde ? ». Il disait : « Oui, mais c'est le prix à payer pour que le système continue de tourner ». C'est un cynisme que personne, ou presque personne ne dira en France, mais qu'un certain nombre pensent cependant. Comment refuser ce cynisme ? Comment faire avec le mot SDF ? Il faut mieux taper SDF que rien du tout. SDF, c'est une expérience partagée, bien qu'administrative. J'ai remarqué qu'à l'hôpital psychiatrique (je crois que c'est vrai dans beaucoup d'hôpitaux) quand il y a des gens de la rue qui sont hospitalisés, chaque service, chaque hôpital à son tour, on ne dira jamais un schizophrène, mais un SDF. C'est comme si on n'arrivait pas à se décoller de ce que l'on appelle un cas social. N'importe qui rentre, un ingénieur arrive, un ouvrier, un étranger non SDF, qui dit « ouh, là, là, j'ai vu un délire extraordinaire... ». On peut toujours objectiver la psychopathologie... « Un schizophrène, comme dans les livres... ». Quand un SDF entre, on dira : on a reçu trois SDF et on l'a encore dans notre service. C'est comme si cette chose qui évidemment est identitaire (qui n'est donc pas n'importe quoi) occupait tout le champ des représentations. Même dans les institutions qui s'occupent des SDF, c'est un problème. Comment faire pour que les SDF ne soient pas que des SDF ? Que les schizophrènes ne soient pas que des schizophrènes ? Quand j'étais externe, j'ai fait un groupe de jeunes gens schizophrènes : je me disais : c'est des jeunes, ils parlent, ils pensent... La stupeur de voir que l'étiquette ne suffit pas. Pour les gens, l'étiquette est importante. J'ai entendu récemment quelqu'un qui disait : « Je ne suis ni jeune, ni vieux, je suis psychotique ». Pour lui, c'était très important. Mais pour nous, oui, c'est important ce qu'il dit, mais c'est encore autre chose. La grande question qui se pose avec le cynisme, c'est comment peut-on tolérer que des gens disparaissent et quand on accepte que les centres d'accueil de jour disparaissent, facilement, c'est que l'on accepte que les gens à la rue et les gens en grande précarité soient soignés uniquement en urgence. Quand on est en urgence, on ne passe pas à l'existence. L'urgence prime sur l'existence. Il n'y a que des problèmes d'urgence. Sauf pour ceux qui travaillent dans le champ. Dans le petit groupe dont parlait Geneviève Decrop, il y a un déni collectif. Non pas un déni perceptif, nous savons tous qu'il y a des gens à la rue, mais c'est le déni de l'importance et de la gravité de ce qui se passe. Vivre à la rue n'est tout de même pas normal pour une société riche, même si elle est chez l'individuel, on peut comprendre la trajectoire. Même si on comprend la trajectoire individuelle, on ne peut pas accepter qu'il y ait des déterminismes qui conduisent à la rue. C'est pour moi, l'importance de la provocation de Médecins du Monde. En terme psychanalytique, je dirais que Médecins du Monde a fait une interprétation « agie ». Il y a des interprétations par la parole qui ne parlent pas, mais quelquefois on fait une interprétation : par exemple, on se lève en disant : non, ce n'est pas possible ! Ca vaut deux pages et demi d'interprétation. Ou quelqu'un nous dit quelque chose : on fait simplement comme ça, on lève les yeux au ciel ! C'est une interprétation. Ces tentes signifiaient : oui, absolument, ils vivent là. Et il ne faut pas croire qu'ils vivent dans les lieux d'urgence où ils rentrent le soir et partent le matin. C'était une interprétation agie. Ils vivent là. Evidemment, ça rend tout le monde coupable et la culpabilité au niveau collectif, c'est la persécution. Donc, on dit : ils nous persécutent, ils nous empêchent de travailler, ils ne nous comprennent pas. Mais c'est un dérangement qui porte d'une culpabilité nationale, donc le problème c'est comment continuer le dérangement sans que ça soit trop persécutoire, sans que ça ait des effets ? Tout de même, ça rentre dans la banalisation ?

Quelqu'un me faisait remarquer à la pause que, nous les professionnels... (Je suppose qu'il n'y a que des professionnels entre nous, peut-être des bénévoles (on n'a pas invité d'usagers,

104 d'associations usagers, il y a quelques politiques, quelques représentants de l'Etat), ne sommes plus dans la souffrance psychique décrite par le rapport Lazarus. Nous sommes certainement dans la difficulté du travail, mais il y a des choses qui nous paraissent intolérables et nous voulons le dire. Nous voulons le faire remonter. C'est une position éthique et déontologique des professions et des associations et d'un certain nombre de personnes qui sont dans les ministères. Je peux témoigner que Pierre Larcher qui était là ce matin, et que comme beaucoup de gens qui travaillent dans les services déconcentrés de l'Etat, ils sont réellement engagés. Il y a des politiques qui dépassent les personnes et il nous apparaît de refuser qu'il ne soit pas parlé du processus de disparition du problème. Pas le processus de disparition des gens, mais le processus de disparition des problèmes. Il y a vraiment des processus d'invisibilisation dont la fermeture des centres de jour dont il était question. Cette poussière humaine qui peut faire un peuple, ça peut faire de la révolte, de la revendication, n'importe quoi ! Ce qui est catastrophique dans la clinique psychosociale, c'est la destructivité : destructivité de soi-même et du lien. Mais la révolte, la revendication, le côté porte-parole, c'est ce que l'on peut faire de mieux. Je cite encore quelqu'un qui disait à la pause : « Je ne pensais pas que le travail sur les SDF, serait un travail sur la démocratie ». Mais si, absolument. Souvent, en travaillant sur la marge, avec des gens à la marge, on ne s'aperçoit pas tout de suite que l'on travaille pour le centre. Par exemple, quand il y a eu la révolte des banlieues, il n'y a pas eu tellement de temps après pour que les jeunes étudiants du centre refusent le CPE. Qu'ils aient eu tort ou raison, je ne dis pas. Mais il y avait un lien entre la révolte des banlieues et celle pour le CPE. Il y a un lien entre la marge et le centre. Si on accepte qu'une catégorie de personnes soit invisibilisée, ça veut dire que l'on est obligé de se couper de nous-mêmes pour accepter ça. Comme on est construit sur le modèle relationnel, quand il y a un regard, je suis pénétré par ce regard, je lui souris, etc., s'il y a des dénis de visibilité, alors nous sommes obligés pour faire ce déni de nous dénier nous-mêmes. Il est bien certain que porter les problèmes à la marge, outre le fait qu'il y a des gens qualifiés de marginaux, est un problème central pour nous tous.

Ce matin il était question de justice sociale. Pour terminer, la sortie dont il était question aujourd'hui a été envisagée de multiples manières : s'en sortir, sortir d'un dispositif A pour aller dans un dispositif B, mais c'est peut-être aussi sortir du déni. Sortir du déni collectif pour que certaines personnes puissent apparaître avec d'autres sur la scène sociale par la parole et par l'action et tant qu'ils ne le peuvent pas complètement, que des gens qui sont payés pour ça, puissent les accompagner et que nous puissions malgré tout à travers l'horreur continuer de rêver activement, notre travail et l'avenir de ce qui nous attend. Tout de même la pensée de la décadence : peut-être que dans 50 ans, on dira : oui, il y avait une décadence un début du 21^e siècle, on a changé de civilisation. En fait psychologiquement, la pensée décadence, c'est surtout une dépression collective où il n'y a *no future* (comme dirait Olivier Jan). Traverser l'horreur et continuer de rêver nos métiers et de permettre à ceux qui travaillent avec nous d'avoir une rêverie, c'est quelque chose qui est tout un programme.

Je veux remercier, puisque nous sommes à la fin, nos amis québécois qui nous sont proches. Yves, tu vas venir l'année prochaine plus longtemps avec nous ; nous nous en réjouissons et nous espérons que nous allons continuer beaucoup de bonnes choses.

Je remercie Gladys Mondière qui a assumé toute la journée son rôle d'animation et de présidence.

Je remercie Valérie Battache qui a accepté 190 admissions pour 150 places et qui en a refusé 100 autres.

Je remercie tous les intervenants, je remercie tous les gens du réseau qui sont venus, tous les

105 autres. Et je remercie les étudiants en sociologie, en psychologie, des internes : il y a eu aujourd'hui, plusieurs dizaines d'étudiants qui ont insisté pour avoir une place. Ils ont négocié... C'est ça la rêverie, la rêverie de demain, c'est que des étudiants en psycho, en psychiatrie, en socio, s'intéressent à cet objet : rêver l'avenir pour chacun d'entres nous. Je vous remercie.